

**VIF REDRESSEMENT
DE LA BOURSE
DE NEW-YORK**

LIRE PAGE 19.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1 dir. : Tunisie, 100 m.
Allemagne, 0,80 DM : Autriche, 7 sch. : Belgique,
8 fr. : Canada, 60 c. : Danemark, 2,50 kr. :
Espagne, 18 pes. : Grande-Bretagne, 14 p. : Grèce,
15 dr. : Iran, 45 rls : Italie, 200 L. : Japon, 125 y.
Luxembourg, 8 fr. : Norvège, 2,50 kr. : Pays-Bas,
0,35 fl. : Portugal, 10 esc. : Suède, 1,75 kr. : Suisse,
0,50 fr. : U.S.A., 10 cts : Venezuela, 10 c.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris 20 6373

Tél. : 770-91-29

«grande commission» et les entretiens d'Oreanda

LA FRANCE ET L'U.R.S.S. ENVISAGENT construire en commun des équipements nucléaires et informatiques

nouvel essor

La coopération entre l'U.R.S.S. et la France vient de prendre un nouvel essor, rendu possible par la signature d'un certain nombre de protocoles de coopération entre les deux pays.

D'un côté, Moscou, qui s'était vu infliger de l'aggravation de son déficit à l'égard de Paris, point de friction des échanges, maintenant, grâce à la signature de ces protocoles de coopération, voit la situation s'améliorer.

D'autre part, la France, qui avait vu sa balance des paiements se dégrader, voit maintenant la situation s'améliorer.

Au même moment à Paris, la «grande commission» franco-soviétique achevait sa session. Les deux parties envisagent de construire en commun des équipements nucléaires et informatiques.

De notre envoyé spécial

M. Bréjnev et M. Brejnev ont d'abord voulu se rassurer mutuellement sur les intentions de leurs gouvernements respectifs après le changement de président de la République en France. Un échange de correspondance avait déjà intervenu à ce sujet. Le 11 juin, M. Bréjnev a adressé un message à M. Giscard d'Estaing. M. Brejnev a remis au secrétaire général du P.C. soviétique l'original de la réponse du président de la République, dans laquelle celui-ci se montre très désireux de maintenir à un rythme régulier les «sommes» franco-soviétiques.

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 2.)

L'affaire du Watergate

M. Nixon est atteint par le verdict visant M. Ehrlichman

De notre correspondant

Washington. — Après trois heures de délibération, le jury du tribunal fédéral a rendu, le vendredi 12 juillet, un verdict de culpabilité contre M. John Ehrlichman et les autres co-accusés du procès dit des «plombiers». La sentence sera prononcée le 31 juillet. M. Ehrlichman, ancien collaborateur très proche du président Nixon, est passible d'une peine maximum de vingt-cinq ans d'emprisonnement. Il a immédiatement interjeté appel en laissant entendre que le procès n'avait pas été équitable.

John Ehrlichman, qui fut un des plus proches collaborateurs du président Nixon, était accusé d'association de malfaiteurs (conspiracy) et de parjure pour avoir menti au F.B.I. et au grand jury au sujet de la violation de domicile commise en 1971 au cabinet du Dr. Fredling, médecin psychiâtre de M. Ellsberg.

Deux des «plombiers» arrêtés avaient impliqué M. Ehrlichman en affirmant que le collaborateur du président Nixon avait autorisé cette effraction pour des raisons de sécurité nationale. M. Ehrlichman avait répondu qu'il avait donné son accord pour une opération «secrète» mais non pour une effraction «illégitime». Il affirmait que, informé ultérieurement de l'opération, il refusait de répondre au F.B.I. pour des raisons de sécurité nationale. Apparemment, le jury n'a pas accepté les distinctions subtiles faites par John Ehrlichman entre une opération «secrète» et une opération «illégitime».

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 4.)

LA FORMATION DU NOUVEAU CABINET

Le Mouvement des capitaines portugais cherche à éviter un coup de barre à droite

Poursuivant la «mission d'information» qui lui a été confiée par le général Spínola — et qui semble préliminaire à la direction du nouveau gouvernement portugais, — le lieutenant-colonel Mario Firmino Miguel menait, samedi 13 juillet en fin de matinée, ses dernières consultations. Socialistes et communistes maintiennent leur intention de se faire représenter au sein de la nouvelle équipe.

Un conflit, qu'analyse notre envoyé spécial, semble s'esquisser entre le Mouvement des capitaines et la junte militaire. Les jeunes officiers de la commission politique du mouvement redoutent en effet que le «remaniement» en cours ne soit mis à profit par le général Spínola pour revenir sur certaines des exigences posées lors du soulèvement du 25 avril et porter un coup d'arrêt à la démocratisation.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — C'est le lundi 15 juillet, au palais de Belém, que les membres du nouveau gouvernement portugais doivent, en principe, prêter serment devant le général Antonio Spínola, chef de l'État. Et c'est ce samedi que la composition de l'équipe dirigeante appelée à succéder au gouvernement Palma Carlos, limogé en bloc après la démission de son président et de quatre ministres, devait être rendue publique. Mais la plus grande prudence s'impose, car des surprises de dernière minute ne sont pas encore exclues.

La politique portugaise a toujours été subtile, nuancée, onduleuse, rebelle à l'analyse cardinale. L'opposition, les oppositions successives et diverses au régime Salazar, ont dû pendant près de cinq décennies utiliser et exploiter toutes les ambiguïtés, toutes les failles d'une Constitution et de règles électorales très complexes. De ce point de vue, le gouvernement Castano n'avait pas clarifié les choses, bien au contraire. Les Portugais s'aperçoivent aujourd'hui, moins de trois mois après l'explosion d'enthousiasme suscitée par la révolution couleur d'œuf qu'il s'agit de réinstaurer bien difficilement de vieilles habitudes.

D'abord celle du secret : la crise ouverte avec la démission de M. Palma Carlos se dévelop-

pait dans les coulisses du pouvoir et au sein même du conseil des ministres depuis plus d'une semaine. Aucun signal d'alarme n'a alerté une opinion publique qui dispose pourtant de journaux autrement plus incisifs et curieux que ceux de l'ère Salazar et Coetaneo, confis dans le conformisme et l'ennui. Seul l'excellent hebdomadaire Expresso, dirigé par l'ancien député libéral Francisco Balsemão, laissait entendre, le samedi 6 juillet, que la coalition gouvernementale vivait peut-être ses derniers instants. Mais rien ne transparaît des raisons profondes d'une crise artificielle et du désir du président de la République, exprimé par personne interposée, d'obtenir une élection anticipée.

Le général Spínola a en effet été choisi par ses pairs en mai dernier pour assumer à titre provisoire la magistrature suprême, et des élections générales, présidentielles et législatives, devaient, selon le programme du Mouvement des forces armées, avoir lieu au printemps prochain. Pour la première fois depuis le début de la crise, le journal República, qui commence à régler quelques comptes, a dénoncé, le vendredi 12, le rôle de ce qu'il appelle «l'opération Palma Carlos».

Le journal reproche avec virulence au président du conseil d'avoir poursuivi un objectif politique à savoir la consolidation du pouvoir personnel du général Spínola, par le biais d'une élection présidentielle anticipée. Selon República, il s'agit ensuite, cette première étape franchie, d'écartier la gauche du gouvernement provisoire et de neutraliser le Mouvement des forces armées (ou Mouvement des capitaines) en réinstaurant une hiérarchie militaire classique en vigueur avant le 25 avril. Le projet de report des élections générales à 1978 visait d'autre part, à favoriser le parti populaire démocratique (P.P.D.) de M. Sá Carneiro et Magalhães Mota, qui n'a pas semblé-t-il, résister le moins au travail d'implantation et d'organisation que le parti communiste et le parti socialiste.

MARCEL NIEDERGANG

(Lire la suite page 3.)

Approuvé par «l'Humanité»

M. Giscard d'Estaing veut redonner au 14 juillet sa «gaieté populaire»

Le défilé militaire qui marquera à Paris la fête nationale, dimanche 14 juillet, se déroulera, à partir de 9 h. 30, en présence du président de la République, place de la Bastille. Il sera télévisé en direct.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui assistait vendredi à une réception organisée à l'occasion de la fête nationale par M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a commenté pour la première fois les changements apportés aux cérémonies de la fête nationale. Il a précisé qu'il entendait rendre à celle-ci «sa gaieté et son caractère populaire».

Il a souligné également, dans le même souci de retrouver l'esprit originel de cette fête, que les marches militaires soient jouées comme elles l'étaient à l'époque et qu'en particulier l'orchestration de la Marseillaise rappelle la manière dont cet hymne était chanté par les volontaires de l'armée du Rhin.

Dans un éditorial du quotidien communiste l'Humanité, Laurent Salmi a rendu, samedi matin, un hommage à M. Giscard d'Estaing qui, écrit-il, «a eu l'intelligence de s'adapter, de prendre l'air du temps», en modifiant l'ordonnance des cérémonies de la fête nationale. Il se félicite, en particulier, de voir le défilé militaire rejoindre les quartiers populaires de la capitale : ces quartiers où, note le journaliste communiste, «l'air de la liberté du peuple le cri de Liberté».

L'Humanité voit dans ces modifications une nouvelle preuve de l'influence grandissante de la gauche qui s'est manifestée lors de l'élection présidentielle. (Lire page 5.)

Le malaise paysan

Alors que le gouvernement met la dernière main aux mesures de sauvegarde du revenu paysan, les agriculteurs ne semblent pas disposés à respecter la trêve du 14 juillet. Les nombreuses manifestations qui ont lieu ces derniers jours devraient se poursuivre en cette fin de semaine par des opérations sur le terrain : préparées en secret par les fédérations départementales d'exploitants (Lire page 18.)

Le climat social, en revanche, reste relativement calme. Toutefois, quatre cents personnes ont défilé vendredi à Nancy en réclamant du travail et la garantie de l'emploi. Les conditions de travail sont à l'origine de la grève des vingt-trois cheministes du dépôt de Caen qui déclenchée samedi matin, entraîne la suppression de cinq trains sur vingt entre Paris et la côte normande. (Lire p. 20.)

Avant l'ouverture de l'«Université d'été»

Les mouvements autonomistes corses décident de se rassembler

Après la série d'attentats qui ont été commis en Corse au début de la semaine et les réactions

très vives du maire de Bastia, M. Jean Zuccarelli (député radical de gauche), qui vient de protester contre l'insuffisance des forces de police, l'attitude des mouvements autonomistes de l'île prend une importance particulière.

Trois d'entre eux, de tendance socialiste ou orientés à gauche, l'Union de la patrie, le Parti du peuple corse et le Parti corse pour le progrès viennent de décider de fusionner. Ils souhaitent former un front commun avec le plus important rassemblement autonomiste, l'Action pour la renaissance de la Corse (A.R.C.), dont les dirigeants se réunissent le 14 juillet en assemblée générale pour définir les «grandes orientations du mouvement».

L'ensemble de ces idées et de ces tendances autonomistes vont, par ailleurs, avoir l'occasion de s'exprimer lors de l'Université d'été qui sera ouverte du 21 juillet au 10 août, à Corti, et qui est traditionnellement, depuis ces dernières années, un centre de rencontres et de discussions très fréquenté, notamment par les jeunes corses.

(Lire page 20 le reportage de Jacques de Barris.)

Mao contre Confucius

De nouvelles affiches murales sont placardées presque chaque jour à Pékin. Leurs auteurs affirment pourtant qu'ils se heurtent à de nombreux obstacles avant de coller leurs «diapositives» et que la police essaie de les empêcher de se manifester. Les dernières affiches critiquent M. Yang Shou-shan, vice-président du comité révolutionnaire de Pékin. Elles accusent aussi

les dirigeants de manufactures d'objet d'art de suivre la «ligne bourgeoise» de Lin Biao. Nous avons publié le récit de M. François Wahl, qui fit au printemps, avec d'autres intellectuels français, un voyage en Chine (le Monde du 15 au 19 juin). M. Philippe Sollers, que fut aussi de ce voyage, livre ci-dessous les réflexions qu'il en a tirées.

Par PHILIPPE SOLLERS (*)

«Le matin de bonne heure et le soir, je travaillais à la ferme. Dans la journée, je lisais les Quatre Classiques. Mon maître de chinois appartenait à l'école du traitement rigide. Il était dur et sévère et battait souvent ses élèves. A cause de cela, je me suis

(*) Animateur de la revue Tel Quel.

AU JOUR LE JOUR SELF MEDIA

Il y avait plusieurs façons de faire décoller l'O.R.T.F. Il y en avait une qui était géographique et qui était constituée à lui donner une implantation véritablement nationale. On a préféré passer la montagne parisienne en sept petits pics non moins parisiens, qui, la loi de Parkinson aidant, ne tarderont pas à devenir chacun un Himalaya. Mais, puisqu'on en était au commencement, on aurait pu aller jusqu'au bout de la logique et atteindre la dimension du gratier, voire du suba. A la limite, chaque citoyen pourrait avoir son petit office personnel dont il serait le P.-D.G. incontestable. Au Canada, la mode est au self media. On désigne par ce barbarisme très dans le vent la technique qui permet à chacun de se faire son cinéma à grand renfort de vidéo-cassettes et de circuit fermé. C'est une solution. Mais je ne crois pas qu'elle encourage l'objectivité de l'information. On n'est jamais si bien trompé que par soi-même.

ROBERT ESCARPIT.

enfant de l'école quand j'avais dix ans. Voilà ce que racontait Mao Tse-toung à Edgar Snow, il y a de cela presque quarante ans. A un autre endroit, d'Étude rouge sur la Chine, Snow note : «Mao est un grand amateur de philosophie. Une fois, pendant que j'étais avec lui des entretiens nocturnes sur l'histoire du communisme, un visiteur lui apporta plusieurs ouvrages nouveaux de philosophie. et Mao me pria d'apporter nos rendez-vous. Il dévora ces livres en trois ou quatre nuits de lecture intensive, au cours desquelles il semblait oublier tout le reste. Il n'avait pas limité ses lectures aux philosophes marxistes, mais était aussi au courant des Grecs anciens, de Spinoza, de Kant, de Goethe, de Hegel, de Rousseau et d'autres.»

Je me demande souvent si de tels propos ont été lus en Occident. Un des moments étonnants de mon voyage en Chine populaire a été celui, dans la par de l'Université de Pékin, où les Chinois m'ont conduit devant un petit tertre planté d'une stèle : «Edgar Snow, un ami du peuple chinois». Une partie des statues de cet Américain, qui choisit un jour de s'installer à l'autre côté de la planète, sont déposées là. Snow, cela veut dire neige. Et l'un des poèmes de Mao les plus reproduits partout s'appelle ainsi. Rapprochement gratuit ? Peut-être. Mais je voudrais dire tout de suite que proposer d'aborder la Chine sans sa dimension «poétique» me paraît d'une gratuité plus grande encore. La dimension de la révolution et de la culture chinoises n'est pas celle de la technocratie. Quand Mao trace rapidement au pinceau les vers suivants : Dans les montagnes : serpents d'argent Galop des plateaux : éléphants de crê-

et quand, ces vers, on les trouve reproduits à des milliers et des milliers d'exemplaires, de même qu'une publicité, il vaut mieux tout simplement accepter de les voir. Ces poèmes ne sont pas une décoration comme trop d'Occidentaux ont tendance à le penser. Ils ont une triple portée : émo-tive-historique, graphique, politique. Des poèmes, d'ailleurs, et de n'importe où, il y en a partout. Dans les écoles, les communes populaires, les usines, les bateaux en construction, à l'intérieur et au pinceau sur papier, en stilo sur des feuilles de papier, à la craie blanche, jaune, rouge, violette sur des tableaux noirs. Art direct, souvent naïf et impermanent. Demain, il y en aura d'autres.

(Lire la suite page 4.)

Robert Debré L'HONNEUR DE VIVRE

Une belle et grande page
de l'histoire de la médecine
et de l'histoire tout court

STOCK HERMANN

EUROPE

L'ITALIE SANS ESPÉRANCE

II. — La D.C., relapse et sainte

Par PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Près de trente ans après la libération, l'Italie se heurte toujours au problème du « Malgoverno » (mauvais gouvernement). Les partis au pouvoir à Rome, et d'abord la démocratie chrétienne qui n'a pas cessé de diriger le pays, ont échoué à rationaliser l'administration et à éliminer le clientélisme. Les scandales se succèdent et les communes sont très lourdement endettées, tandis que le citoyen a l'impression, généralement justifiée, que « rien ne marche » et s'en prend à une classe politique où les relèves nécessaires se font attendre (« Le Monde » du 13 juillet).

Rome. — « Notre rigueur financière a fait écarter les contradictions du système... » Carré dans son fauteuil de gouverneur de la Banque d'Italie, sous un tableau où se tord de douleur un saint Sébastien lardé de toutes les flèches de l'inflation, Guido Carli parle haut et net au homme qui se sait le roi sans couronne d'une nation où les hommes politiques ont failli. « Notre pays a un terrible besoin de vérité. Le fait même qu'on ait ouvert un tel débat autour de mon rapport le démontre. Mais notre crise n'est que l'aspect le plus évident de la crise européenne. L'Italie ressemble à la Solfatara de Pozzuoli. Sous la croûte fumante, il y a des for-

ces à l'œuvre. Croyez-moi, elle pourra encore surprendre un jour, après l'actuelle expiration. » En attendant, c'est l'« expiration » que décrit et inflige le gouverneur Carli. Il a vivement mécontenté les syndicats et la gauche par le plan de redressement qu'il a inspiré avec M. Colombo au cabinet Rumor. Sa restriction de crédit, la « stretta creditizia », a trouvé aussi des censeurs résus dans l'industrie privée où les firmes moyennes et petites se jugent étranglées.

Dans le monde économique, le désarroi est si grand qu'il a arraché à M. Agnelli, patron de Fiat et président de la Confindustria, certaine « petite phrase » de grande conséquence : « Avec 40 % des voix, la démocratie chrétienne s'adjuge 80 % du pouvoir. » Sacrilège et rébellion qui ont été aussitôt interprétés pour ce qu'ils étaient : une avance aux « nallies », en progrès aux dernières élections régionales de Sardaigne.

La modération des syndicats

Cette convergence plus qu'ébauchée dément le vieux schéma simpliste selon lequel les ennemis de l'Italie tiennent à la voracité irresponsable des syndicats. En dehors de M. La Malfa (républi-

cain), Cassandre allègrement accablé d'avoir vu se réaliser toutes les prophéties sinistres de la queroute que répète depuis trente ans son parti, on entend rarement dire aujourd'hui que « les syndicats tiennent la clé de la situation ». L'automne chaud de 1969 — conséquence du boom économique des années 60 apparue au moment où les travailleurs constatèrent que le « miracle italien » s'accomplissait à leurs dépens — est déjà bien lointain. Les syndicats brillent surtout par leur modération.

Remarquablement unies, ne s'exprimant que par un seul porte-parole, les trois grandes centrales assurent une certaine paix sociale et tentent de résister à la démagogie corporatiste et à la fièvre de revendications brochant sur le moment de la base. Se sachant que l'observance du secrétaire général de la C.G.I.L., syndicat socialiste-communiste, M. Lama : « Les freins mis à la vie économique gênent toutes les forces qui veulent un développement ; les forces dynamiques elles-mêmes ont intérêt à éliminer ces freins. »

Sur un point, « forces dynamiques » du patronat et dirigeants syndicaux sont d'accord : c'est « la manière de gouverner » qu'il faut changer. Traitant « au sommaire » avec le gouvernement dans d'épistolaires nocturnes, refusant la grève générale trop évidemment absurde dans la situation chaotique du pays mais appelant à une « grève articulée » pour satisfaire la base, les syndicats sont d'ailleurs visiblement dans l'embarras. Ils ne jouent plus le « rôle politique » éminent que semblait leur assurer l'échec des partis. Le fait que

les centrales, pourtant bien équipées en bureaux d'études, ne proposent jamais de programmes d'action chiffrés, est une incontestable faiblesse. Le programme

LES SYNDICATS ET LES « POUSSÉES ÉMOTIVES »

Rome (A.F.P.). — M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), a déclaré le 11 juillet dans un discours prononcé à Potenza, à propos du refus des syndicats d'appeler actuellement à une grève générale : « Une grande organisation comme la nôtre ne saurait diriger plusieurs millions de travailleurs en tenant compte exclusivement des poussées émotives, et non pas des objectifs généraux qui sont à la base de son action. » Au contraire, a souligné M. Lama, le syndicat doit être à même d'organiser une lutte à longue échéance pour la défense des revenus les plus bas, la réalisation des réformes, la transformation du Sud et la définition d'un nouveau modèle de développement économique. Le syndicat doit définir des formes de lutte acceptables de la rapprocher des autres couches sociales frappées par la crise. Sans un élargissement de ce front, nos propres forces seraient inévitablement battues », a conclu le secrétaire de la C.G.I.L.

commun de la gauche française est un monument de précision auprès des projets très généraux des syndicats italiens.

Un référendum suicidaire

Si l'on ajoute que les gauchistes ont en presque totale déconfiture, que la contestation du *Manifesto*, de grande qualité intellectuelle, demeure très marginale, les véritables ennemis de la démocratie chrétienne en Italie ne peuvent venir que d'elle-même. Or, avec le référendum sur le divorce, elle s'est portée un coup qu'aucun adversaire n'aurait pu lui assener. Cette étrange consultation dont personne ne voulait et qui a surpris tout le monde, en effet, démontre à l'évidence la coupe entre le monde politique et ce qu'il faut bien appeler le « pays réel ». Dans la rédaction d'un grand quotidien du Nord, le parti traditionnel entre journalistes a vu avancer des chiffres qui n'allaient guère au-delà de 53 % de non (c'est-à-dire de partisans du divorce). Les communistes, attardés par la perspective d'une défaite, n'étaient pas du tout sûrs que le « front laïque » l'emporterait. Mais la démocratie chrétienne a réussi le prodige de faire désavouer un point de morale chrétienne, à l'ombre du Vatican, par 50 % des électeurs.

Défaite politique pour M. Fanfani, qui partout ailleurs briserait une carrière. Dans le silence conterné — en dépit de l'approbation de principe — de la plupart des « vedettes » de la démocratie chrétienne, on a vu, en effet, le secrétaire général, rivalisant avec les néo-fascistes, mener une campagne sans délicatesse ni nuances. « Pour qui nous

« Comme les P.C. de l'Est »

« Notre parti, assure M. Donat Cattin, doit retrouver sa fonction populaire dans une société industrielle. Il doit élever ce ren- des « classes qu'il fut. C'est d'ailleurs une formule valide que les communistes ont reprise à leur compte. Mais, hélas ! nous avons abandonné cette ligne pour nous en tenir à consolider les instruments du pouvoir et nous identifier avec des intérêts parasitaires. Nous connaissons exactement la même évolution que les partis communistes au pouvoir dans les pays de l'Est. »

Juste et cruelle, l'analyse a déjà été faite bien souvent sans ébranler vraiment un parti où l'instinct

de conservation est si puissant que toute scission est inconcevable. A la droite et au centre de la D.C., on présente toutefois la « crise d'identité » sous des dehors moins dramatiques. L'un des principaux dirigeants « modérés », dit même convaincu que, sans l'extrémisme » de M. Donat Cattin, la D.C. gaspillerait deux millions de voix aux prochaines élections. La rébellion de la gauche ne deviendrait inquiétante que si M. Moro — le sibyllin prophète et précautionneux ministre des affaires étrangères qui fut le « père » du centre-gauche — acceptait de la cautionner et de se désolidariser de M. Fanfani.

« Nous sommes des bons émissaires ! » Même si elle poursuit ses jeux byzantins, la D.C. est pourtant sortie très affaiblie de la crise. Au sein du parti socialiste (P.S.I.), on réclame son retour à ses véritables dimensions. « Si le centre-gauche donne l'impression d'être en faillite, nous dit M. Giolitti, ministre du budget (socialiste), c'est parce que la coalition subordonnée à la planète démocratique chrétienne ses satellites. Ce que

nous voulons, c'est la fin de l'hégémonie de la D.C. et la mise en œuvre d'une véritable parti. » Langage repris partout dès que l'on s'éloigne des milieux dirigeants du parti catholique. Le procès du « Malgoverno », des gaspillages et de la gestion de l'Etat semble même, non sans injustice, se transformer en mise en accusation exclusive de la D.C. Comme nous le dit, les yeux au ciel, un député de la base : « Nous

sommes des bons émissaires nous beaucoup péché. »

On a peine à concevoir M. Fanfani, Clausewitz des techniques internes, maître de la vision où règnent ses amis, lui payer le prix de son erreur politique. Le vent d'autocritique soufflé sur le parti reste, en effet, léger. Il faudrait un tour pour modifier tant soit peu « positions de pouvoir » des barbares. Le seul fait vraiment nouveau est que la gravité de la crise économique rend l'instabilité du système intolérable, monde des industriels, tandis que les « sacoches parasitaires », les ches de paradisisme, liées à l'écologie ininterrompue du pouvoir, sont de plus en plus lourdement par rapport à la production, sommant le glas du mythe « l'unité des catholiques », le rendement du 12 mai a simplement fait prendre conscience de ce dissolution.

Dans l'antichambre de M. Ca, une tapisserie flamande nommée *Diane devant le conseil des dieux* demandant une virginité perdue. Sur ce point, la D.C. n'a pas été exaucée. L'Eglise une telle peur de se compromettre avec ce « schisme » cherchant à réformer le divorce, aucune négociation sérieuse n'a été engagée entre deux rives, laïque et religieuse. Tibra. Les dirigeants du parti hérité de Don Sturzo ne se sentent plus le ton, selon la pression consacrée lui, pour acquiescer leurs instructions.

« Il faut redevenir », nous a M. Paolo Emilio Taviani, ministre de l'Intérieur, un véritable parti d'inspiration chrétienne. Est-ce encore possible ? Toutefo ceux qui dénoncent la D.C. notamment au parti socialiste auraient sans doute quelque motifs de balayer devant leur porte. Le clientélisme, l'affairisme et la malhonnêteté ne sont pas réservés au grand parti chrétien. En revanche, on ne peut nier, après trente ans de règne que le sens de l'Etat lui a fait défaut. Est-ce, comme l'assure M. La Malfa — fidèle au laïcisme militant de son parti républicain — parce que « nous avons besoin de réformateurs de type protestant et n'avons eu que des contre-réformateurs catholiques, profondément allergiques au modernisme » ? Meux vaut ne pas entrer dans cette querelle théologique. Relais et sainte, la démocratie chrétienne montera à bôcher tout de même.

Prochain article :

LA DERNIÈRE CARTE

Grèce

CONDAMNATIONS POUR « ACTIVITÉS COMMUNISTES »

Athènes (A.F.P.). — Vingt « incriminés » ont été condamnés, vendredi, par le tribunal de Jannina (Epire) à des peines allant de six à dix mois de prison. Ils étaient accusés d'avoir constitué entre 1972 et 1974 un réseau clandestin, « Aris Velonis » (du nom d'un chef de la grève communiste de 1948-1949), « avoir » tenté de créer dans le réseau d'agitation communiste dans les « vérités grecques ».

La plus forte peine a été infligée à l'étudiant en topographie Than Manopoulos, âgé de vingt-cinq ans, considéré comme le chef du réseau. A travers le monde Niger

LE CAMP DE REFUGIÉS I LAZARET, près de Nîmes, été évacués ces occupants, été transférés dans un nouveau camp, près de Mandallay, 40 kilomètres à l'est de la capitale. — (A.F.P.).

R.D.A.

LES ETATS-UNIS ET L'R.F.A. sont tombés d'accord pour entamer des discussions sur l'établissement de relations diplomatiques, a annoncé, vendredi 12 juillet, l'agence presse A.D.N.

Uruguay

TROIS JOURNALISTES uruguayens, arrêtés le mercredi 10 juillet, ont été relâchés vendredi. Appartenant à bureaux locaux des agences presse United Press International (UPI) (américaine), ANSA (italienne), ils avaient été interpellés par la police pour certaines informations qu'ils avaient envoyées à l'étranger. — (A.F.P.).

DIPLOMATIE

LA FIN DES TRAVAUX DE LA « GRANDE COMMISSION »

La France construirait en U.R.S.S. deux ensembles industriels pour un montant de quatre milliards de francs

Une nouvelle forme de coopération économique est en train de se développer entre les sociétés françaises et les organismes soviétiques : la construction en U.R.S.S. d'ensembles industriels dont une partie de la production doit être rachetée par la France. Ce développement d'accords, dits de « compensation », est illustré, ainsi que l'ont souligné en clôture, le 12 juillet, de la neuvième session de la « grande commission », MM. Vladimir Kiriline, vice-président du conseil des ministres soviétique, et Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, par deux importants projets industriels concernant la fabrication d'ammoniac et d'aluminium.

Le premier projet, qui serait signé prochainement, porte sur la construction à Togliatgrad, en Moyenne-Volga, de deux unités de fabrication

d'ammoniac d'une capacité de 1,8 million de tonnes par an. Le contrat, dont le maître d'œuvre est la société Creusot-Loire-Entreprises, est d'un montant de 1 milliard de francs, et la France pourrait racheter — ce volume étant lié au remboursement de crédits et variant selon le cours du produit — quelque 300 000 tonnes par an, soit un sixième de la production. Le deuxième projet en cours de négociation porte sur la construction d'un complexe de production d'aluminium pour un montant de 3 milliards de francs et serait réalisé par le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Une unité produirait aux bords de la mer Noire, à partir de bauxites importées de Guinée, de l'alumine (1 million de tonnes par an), qui serait transformée en Sibirie en aluminium (500 000 tonnes par an) ; 80 000 à 70 000

tonnes d'aluminium pourraient être rachetées par la France, qui serait aussi preneur de cuivre ou d'autres minerais.

Cette coopération d'un nouveau style concernera l'industrie chimique et pétrochimique, la métallurgie des métaux non ferreux. Elle s'étend aussi au domaine scientifique et surtout technique. Dans le domaine nucléaire, M. Kiriline souhaite donc que la coopération débouche sur le plan industriel et envisage la réalisation en Union soviétique d'usines de fabrication d'équipements nucléaires en collaboration avec la France. L'Union soviétique souhaiterait que cette collaboration commune avec les centrales à eau légère actuelle. Elle négocie déjà avec l'Allemagne fédérale un accord pour la construction d'une centrale qui serait installée à Kaliningrad pour qu'une partie du courant soit envoyée en Allemagne et serve de paiement partiel de la centrale.

Surgénérateurs et grands ordinateurs

La construction de centrales à eau légère françaises en Union soviétique serait beaucoup plus difficile à imaginer, car ces centrales sont de modèle américain et le constructeur français, Framatome, est licencié de Westinghouse. Le département d'Etat américain aurait donc son mot à dire. En revanche, à plus long terme, les Français et les Soviétiques envisagent de coopérer plus étroitement dans le domaine des réacteurs surgénérateurs, voire de construire en commun certains équipements. Pour l'heure, M. A.M. Petrosians, président du comité d'Etat soviétique pour l'énergie atomique, et M. Giscard d'Estaing ont convenu d'un accord bilatéral français à l'énergie atomique, ont prolongé leur accord de coopération de 1967 pour deux ans. La coopération portera surtout sur les réacteurs surgénérateurs, la fusion thermonucléaire contrôlée, le dessalement de l'eau de mer et la conversion directe.

Dans le domaine de l'informatique, les Soviétiques seraient très désireux d'étudier en commun avec la France des ordinateurs puissants de quatrième génération et même d'installer chez eux une usine de fabrication de composants commune aux deux pays. Mais ce sont là des projets à très long terme, et les discussions sont à peine engagées. En revanche, la France installera peut-être assez rapidement un système de contrôle automatique de la navigation aérienne en Union soviétique, avec le réseau d'ordinateurs qu'il requiert.

Pour ce qui est de la télévision en couleur, la coopération se poursuit et porte sur la mise au point en commun de modèles nouveaux et peut-être la fabrication d'équipements. Dans le domaine du téléphone, des propositions françaises sur la coopération en matière de commutateurs électroniques sont à l'étude à Moscou.

MAURICE DELARUE.

Le séjour à Moscou de M. Sauvagnargues

(Suite de la première page.)

Il semble que M. Brejnev ait invité le nouveau président français à venir à Moscou en visite officielle, comme le général de Gaulle et Pompidou. M. Giscard d'Estaing y est tout disposé, mais, en raison des problèmes intérieurs français, il est peu probable qu'il puisse faire une telle visite avant la fin de cette année. M. Brejnev viendra-t-il à Paris en visite de travail, suivant le rythme de l'alternance des rôles établie ? Selon la formule consacrée, MM. Brejnev et Sauvagnargues, qu'accompagneront seulement les ambassadeurs à Paris et Moscou, et deux collaborateurs de chaque côté (MM. de Margerie, directeur des affaires d'Europe au Quai d'Orsay, et de Comines, directeur des affaires d'Afrique du Nord et du Levant, et, du côté soviétique, MM. Tagladine et Biatov, conseillers de M. Brejnev pour les affaires internationales) ont procédé à un tour d'horizon général. M. Sauvagnargues a d'abord insisté sur la volonté du gouvernement français de maintenir la continuité de la politique française en ce qui concerne la construction européenne, le rôle de la France dans l'alliance atlantique (le ministre soulignant que les consultations interalliées étaient une pratique normale que ne modifie pas la récente déclaration d'Ottawa) et la détente. MM. Brejnev et Sauvagnargues ont également souligné leur volonté de poursuivre la politique de coopération et d'amitié entre les deux pays, qu'ils considèrent comme « une composante essentielle de leur politique étrangère ». Tous deux ajoutent-ils également du côté français, ont constaté « la nécessité des contacts franco-soviétiques à tous les niveaux ».

Comme la veille au cours des entretiens, Sauvagnargues-Grovyko, la conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (C.S.C.E.) a fait l'objet d'une discussion détaillée. En ce qui concerne les problèmes de sécurité, M. Sauvagnargues considère que des progrès importants ont été faits, les Soviétiques ayant

obtenu satisfaction sur les points qui leur tenaient le plus à cœur, notamment sur l'inviolabilité des frontières européennes. Le ministre français pense que les Soviétiques ont été sensibles aux arguments qu'il a avancés concernant ce chapitre.

En revanche, le « malentendu » persiste pour employer une formule diplomatique, au sujet des contacts humains. Les Soviétiques considèrent que la plupart des exigences des Occidentaux dans ce domaine relèvent de l'ingérence dans les affaires intérieures et portent atteinte aux droits internes des Etats. Ils ajoutent que les contacts humains et les échanges culturels sont régis d'une façon satisfaisante par des accords bilatéraux (c'est ainsi que M. Brejnev a signé avec M. Pompidou, en 1971, un « énoncé des principes des relations franco-soviétiques » qui, à cet égard, va très loin). Dans ce cas, remarqua M. Sauvagnargues, pourquoi ne pas faire un accord multilatéral dans le même esprit que les accords bilatéraux ? Le ministre français demanda à M. Brejnev d'être réaliste et de tenir compte du fait qu'à la conférence d'Helsinki, l'an dernier, les négociateurs de la C.S.C.E. valent reçu mandat de préparer un texte sur ces contacts humains. Il faut donc, a dit le ministre français, mettre quelque chose dans ce chapitre, même si pour le moment ce quelque chose ne peut être qu'assez limité. Malgré la modestie de cette demande, M. Sauvagnargues ne semble pas certain d'avoir convaincu M. Brejnev.

MM. Brejnev et Sauvagnargues ont également longuement parlé du Proche-Orient, pour constater d'ailleurs que les vues françaises et soviétiques coïncident pour l'essentiel, qu'il s'agisse du règlement de paix, de la réalité palestinienne ou du maintien de l'intégrité et de la sécurité de tous les Etats de la région. Dans la soirée, M. Sauvagnargues a fait une brève visite au tout proche palais de Ljadia, où eut lieu, en février 1945, la conférence de Yalta.

EUROPE

La formation du nouveau cabinet portugais

(Suite de la première page.)

Craince réelle ou supposée d'un renforcement du parti communiste, conflits grandissants mais discrets entre la junte et le Mouvement des forces armées, lutte sévère engagée pour le contrôle des organes d'information : ces trois facteurs expliqueraient le déclenchement de l'opération Palma Carlos, qui a abouti, au moins en partie, puisque le Conseil d'Etat, sollicité d'arbitrer entre la thèse du président du conseil et celle des ministres non démissionnaires, a rejeté la plupart des revendications présentées en conseil des ministres par M. Palma Carlos. République, qui fustige la droite, en profite pour lancer un avertissement à gauche et regretter les hésitations des dirigeants du parti communiste entre « un système démocratique européen et une constitution lignée péruvienne ».

Il est vrai que M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, s'intéresse beaucoup à l'expérience des militaires péruviens, nationalistes et progressistes, qui se proposent de modifier les structures d'une nation sous-développée et de lutter contre l'impérialisme. A bien des égards, le Portugal n'est en effet pas très éloigné du Pérou, encore que l'on puisse aisément trouver de nombreuses différences, dans le domaine culturel, sociologique et politique. Mais les jeunes officiers, commandants et colonels, membres de la commission politi-

que de coordination du Mouvement des forces armées et membres de plein droit du conseil d'Etat, s'interrogent eux aussi sur les avantages et les inconvénients d'une formule péruvienne. Cette convergence introduit un élément supplémentaire et important dans une situation politique déjà passablement complexe et ambiguë. Les rapports entre les quatre organismes de souveraineté ne sont pas simples : junte, gouvernement provisoire, conseil d'Etat, Mouvement des forces armées, d'autant plus que certains « officiers » appartiennent en même temps à deux de ces organismes.

Un pouvoir à quatre têtes

L'une des raisons de la crise actuelle est certainement la difficulté éprouvée par les nouveaux dirigeants pour harmoniser et coordonner les travaux de ce pouvoir à quatre têtes. Le programme du Mouvement des forces armées prévoit, que la junte restera en fonction jusqu'à la formation d'un gouvernement provisoire. Mais la junte a continué d'exister après le 25 avril, et ses membres, en majorité des généraux de l'état-major du général Spínola, ont même pris à plusieurs reprises des décisions unilatérales. Ce fut en particulier le cas lorsque les anciens dirigeants, l'amiral Tlome et le président Marcello Caetano furent transférés de Madère à Brésil sans que le gouvernement provisoire et la commission politique du Mouvement des forces armées en ait été préalablement informés.

Ces réunions parallèles et à huis clos, également du conseil d'Etat et de la commission politique du mouvement des forces armées ne facilitent pas la formation rapide d'un nouveau gouvernement. Vendredi à minuit, le lieutenant-

colonel Miguel, qui tous les observateurs considèrent depuis le début de la journée comme le probable nouveau président du conseil, admettait simplement avoir été chargé par le président de la République d'une mission d'exploration de conciliation. Il n'est malheureusement pas le président désigné. Bien des indices permettaient de penser que le général Spínola souhaitait, finalement, qu'un militaire de son entourage, de sa confiance, dirige la nouvelle équipe qui devrait comprendre au moins quatre militaires (au travail, à l'intérieur, à l'information et aux affaires sociales), sans parler du ministère de la défense récemment confié à un civil.

De nouvelles et longues réunions sont donc poursuivies tard dans la nuit de vendredi à samedi pour tenter de dégager un équilibre difficile. Les litiges ont pour origine les attentes de militaires civils ne possédant pas de problèmes particuliers. Le parti communiste entend poursuivre sa participation au gouvernement même si on lui retire certaines des attributions qu'il détenait dans le précédent gouvernement. C'est une question de principe et de tactique. Le parti socialiste est moins enthousiaste, d'autant plus que M. Mario Soares, ministre des affaires étrangères et dirigeant du P.S.P., a été nommé dans la journée de vendredi dans le cabinet. Mais les socialistes tiennent à poursuivre la politique d'union nationale engagée en leur nom. Pour d'autres raisons que les communistes, ils devraient donc accepter le renouveau de la coalition, accordée à M. Mario Soares et toutes les responsabilités qu'on voudra bien leur confier. Les réserves et les mises en garde sont donc plus nettes du côté du mouvement démocratique issu de la C.D.E. (Commission démocratique électorale), qui regroupait de nombreux opposants de gauche et

d'extrême gauche aux élections de 1969 et de 1973. M. Pareira de Moura, en particulier, estimait ne plus pouvoir participer au gouvernement si un nombre trop grand de militaires faisaient leur entrée à des postes-clés.

L'amorce d'une répression

Mais le conflit le plus aigu, encore que sévèrement caché, oppose la junte et la commission politique du Mouvement des forces armées. Les représentants du Mouvement, des capitaines sont certes très soucieux de ne pas briser l'unité de l'armée et ils se rangent aussi derrière le général Spínola, porte-drapeau de la révolution du 25 avril. Mais ils entendent, d'autre part, ne pas favoriser un virage trop accentué à droite, être certains que les militaires choisis pour occuper des fauteuils ministériels ne se lancent pas dans une opération « coup d'état » du mouvement du 25 avril. Bien des symptômes montrent que cette crainte n'est pas illusoire. Un commandement opérationnel du « Front à gauche » (COPCON) a été créé vendredi 12 juillet. Il sera dirigé par le général Spínola, promu général d'Orléans de Carvalho, l'un des principaux artisans du soulèvement d'avril, mais sa mission est claire : intervenir pour le respect du statut de l'ordre. Et c'est l'amorce d'une répression mieux organisée et plus rigoureuse.

Le Mouvement des forces armées est certes d'accord pour remettre un peu d'ordre dans l'administration, dans le gouvernement et dans une économie que les modes de dépense sous des couleurs d'apocalypse, alors que les graves sont en net recul et que les gauchistes ne font plus guère parler d'eux. Mais les officiers de la commission politique hésitent à donner sans garantie leur feu vert à un remaniement ministériel qui se traduit objectivement

par une perte d'influence des partis de gauche.

Or le temps presse. Une délégation composée de représentants des plus hautes autorités civiles et militaires de la Guinée-Bissau est venue la semaine dernière à Lisbonne pour plaider la cause d'une reconnaissance rapide de l'indépendance de ce territoire. Le président Senghor, lors de son entretien à l'aéroport de Lisbonne avec le général Spínola,

est intervenu instamment dans le même sens. Le Conseil d'Etat, réuni d'urgence vendredi soir, aurait longuement étudié la requête, que certains qualifient d'ultimatum. Les autorités de Guinée-Bissau, les graves incidents de Luanda en Angola montrant d'autre part que le plus riche des territoires africains du Portugal peut « exploser » à tout moment.

MARCEL NIEDERGANG.

Allemagne fédérale

LES SUITES DU PROCÈS KLARSFELD

M. Achenbach assure qu'il ne « s'accrochera pas » au poste de rapporteur de la commission des affaires étrangères

Le député libéral Ernst Achenbach, ancien conseiller d'ambassade à Paris sous l'occupation, continué à faire l'objet de violentes attaques en Allemagne fédérale à la suite de ses déclarations sur la condamnation de Mme Beate Klarsfeld et de l'innocence qu'il préconise pour les criminels de guerre.

Le quotidien libéral de gauche *Frankfurter Rundschau* fait observer, vendredi 12 juillet, que l'ancien diplomate nazi n'est pas le seul responsable et n'a « aucun droit de regard » sur la ratification de la convention franco-allemande sur la poursuite des criminels de guerre. Les journaux de gauche ont réagi avec une certaine compréhension à ses propos. Si la commission fédérale, ainsi que des affaires étrangères, ainsi que l'ensemble du Bundestag, avaient été unanimement d'accord qu'il lui

ait ratifié rapidement la convention, Achenbach n'aurait pas pu jouer tout seul son jeu indigne.

Le député chrétien-démocrate de Hambourg, Erik Blumenfeld, membre de l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe, estime qu'« étant donné le passé politique de M. Achenbach, son attitude est un scandale ».

Toutefois, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* s'abstient, dans son éditorial de samedi, qu'après avoir laissé « entrer cette convention, on cherche maintenant à en limiter la ratification et à « congédier M. Achenbach comme un domestique ». « Les jugements rendus en France par contumace, ajoute le journal, ne peuvent avoir aucun effet de nos magistrats que l'on ne reconstruise depuis le commencement. Une chose, cependant, est prévisible dès aujourd'hui : c'est que, dans ces procès, les juges seront l'objet de fortes pressions, venant surtout d'Allemagne que de l'étranger. Espérons que notre gouvernement saura repousser ces pressions avec plus d'énergie qu'il n'en a montré lors du récent procès Klarsfeld. »

M. Achenbach a affirmé vendredi, au cours d'une interview, qu'il ne « s'accrocherait pas à son mandat de rapporteur » de la Commission des affaires étrangères du Bundestag. Il a ajouté qu'il en discuterait « en toute loyauté » avec son groupe parlementaire après les vacances parlementaires, début septembre, et qu'il défendrait ses « positions morales », mais qu'il s'inclinerait devant une décision majoritaire.

Dans les milieux proches du ministère fédéral de la Justice, on évalue à environ deux cents le nombre des criminels de guerre concernés par la convention franco-allemande et exposés à des poursuites après l'entrée en vigueur de l'accord.

Pour aider M. Achenbach à s'aligner démocratiquement avec l'opinion qu'il affiche devant la majorité de son parti, on rappellera utilement que le rapporteur de la commission des affaires étrangères du Bundestag était à la tête à Paris, sous l'étiquette allemande, de la section la plus importante de l'ambassade nazie et qu'il tint notamment, le 28 février 1941, une conférence avec Hitler, son commandant en chef, et son adjoint, le général Keitel, à la suite de laquelle il fut nommé, à l'époque, à la tête de la section juive. Entre autres documents secrets, certains d'entre eux devant être publiés par l'« Express » dans son édition de lundi prochain — on peut évaluer qu'il s'agit d'un attentat contre deux officiers allemands, M. Achenbach connaît à l'heure présente, comme membre de l'opposition, d'arrêter deux mille juifs et de les transférer à l'Est. (« Le Monde » du 8 avril 1968.)

UNE PROTESTATION DU PRÉSIDENT DES ANCIENS AUDITEURS DE L'I.H.E.D.N.

M. Pierre Schwed, président de l'Association des anciens cadres et auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), qui groupe environ mille cinq cents généraux, hauts fonctionnaires et personnalités du monde économique et social, a fait savoir le 5 juillet, avant la fin du procès de Mme Beate Klarsfeld, qu'il renonçait au voyage, à Bonn, d'un groupe de membres de l'Association. M. Schwed entendait ainsi protester contre le déroulement du procès. Il condamnait la « curieuse conception » de la justice manifestée par le président du tribunal, les décisions « inadéquates et impudiques » de MM. Lischka et Achenbach.

Le président de l'Association des anciens cadres et auditeurs de l'I.H.E.D.N. précisait, en conclusion, que « la visite projetée dans le cadre de la création d'une académie de défense en République fédérale d'Allemagne n'aurait pas lieu tant qu'il occuperait ses fonctions et tant que ne serait pas ratifiée par le Parlement de Bonn la convention franco-allemande d'extradition des criminels de guerre. »

AFRIQUE

Éthiopie

L'armée continue d'arrêter de nombreuses personnalités

Les arrestations se poursuivent en Éthiopie. Le ras Mesfin Selassie, riche propriétaire, ancien gouverneur de province et conseiller de l'empereur, qui figurait sur une liste de vingt-sept personnes recherchées par les militaires, s'est rendu le 12 juillet. On estime généralement qu'en opérant cette arrestation, l'armée a écarté, dans l'immédiat, le risque de se heurter à une résistance organisée. Le fait que cette personnalité ne figurait pas sur la liste des vingt-sept est également à retenir, parmi lesquelles le brigadier général Alemayehu Degaf, chef des services de police. De nombreuses autres arrestations ne sont pas rendues publiques.

A Asmara, en Érythrée, l'armée est intervenue, le 12 juillet, pour arracher des affiches favorables au Front de libération érythréen.

La guerre d'Érythrée est en sommeil

De notre envoyé spécial

Asmara. — « Le problème des changements en Éthiopie nous affecte, mais nous le voyons dans un autre contexte. » Comme tout le monde en Érythrée, province où sévit depuis plus de dix ans une rébellion nationale, ce jeune dirigeant d'entreprise attend les développements du mouvement qui secoue Addis-Abeba.

C'est pourquoi, à Asmara, la petite ville d'aspect méditerranéen avec ses bougainvillées, ses églises à campaniles et le joyeux « ciao » des enfants — qu'il s'agit de quitter, la première, pour la multitude de l'armée éthiopienne. La deuxième division réclame surtout des avantages matériels, mais déjà les aviateurs lancent leur triller. « Le terre aux paysans », « L'éducation gratuite pour tous », « Libération des prisonniers politiques », « Grâce pour les esclaves ».

Aujourd'hui, la quatrième division — celle d'Addis-Abeba — a pris le pas sur la seconde. Les militaires d'Asmara se sont contents d'envoyer, comme les autres divisions, une délégation de soutien au Comité des forces armées de la capitale. En démontant un soi-disant complot contre le trône, les militaires modérés avaient, il est vrai, démolie le camp progressiste et fait emprisonner de nombreux aviateurs. Aussi, tout est calme : il n'y a pas de couvre-feu à Asmara, il n'y a pas non plus de militaires pour garder la radio.

Même la lutte contre le Front de libération de l'Érythrée bénéficie de ce climat d'expectative. De plus en plus, l'armée redonne à sa tâche aux maraudeurs érythréens. Les militaires ont d'ailleurs reçu l'ordre de ne plus tirer, et, dans les milieux officiels, on ne parle plus des « shifras » (les bandits) : on attribue pudiquement les quelques accrochages récents à des « personnes indisciplinées ».

Le Front de libération lui aussi s'est, selon l'expression d'un jeune érythréen pour voir ce qui se passe, avec quatre ou cinq armes potentielles de vingt mille hommes, le Front n'a jamais été aussi fort. Jamais non plus il n'a été aussi populaire. Grâce aux maladroites

des annuaires de l'administration sans doute, mais aussi à son portement : le Front n'a jamais détruit la moindre infrastructure dans la région et, s'il se signale depuis quinze jours, c'est le plus souvent pour défendre la main-d'œuvre locale contre les abus. Ainsi, un riche Italien a-t-il été enlevé pendant une semaine parce qu'il était responsable de l'incendie de huit cases. Ennemé à Biscia (P.C. avancé du Front à Asmara), il a été libéré selon la loi éthiopienne et libéré après avoir été condamné à verser 140 dollars éthiopiens aux victimes (1).

Si le Front est surtout préoccupé actuellement par la mise en place de structures politiques en Érythrée, il n'en suit pas moins de très près l'évolution de la situation à Addis-Abeba. Déjà, certaines des mesures prises depuis quinze jours devraient avoir des répercussions à Asmara : deux vice-gouverneurs d'origine érythréenne — l'un chrétien, l'autre musulman — viennent d'être nommés dans la province, alors que l'administration de celle-ci était jusqu'à présent réservée aux amharas d'Addis. De plus, le lieutenant-major des forces armées, le lieutenant général Aman Andom, nommé par l'empereur le 3 juillet, est lui aussi, originaire d'Érythrée. Mais, surtout, la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés, deux mesures exigées par les militaires, pourraient avoir des répercussions à Asmara. M. Tedla Balrou, ancien chef de l'exécutif érythréen passé à la dissidence en 1967, pourrait aussi regagner la capitale provinciale.

Pourtant, on ne se fait guère d'illusion : « Les mesures d'urgence n'ont pas été demandées pour nous, nous expliquent le jeune dirigeant d'entreprise, et tant que les exilés n'auront pas de garanties constitutionnelles pour leur liberté, ils n'auront pas intérêt à rentrer. Quant aux nominations, elles n'ont guère de signification. Ce qu'il faut, c'est changer de politique. »

BRUNO DETHOMAS.

(1) Un dollar éthiopien équivaut à 2,5 F.

Mozambique

Le FRELIMO aurait occupé une ville au nord de Beira

Le secteur de Morrumbala, à 300 kilomètres au nord de Beira, est actuellement le théâtre d'attaques répétées de la part des forces du FRELIMO. Ces attaques ont entraîné la destruction de la ville de Morrumbala, comme les plus graves enregistrées depuis le début de la guerre. La ville de Morrumbala elle-même est assiégée et des centaines de civils ont dû être évacués. Selon l'agence U.P.I., le FRELIMO aurait pris le contrôle de la place. Le président de l'organisation nationaliste, M. Saborino Machel, avait annoncé, il y a quelques jours, qu'un nouveau front serait ouvert au nord du Mozambique.

L'indépendance du Mozambique est inévitable dans les douze mois à venir, a-t-il déclaré le 11 juillet à Nairobi. M. Arnold Simba, secrétaire général du Commonwealth.

A l'occasion du passage à Paris d'une délégation du FRELIMO, notre confrère René Lefort a rencontré M. Oscar Monteiro et Daniel Mbanze, membres du comité exécutif du mouvement nationaliste. Cette délégation a été envoyée en Europe, a indiqué M. Monteiro, « pour corriger beaucoup d'explications fautes et dissiper un climat d'espérance en partie recherché par les forces réactionnaires du Portugal ».

Selon les représentants du FRELIMO, l'avènement de la démocratie au Portugal n'a pas eu de conséquences directes au Mozambique : « Le système colonial continue d'exister dans sa plénitude. Il y a des forces réactionnaires dans le gouvernement portugais qui s'opposent à l'indépendance des colonies africaines du Portugal, qui bloquent les processus de décolonisation et donc la paix. L'idée autour laquelle la

La question des Blancs

M. Monteiro réaffirme les exigences posées par le mouvement : droit à l'indépendance complète et à l'intégrité territoriale ; reconnaissance du FRELIMO comme seule organisation représentative du peuple mozambicain.

A propos du référendum d'autodétermination souhaité par le général Spínola, les représentants du FRELIMO estiment que « le colonialisme n'a encore démissionné pour organiser un référendum ».

Il s'agit, en ces termes, l'avenir des Blancs au Mozambique.

« C'est pas le Mozambique celui qui est de telle ou telle couleur mais celui qui identifie aux aspirations du peuple mozambicain. C'est pour nous un très vieux principe qui ne se prête à aucune négociation : la question des Blancs du Mozambique est une question qui se règlera entre nous. Ils auront les mêmes droits et les mêmes devoirs que n'importe quel citoyen mozambicain. Quant à ceux qui sont attachés aux traditions, à la culture portugaise, nous ne les considérons évidemment pas à dessein citoyens mozambicains. Ils pourront rester au Mozambique, et leur vie, leurs intérêts, les fruits de leur travail, seront garantis d'embelle, sans négociation puisque cela découle de notre ligne politique. »

Enfin, les représentants du FRELIMO dénoncent le rôle de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie au Mozambique : « L'intervention sud-africaine, qui existe depuis longtemps, continue sous une autre forme. Nous avons des preuves que les agents de la PIDE qui ont fui notre pays sont regroupés dans une section spéciale du bureau de la sécurité d'Etat. Leur but est de créer une atmosphère de guerre raciale en armant, entraînant, encadrant des groupes ultra-racistes pour justifier une intervention de l'Afrique du Sud, puis une internationalisation du conflit. »

Algérie

LES PAYSANS NE PAIERONT PLUS D'IMPÔTS

Alger (Reuters). — Les fellahs algériens ne paieront désormais plus d'impôts, a annoncé le président Boumedienne le jeudi 11 juillet.

S'adressant à des étudiants qui travaillent volontairement dans le cadre de la révolution sociale, le chef de l'Etat algérien leur a déclaré : « Je vous demande d'annoncer aux fellahs qu'ils ne seront plus soumis aux impôts. Car le temps où le fellah était obligé de vendre sa récolte pour pouvoir payer ses impôts est désormais révolu. »



Une maison Laïta pour être chez vous en Bretagne

Que vous soyez Breton de naissance ou de cœur, votre attachement au Pays se marquera un jour par la construction de votre maison ; et les Maisons Laïta expriment si bien le charme de la Bretagne ! Vous aurez le choix d'une gamme très étendue de modèles, depuis le « petit » rustique des vacances jusqu'à la vaste résidence. Leur renommée de qualité n'est plus à faire, et la réputation sérieuse de Laïta vous assure une sécurité absolue, appuyée sur la Garantie Totale Extérieure qui vous libère de tout souci quant à la livraison de votre maison.

Maisons Laïta : 2, rue du Bonheur, 29130 Quimper Téléphone : 96.07.16

Bon pour une documentation couleur.

Nom _____

Adresse _____

Liste de construction envisagée _____

150

LES CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET

M. Giscard d'Estaing veut renouer avec « la gaieté française et populaire »

Le chef de l'Etat souhaite une orchestration originale de « la Marseillaise »

Le président de la République a lui-même choisi, vendredi 12 juillet, en compagnie de trois chefs de musique, les airs qui seront joués, dimanche 14 juillet à Paris, lors du défilé militaire de la Bastille à la place de la République. Assistant vendredi après-midi à la réception offerte par M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, M. Giscard d'Estaing a souligné que la fête nationale — instituée par un décret du 6 juin 1880 — « s'était éloignée un peu de la gaieté et du contact populaires. J'ai essayé de l'en rappro-

cher. J'ai souhaité qu'on la célèbre par un grand défilé populaire place de la Bastille, comme celui présidé par le général de Gaulle après la libération en 1945 (1). Je crois que ce sera un très beau défilé. Ce sera l'occasion de manifester la gaieté française ».

Le chef de l'Etat a indiqué qu'il avait demandé aux chefs de musique que les marches militaires soient jouées un peu plus lentement, comme elles l'étaient jadis sur les champs de bataille. « Les marches militaires, a-t-il dit, sont toujours un peu lentes, et je désire qu'elles retrou-

vent leur rythme. J'ai demandé qu'on retrouve les airs historiques joués lors des grands événements de notre histoire. » M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il souhaitait en particulier « retrouver, pour « la Marseillaise », une orchestration qui corresponde à « la Marseillaise » telle que la chantaient les volontaires de l'armée du Rhin. Mais rassurez-vous, a-t-il conclu, je ne veux pas changer l'air. Le changement n'ira pas jusque-là ».

La partie musicale de la réception, traditionnellement offerte par le président de la République, à l'Elysée, après le défilé, sera assurée par les Joyeux Vignerons, groupe de musique folklorique de Dambach-la-Ville, une petite cité viticole du Bas-Rhin. D'autre part, une édition spéciale d'Inter-Actualités-Magazine sera diffusée par France-Inter dimanche 14 juillet, de 12 heures à 14 heures, depuis les jardins de l'Elysée.

(1) Le 14 juillet 1945, le général de Gaulle a présidé le défilé à la Bastille et la République, sur la tribune installée face à la colonne des Trois-Glorieuses. En 1946, le défilé fut célébré sur les Champs-Élysées, comme avant la guerre.

LES QUATRE « MARSEILLAISE »

Née à Strasbourg dans l'enthousiasme révolutionnaire, la Marseillaise a six légendes : Rouget de Lisle, violoniste amateur, l'aurait improvisée chez le maître de la ville, avec un tel succès que l'imprimerie Dombach édita aussitôt ce qui n'était encore qu'un chant de guerre pour l'armée du Rhin dont l'auteur était un officier.

Mais, si on lui reconnaît la paternité des couplets, Rouget de Lisle est un compositeur contesté. Autant-il emprunté à Mozart, passé l'année précédente dans la ville, ou bien à un cantique religieux, comme le soutient le compositeur Henri Busser ? Son œuvre est connue sous trois orchestrations : celle de Gossec, celle de Berlioz, commandée pour le centenaire de la République, mais rejetée par la commission officielle de

l'époque, qui lui préféra la troisième, l'officielle, celle que jouent les musiques militaires : la Marseillaise d'Adolphe Bruneau, celle que jouent les musiques militaires, celle que jouent les musiques militaires, celle que jouent les musiques militaires.

La mélodie, elle-même, a sans doute subi des altérations : des musiciens affirmant que l'air est soi-disant de nos jours, d'autres affirmant qu'il est soi-disant de nos jours, d'autres affirmant qu'il est soi-disant de nos jours.

Y a-t-il une vraie Marseillaise ? L'œuvre de Berlioz, réhabilitée par M. Giscard d'Estaing, est somptueuse. Mais la seule hymne conforme à l'original est sans doute le chant marseillais, spontané, que peut inventer parfois la voix populaire. — M. E.

« L'Humanité » : on dirait que la fête nationale prend une nouvelle jeunesse

« En transportant le défilé du 14 juillet dans l'est de Paris, M. Giscard d'Estaing a pensé flatter la gauche, mais il est fort douteux qu'elle se laisse ainsi séduire », écrit M. Pierre Fajon dans l'hebdomadaire royaliste Aspects de la France. Et pourtant, le samedi 13 juillet, l'éditorialiste du quotidien communiste l'Humanité

n'hésite pas à rendre hommage au président de la République qui, note-t-il, « a eu l'intelligence de s'adapter ». Il voit dans le nouvel agencement des cérémonies une conséquence positive de la poussée de la gauche lors de l'élection présidentielle.

Au-delà de ce satisfecit, l'article de Laurent Salini constitue une

nouvelle illustration de la volonté du P.C.F. de jouer le rôle de rassembleur du peuple. La double expérience — pour l'instant contradictoire — du Chili et du Portugal l'amène à multiplier les gestes en direction de l'armée afin de la convaincre de légitimité et du bien-fondé des revendications de la gauche. C'est ainsi, par exemple, que vendredi soir, dans les zones parisiennes, les militants du mouvement de la jeunesse communiste ont distribué aux soldats permissionnaires des tracts appelant à la solidarité avec les militaires sanctionnés pour avoir signé « l'appel des cent ».

Si les communistes croient à la permanence des thèmes patriotiques au sein du peuple et les revendiquent comme appartenant à la gauche, cette opinion n'est pas partagée par Philippe Tesson qui, dans le Quotidien de Paris, estime que pour rendre au 14 juillet sa portée et son contact populaire il faudrait que la fête retrouve sa signification authentique, il faudrait que les symboles qui le définissent retrouvent leur valeur. « On est loin », conclut-il.

Septicisme également à l'Autre où André Guérin note : « On ne peut pas dire que les Français ne confondent pas l'esprit de réforme et l'esprit de changement. »

« Changer est facile, réformer beaucoup moins. »

T. P.

L'éditorial du quotidien communiste

Dans l'éditorial de l'Humanité du 13 juillet, Laurent Salini note : « Ces dernières années, on n'entendait, le 14 juillet, que le grondement des engins blindés sur les Champs-Élysées. »

« On dirait que la fête nationale est dépeuplée. On dirait qu'elle prend une nouvelle jeunesse. »

« Doit-on en remercier le nouveau président de la République ? Il a eu l'intelligence de s'adapter, de prendre l'air du temps. On pourrait, bien sûr, souligner, encore une fois, ce qu'il y a de publicitaire dans ses décisions. Plus importante, pour nous tous, est la signification de ses actes, ce qu'ils traduisent, ce qu'ils signifient de la France d'aujourd'hui. »

« Depuis l'an dernier, les Français ont constaté, et pour ainsi dire touché de la main, qu'ils peuvent changer leur vie, qu'ils peuvent changer le cours des choses. La victoire de la démocratie n'est plus un projet, pour des millions de femmes et d'hommes, elle est devenue possible, précieuse, espoir, et de toute façon une affaire qui les concerne. »

« Comme en 1936, comme en 1945, la fête du 14 juillet devient pleinement nationale. Elle aussi rayonne de toutes les luttes populaires et surtout de la plus grande jamais livrée jusqu'ici : celle du 18 mai. »

« M. Giscard d'Estaing, du coup, se met à courir. Mais quoi ? Que les unités militaires choisies pour le défilé aillent de la Bastille à la République, qu'elles empruntent le parcours des manifestations populaires, que nos officiers, nos soldats, les représentants de notre armée passent par ces quartiers d'où tant de fois surgit du peuple le cri de « Liberté », tant mieux ! Là aussi, il aura fallu ouvrir les vannes. »

« Aussi bien est-ce le peuple tout entier qui, dans les unités qui défilent demain, l'armée tout entière. »

« Plus encore que ce défilé cependant capital — quelle armée ? avec quels moyens ? Pour quoi faire ? — ce 14 juillet exprime bien autre chose. »

« La renaissance d'un peuple. »

« On le disait prêt à s'abandonner. C'est de la jeunesse, notamment, que montent, forts et calmes, la volonté d'indépendance, le refus de céder à la prédominance américaine, la fierté d'être. »

« On le disait uniquement soucieux d'un confort d'ailleurs relatif et maintenant mis en cause. Cent voix répètent tous les jours que les Français veulent agir, participer, qu'il ne suffit plus d'occuper, mais qu'il faut gouverner avec eux. »

« Il y a de vieux mots pour dire ces idées jeunes, des mots qui, en 1789, furent l'eau et le pain d'un peuple en lutte : Patrie et République. »

● Le préfet de police conseille aux Parisiens désirant assister au défilé d'accéder : 1) place de la Bastille (accès par la partie nord) ; par les rues de Lyon, de Charbonnet, du Faubourg Saint-Antoine, de la Roquette ; 2) accès boulevard du Temple, boulevard des Filles-du-Calvaire et boulevard Beaumarchais ; par la rue Amiot, la rue du Chemin-Vert ou la rue de Turenne ; 3) accès place de la République (partie nord) ; par le boulevard Voltaire, l'avenue de la République, la rue du Faubourg-du-Temple.

Un défilé presque improvisé

Un défilé militaire du 14 juillet ne peut être improvisé. C'est pourtant ce qui s'est passé, cette année à Paris, après la décision du nouveau président de la République d'en changer le trajet et la composition. Rodés par la tradition, les organisateurs du défilé sur les Champs-Élysées étaient depuis la fin de la guerre mondiale. En un mois, ils ont dû tout revoir.

Le souhait du chef de l'Etat que, toutes les troupes à pied défilent pour économiser l'essence des unités blindées aura, en fin de compte, servi les organisateurs. La conjonction de troupes à pied et d'unités blindées aurait, sans doute, accru les difficultés créées par le nouveau trajet, de la Bastille à la République. De surcroît, la réduction du défilé aérien à trente-trois avions biplaces — au lieu des cent cinquante à deux cents avions de tous les

types — a contribué à simplifier la préparation de l'exercice.

Du reste, le survol du nouvel axe Bastille-République, à l'occasion de trois passages d'avions à réaction espacés de dix minutes, a conduit les organisateurs à déterminer avec une précision très rigoureuse les itinéraires d'approche et de passage, compte tenu de la rareté des points de repère dans ces quartiers de la capitale. A l'état-major de l'armée de l'air, on considère que ce défilé aérien constitue, en lui-même, un exercice d'ensemble très important sur le plan de l'entraînement des pilotes, en patrouille serrée et pour une navigation minutée à basse altitude.

Ordonné par la garde républicaine à cheval, le défilé des troupes à pied comprendra environ treize mille hommes et femmes, articulées en cinquante-sept unités différentes qui défilent derrière trente-huit drapeaux ou standards et au son de treize musiques militaires échelonnées tous les 300 mètres entre la place de la Bastille et la place de la République. Cet amalgame d'unités et de la nature de la musique — des pavés couverts mal aérés — ont imposé une vitesse de défilé, en principe, uniforme pour toutes les unités : 5 400 mètres à l'heure, soit une cadence de cent vingt pas de 75 centimètres à la minute. Les chefs de corps ou d'unités à pied ont été invités à évaluer leurs pas à l'aide de traits espacés de 15 mètres et jalonnant l'axe central, ils devront les parcourir en vingt pas.

Les légionnaires fidèles à leur légende

Mais toute règle suppose des exceptions. La pas des femmes en uniforme a été fixée à 80 centimètres, de sorte qu'elles parcourent 72 mètres à la minute, contre 90 mètres pour les hommes. Quant aux légionnaires, la lenteur de leur démarche fait partie désormais de la légende et il leur a été demandé d'observer des pas de 75 centimètres à raison de quatre-vingt-huit pas à la minute.

Dans la tribune officielle tendue de tricolore et installée place de la Bastille entre la rue de la Bastille et la rue Saint-Antoine, le chef de l'Etat sera entouré de six cents personnes. En outre, une centaine de personnes âgées habitant le quartier ont été invitées. Si la jaquette traditionnelle a été abandonnée, le drapeau de chaque unité continuera de s'incliner au passage devant le président de la République et tous les officiers et chefs de section salueront en faisant tête gauche, tandis que la troupe conservera « la tête droite », comme disent les organisateurs. Les cadres, à qui il a été demandé de défilé avec un sabre, n'auront pas de difficultés à observer un tel mouvement de tête, puisqu'ils brandiront alors le sabre à bout de bras tendu vers le bas.

Les spectateurs recevront un petit dépliant expliquant le défilé et tiré à quarante-cinq mille exemplaires par le service d'information et de relations publiques des armées. Après quoi les treize mille soldats seront autorisés à jouer les touristes dans la capitale, comme c'est la tradition.

AUSTERITÉ EN PROVINCE

Les mesures d'économie seront aussi observées en province où toutes les unités défilent à pied. Cette suppression des engins motorisés sera généralement compensée par une augmentation du nombre des troupes à pied.

Sans réticences, les pompiers et les brigades de gendarmes-motocyclistes ne défilent pas cette année dans des grandes villes de province, à l'exemple de Nancy, où le capitaine-adjoint au chef de corps des pompiers a déclaré : « Les pompiers ne peuvent défilé qu'à partir du moment où ils sont opérationnels, c'est-à-dire à bord de véhicules rouges, prêts à quitter la caserne à la moindre alerte. »

Par souci d'économie, les mouvements de troupes entre garnisons sont réduits au strict minimum, sinon simplement supprimés comme dans le Nord. Ainsi, les détachements qui d'ordinaire venaient de l'Alsace et de l'Alsace pour participer au défilé à Amiens ne feront pas le déplacement. A Angoulême, la retraite aux flambeaux du 13 juillet a été supprimée à cause du mauvais temps. D'autre part, des impératifs en matière d'énergie n.

Performance journalière de Gestner

Reproduction ultra-rapide des résultats officiels du Tour de France. —

Pour recevoir une documentation, adresser le coupon ci-dessous à Gestner 71 rue Camille Groult, 93400 Villette

M.
Adresse.
Je désire recevoir une documentation (Gestner) ☐ officiel ☐ copieur ☐ reliure

lundi dans le Nouvel Observateur

Un sondage exclusif SOFRES Nouvel Observateur

La majorité des Français pense que la gauche gagnera les prochaines élections législatives.

**59% des Centristes, 54% des Républicains
Indépendants, 45% des Gaullistes,
partagent cette idée.**

Le NOUVEL OBSERVATEUR, utilisant le modèle mathématique mis au point avec la SOFRES, a pu déterminer d'après les intentions de vote des français, une fourchette correspondant au nombre de députés de la gauche : en cas d'élections anticipées, GISCARD pourrait ne pas conserver la majorité au parlement.

Comment les français voient-ils l'avenir de la gauche ? Vous le saurez en lisant cette analyse de la situation électorale.

Dans ce même numéro une grande enquête économique.

La bourse a baissé de 16 % depuis les élections, les grandes sociétés bradent les actions pour faire face à leurs échéances, l'argent est introuvable. Les plus grands industriels et banquiers ne sont pas sûrs qu'une crise type 1929 ne demeure exclue. Dans ce dossier particulièrement significatif, le NOUVEL OBSERVATEUR analyse les événements et leur évolution dans les prochains mois.

Nemanquez pas ce numéro du Nouvel Observateur en vente lundi

LE NOUVEL
observateur

JUSTICE

Une circulaire du garde des sceaux sur l'abaissement de l'âge de la majorité

L'abaissement de l'âge de la majorité est l'objet d'une circulaire, en date du 3 juillet, adressée par le garde des sceaux aux procureurs généraux et publiée au Journal officiel du 12 juillet. Ce texte décrit les effets pratiques des modifications qui vont d'application.

A compter de l'entrée en vigueur de la loi, qui est d'application immédiate, dit la circulaire, les personnes âgées de dix-huit ans pourront marier sans le consentement des parents ou du conseil de famille.

Il n'y aura donc pas lieu d'exiger dans ce cas ces consentements ni d'en faire mention sur l'acte de mariage, même s'ils ont été recueillis par acte séparé avant la publication de la loi.

De même, il y aura lieu d'admettre comme témoins au mariage les personnes de dix-huit ans, bien que l'article 37 du code civil n'ait pas été spécialement modifié : en effet, l'article 11 de la loi nouvelle a prévu que dans toutes les dispositions où l'exercice d'un droit est subordonné à une condition d'âge de vingt et un ans, cet âge est remplacé par celui de dix-huit ans.

De vous rappelle que les mineurs émancipés soit par le mariage (art. 476), soit par la décision du juge d'instance à la demande des parents (art. 477) ont la même capacité que les majeurs et qu'ils peuvent donc être admis comme témoins aux actes (n° 364 de l'instruction générale relative à l'état civil). Vous devez noter que l'émancipation devant le juge d'instance peut désormais intervenir à l'âge de seize ans.

L'appel en outre votre attention sur le fait que la loi supprime l'émancipation par accomplissement du service national actif ou du service national féminin, qui n'avait plus de raison d'être, ce service n'étant en aucun cas été terminé avant l'âge de dix-huit ans (voir art. 478).

De préciser enfin que l'article 6 du décret n° 62-921 du 3 août 1962 disposant que le fonctionnaire municipal délégué dans les fonctions d'officier d'état civil

doit être âgé d'au moins vingt et un ans, n'entrant pas dans le champ d'application du nouvel article 11 précité, les maires devront continuer à appliquer cette disposition.

Les présentes instructions modifient, en tant que de besoin, les n° 32 (anciennement 75), 363 (anciennement 291) et 364 de l'instruction générale relative à l'état civil.

Vous voudrez bien les porter sans délai à la connaissance des officiers de l'état civil de votre ressort.

Dans la Drôme

INCIDENTS A LA MAISON D'ARRÊT DE VALENCE

Deux gardiens blessés

Une mutinerie a éclaté à la maison d'arrêt de Valence (Drôme) dans la soirée du vendredi 12 juillet. Deux jeunes gens se sont opposés aux deux clefs d'un gardien, après avoir assommé ce dernier à coup de barres de fer et auraient ensuite ouvert de nombreuses cellules. Un autre gardien aurait été blessé.

Il a fallu l'intervention d'importantes forces de police et de gendarmerie pour que les détenus acceptent de regagner leurs cellules après que les forces de l'ordre eurent tiré en l'air.

Deux gardiens blessés, MM. Pierre Casella et Georges Fauré, ont été admis à l'hôpital de Valence, mais leur état n'inspire aucune inquiétude.

Pour outrages à magistrat

M. SERGE LIVROZET EST CONDAMNÉ A DEUX MOIS D'EMPRISONNEMENT

Pour outrages à magistrat, M. Serge Livrozet, auteur du livre « De la prison à la révolte », a été condamné, vendredi 12 juillet, en faisant défaut, à deux mois d'emprisonnement ferme par le tribunal correctionnel de Colmar. Arrêté à l'audience, M. Livrozet a été remis en liberté après avoir fait appel du jugement.

M. Livrozet était cité comme témoin par un délégué de la maison centrale d'Enckheim, M. Maurice Ransiet, qui comparait, pour violence à magistrat. Il avait frappé un juge de l'application des peines.

Pour ce fait, il a été condamné à un an d'emprisonnement, à l'exception de cette décision. M. Livrozet s'était frotté à l'ouverture de justice française.

En 1964, la cour d'appel de la Seine avait prononcé contre M. Livrozet une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour tentative de meurtre et vols qualifiés.

L'enlèvement de M. Suarez

LA DEMANDE DE MISE EN LIBERTÉ DE M. ET Mme CHASTEL EST REJETÉE

La chambre d'accusation de la cour de Paris a ordonné, vendredi 12 juillet, la mise en liberté de Mme Anne Urbain, trente-deux ans, placée sous mandat de dépôt par M. Alain Bernard, juge d'instruction, au motif de mal de cœur (le Monde du 23 mai), pour complicité dans l'enlèvement de M. Angel Balchazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, à Paris.

Mais la cour a rejeté les demandes de mise en liberté déposées par M. Armand Chastel et son épouse, Mme Chastel Chastel. Avec les époux Chastel, huit autres personnes restent incarcérées : M. Lucio Urbain, M. Georges Rivière, Mme Annie Blasen, M. Pierre Gribet, Mme Denise Bass, M. Octavio Alberola-Surinach, Mme Ariane Grassac-Sadori et Mme Jean-Helen Weir.

A Rive-de-Gier

Mme SALLIER TENTE A NOUVEAU DE METTRE FIN A SES JOURS

(De notre correspondant) Saint-Etienne. — Mme Sallier, une habitante de Rive-de-Gier (Loire), mère de quatre enfants, a perdu le procès qui l'opposait à son chirurgien-dentiste, M. Debiesse. Le tribunal de Rive-de-Gier a, en effet, déclaré, vendredi 12 juillet, à 9 heures, que Mme Sallier n'avait pas de dette à la suite de la saisie-arrest sur le compte bancaire de Mme Sallier exécutée à la demande du praticien, qui réclamait le paiement d'une note de soins de 120 francs. Mme Sallier a été condamnée aux dépens.

Ce jugement aurait pu satis-

faire les deux parties puisque M. Debiesse s'était engagé à verser à des œuvres charitables le montant de sa créance. Alors que Mme Sallier est en mesure de s'acquitter de sa dette par les dons qu'elle a reçus. Mais chacun en a fait une affaire et de principe, Mme Sallier est allée jusqu'au bout. Vendredi soir, comme le 17 mai dernier à l'audience, elle a tenté une nouvelle fois de mettre fin à ses jours. Elle a été transportée à Lyon, à l'hôpital Edouard-Berriot.

FAITS DIVERS

PARCE QU'ELLE VOULAIT AVOIR UN ENFANT

Une jeune femme enlève un nouveau-né dans une clinique de Rennes

De notre correspondant

Rennes. — Vendredi 12 juillet, en fin de matinée, un nouveau-né, David Collin, a été enlevé par une femme sous les yeux de sa mère, Mme Collin, vingt-huit ans, demeurant à Pleslan-le-Grand (Ille-et-Vilaine), qui se trouvait à la clinique Saint-Vincent de Rennes. Quelques instants auparavant, le comportement de la ravisseuse

semblait suspect à une autre cliente de la clinique, qui, voyant rôder autour du berceau de son enfant, lui avait demandé de sortir de sa chambre. Peu après, l'inconnue s'empara de David Collin et disparaissait sans que personne ne l'ait aperçue. Dès la découverte de la disparition du bébé, l'alerte était déclenchée. Les services de police et de gendarmerie procédaient à des contrôles systématiques et mettaient en place des barrages.

Ce drame s'est déroulé à la clinique de Pleslan-le-Grand, où Mme Collin, âgée de vingt ans, demeurant à Rennes, se présentait avec le bébé à l'Hôtel-Dieu de Rennes. Un interne alertait la police. Mme Desbols était accompagnée par M. Mohamed Zennou, vingt-sept ans, d'origine marocaine, dont on ignore le rôle dans cette affaire. Mme Desbols a expliqué son geste par son désir d'avoir un enfant.

● Rapt de Moyenne-Grande. — Cinq incriminations ont été notifiées, le 11 juillet, par le juge d'instruction chargé de l'affaire du rapt de la maternelle Moyenne-Grande (M. Gellie). Mme Simone Sebbane, déjà inculpée d'enlèvement de mineur sans violence (le Monde du 18 mai), a été inculpée de « supposition d'enfant » M. et Mme Touché, parents naturels de l'enfant, le fils de Mme Sebbane et l'ami de Mme Touché, M. Armand Corbiol, ont été inculpés de complicité de supposition d'enfant. Tous sont passibles de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

● Deux malheureux sont retranchés depuis le jeudi 11 juillet avec sept otages dans le sous-sol du tribunal fédéral de Washington. Ils ont promis de laisser partir les douze prisonniers qui se trouvent avec eux, mais refusent de relâcher leurs otages et menacent de les tuer si on ne leur permet pas de fuir. — (A.F.P.)

● Collision entre deux autocars : 1 mort, 20 blessés. — Le jeudi 11 juillet, sur la R.N. 4, une dizaine de kilomètres de Lille, deux autocars transportant des ouvriers, sont entrés en collision. L'accident s'est produit lors d'un dépassement sur une route à trois voies. Le chauffeur de l'un des véhicules, le Père Henri Van Walleghem, cinquante-trois ans, a été tué sur le coup. Une vingtaine de passagers ont été blessés, dont cinq grièvement. — (Corresp.)

● Deux bateaux de pêche, l'un français, l'autre algérien, l'autre italien, l'Enza, ont été arraisonnés par des vedettes algériennes de surveillance en haute mer, ont annoncé, vendredi 12 juillet, les autorités algériennes. Celles-ci ont déclaré que les deux bateaux pêchaient dans les limites des eaux territoriales algériennes. — (A.F.P.)

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

EN BREF...

● La succession de Pablo Picasso : désignation d'un administrateur judiciaire. — Un administrateur judiciaire, M. Zecchi, a été désigné, vendredi 12 juillet, par M. Olivier, premier vice-président du tribunal de Paris, pour tenter de régler la difficile succession de Pablo Picasso, mort l'an dernier dans sa propriété de Mougins (Alpes-Maritimes).

L'ordonnance de M. Olivier précise qu'il existe un désaccord profond entre les divers héritiers, sources de contestation sur l'administration des biens de la succession, d'autant plus que l'importance et la diversité de nature des biens de cette succession, située tant en France qu'à l'étranger, entraînent une extrême complexité. Seul un administrateur provisoire pourrait permettre de surmonter l'ensemble des difficultés et de faciliter une rapide liquidation de la succession.

● Le directeur de la distillerie Fougères est libéré sous caution. — Incarcéré à la prison de Châteauneuf, pour fraude fiscale, M. Claude Fougères, ancien président-directeur général de la distillerie La Cigogne, à Fougères (Haute-Saône), a obtenu sa libération (contre une caution de 250 000 F) de la cour d'appel de Dijon. M. Claude Fougères, accusé (le Monde du 4 janvier) d'avoir détourné 10 millions de francs de taxes, indûment récupérées grâce à la fausseté des factures pour l'achat de cerises fictives, par un « faux » de Montigny-le-Roi (Haute-Marne), M. Jacques Fougères, la distillerie La Cigogne avait, en effet, fabriqué près de 200 000 litres de kirsch « sans cerise ».

● Graviement blessé dans un accident de la circulation, le 9 juin 1971, à Paris, le cinéaste Jean-Luc Godard a subi le 11 juillet, devant la 11^e chambre correctionnelle sautant de cinq côtes fracturées, d'une blessure au genou et d'un traumatisme crânien, il avait subi une incapacité temporaire totale d'un an ; son incapacité permanente partielle a été fixée à 31 %.

Les responsables de l'accident, une motopiste qui transportait M. Godard et le conducteur d'une fourgonnette, ont été condamnés pour blessures par imprudence, l'une à un mois de prison avec sursis, l'autre à deux mois avec sursis.

● La société Phonogram et les Editions musicales Intercomp. — Tout ont été condamnées à verser 450 000 F de dommages et intérêts au chanteur compositeur Guy Béart par le troisième chambre civile du tribunal de Paris pour avoir réalisé que trente-six enregistrements au lieu des cinquante-six prévus par les contrats conclus. Ces contrats sont résiliés aux torts de deux firmes, qui devront verser à l'artiste toutes les sommes encaissées au titre de ces enregistrements. Exécution provisoire pour 120 000 F.

AÉRONAUTIQUE

Mis au point par General Electric et la SNECMA

LE RÉACTEUR D'AVION CFM-56 A TOURNÉ AU BANC D'ESSAI

Pour la première fois depuis qu'a été conclu l'accord de coopération entre la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et General Electric, un exemplaire du nouveau réacteur CFM-56, d'une dizaine de tonnes de poussée, a tourné au banc d'essai aux usines d'Orléans, dans l'Ohio. La mise au point en commun de ce réacteur constitue, ainsi que l'avait dit M. Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne présidentielle, le premier exemple d'une coopération industrielle de longue durée, dans un domaine de technologie avancée, entre l'Europe et les États-Unis. Le réacteur sera offert aux constructeurs d'avions civils à compter de 1978.

Après un contrat de coopération qui a nécessité de longues discussions administratives pour lever des embargos en provenance du Département du département d'État américain, General Electric et la SNECMA se partagent la conception puis la fabrication du réacteur CFM-56, pour un montant global de dépenses, jusqu'à la certification, de 230 millions de francs. Après cela, l'État américain participera au financement de l'industrialisation sous la forme d'un prêt forfaitaire remboursable.

Le réacteur CFM-56, conçu spécialement pour consommer moins de carburant et respecter des normes de bruit avec baux, est destiné à équiper les avions de transport subsoniques de deux cents places environ.

Déjà en 1968, le marché pour un tel réacteur est évalué à sept mille cinq cent exemplaires environ, « compte tenu de la décision de Pratt et Whitney de fabriquer un moteur concurrent, on estime que le CFM-56 pourrait être vendu à trois mille exemplaires. Le chiffre d'affaires représenterait alors un montant de l'ordre de 35 à 40 milliards de francs.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● RENAULT A DOUAL. — La nouvelle usine de carrosserie-montage Renault en cours d'édification dans la banlieue de Douai produira sa première B-5 en décembre prochain. C'est ce qu'a annoncé M. Christian Beullac, directeur général adjoint de la Régie, lors d'une visite des installations. Depuis mai 1971, dans les deux premiers bâtiments aménagés, on embouteille une série de pièces de petites dimensions Mille quatre cents personnes sont déjà employées, dont deux cent soixante-dix mineurs « reconvertis ».

ENVIRONNEMENT

Plusieurs municipalités restreignent la consommation d'eau

La sécheresse persistante qui affecte plusieurs départements français vient d'amener certaines municipalités à prescrire de sévères restrictions dans la distribution de l'eau.

Ainsi, à Féniers, dans la Creuse — département pourtant considéré comme l'un des plus riches en eaux vives, les robinets restent fermés de 22 heures à 6 heures ; à Boussac-Bourg (Creuse), l'arrosage est totalement interdit. Dans la Vienne, un appel à la modération a été lancé par le conseil intercommunal d'alimentation en eau et de nombreuses municipalités.

Dans les Vosges, la petite ville d'Arches connaît depuis quarante-huit heures une pénurie totale. Selon les spécialistes, c'est dans l'absence quasi totale de neige lors des trois derniers hivers qu'il faut voir les raisons de l'assèchement des sources. Une société qui fabrique des aliments en conserve d'essai aux usines d'Orléans, dans l'Ohio, a été lancée par le conseil intercommunal d'alimentation en eau et de nombreuses municipalités.

Tout récemment, les experts de la F.A.O. (Food Agricultural Organization) constatent en garde les gouvernements devant « la grave pénurie d'eau menaçant la plupart des pays d'Europe », et notamment les États du Bassin méditerranéen. Pourtant, les experts français estiment que l'Hexa-

● PARKING CONTESTE A PARIS. — La construction envisagée d'un parc de stationnement « souterrain » de 600 places, au sixième sous la rue Croix-des-Petits-Champs (1^{er} arrondissement), est critiquée par des habitants riverains, qui ont créé un comité de défense.

Ce comité, ainsi que deux associations « l'Union des Chômeurs » et le « Corps », dénoncent au Conseil de Paris de renoncer à cette réalisation. Ils expliquent notamment qu'il existe déjà trois parkings dans le quartier « Pyramides », mais que l'arrondissement et place Dauphine) et que la création d'un autre ouvrage « n'améliorera pas la circulation en surface et doublerait le nombre de véhicules dans le secteur ».

● LA CLOCHE SAUVÉE. — L'hôtel de la Cloche, le plus fameux des établissements de Dijon (Côte-d'Or), ne sera pas détruit. Face aux très nombreuses protestations et pétitions lancées par les Dijonnais, la Société hôtelière de la Côte-d'Or a renoncé à son projet (le Monde du 3 février 1974).

Derrière les façades de la Cloche, qui seront intégrées, sont respectées, on aménagera cent vingt chambres répondant aux normes hôtelières actuelles, en catégorie 4 étoiles. L'hôtel avait fermé ses portes en décembre 1973.

District parisien

M. RENÉ GALLY-DEJEAN REDEVIENT PRÉSIDENT DE LA SEMEA-XV

Conséquence de l'élection de M. Yves Milhoud (C.D.P.) à la présidence du Conseil Parisien de la Seine, dans le même temps, de la présidence de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du quartier (S.E.M.A.XV), responsable de l'opération Front de Seine, M. René Gally-Dejean, conseiller de Paris (U.D.R.), lui succède à ce poste. Il retrouve ainsi le poste qu'il avait été nommé en 1965 et dont il avait démissionné en 1968. M. Gally-Dejean est devenu chef de cabinet au secrétariat général de la présidence de la République, sous le septennat de Georges Pompidou.

En reprenant le contrôle de la SEMEA XV, M. Gally-Dejean retrouvera notamment un dossier difficile. Le projet de tour de la télévision, sur la rive gauche, face à la Maison de la radio, a été, on sait, abandonné. Sans mettre en péril l'équilibre financier de l'opération Front de Seine, cette défection de l'O.R.T.F. prive la SEMEA XV de rentrées financières importantes.

Poitou-Charentes

● TROP D'IMPORTATIONS D'HUITRES. — Les ostréiculteurs du bassin de Marennes-Oléron, en Charente-Maritime, sont inquiétés devant la baisse des ventes de l'huître et réclament l'arrêt des importations d'huitres en provenance d'Italie, d'Espagne et du Portugal, sinon, une crise grave risque de frapper mortellement la plupart des exploitations familiales que le nouveau président de la République avait déclaré, lors de la campagne électorale, vouloir protéger. — (Corr.)

A PROPOS DE...

LA DEUXIÈME VAGUE DES DÉPARTS EN VACANCES

La route moins cruelle

A la veille des nouveaux départs en vacances, la délégation à la sécurité routière donne des conseils à ceux qui vont prendre la route. Elle leur demande notamment de respecter la limitation de vitesse, ce que n'ont pas fait, au cours des quatre premiers mois de l'année, 10 % des automobilistes.

Du 1^{er} novembre 1964 au 19 mars 1968, seize mille militaires français ont été tués au combat en Algérie. Mais chaque année, depuis 1968, on compte un nombre égal et souvent supérieur de tués sur la route. L'Institut national d'études démographiques (INED) vient de publier un rapport sur la circulation depuis 1963 et tire les conclusions qui s'imposent devant le renversement de tendance auquel on assiste depuis quelques mois.

Entre 1960 et 1973, le nombre des accidents, des blessés et des morts de la route a été presque doublé. Depuis quatre ou cinq ans, un garçon (de quinze à dix-neuf ans) sur cinquante, une fille (des mêmes âges) sur cent sont blessés dans un accident de la route.

Statistiques macabres. Les spécialistes ne se contentent pas de compter les morts, ils les évaluent : un accident de la route coûte en moyenne 4 000 F, un blessé 10 000 F, un tué 230 000 F. Au total, les accidents de la route auraient coûté au pays plus de 8,2 milliards de francs en 1973.

Telle était la situation jusqu'à ces tout derniers mois. Depuis, les mesures prises à partir de juillet 1973 — limitation de vitesse, port obligatoire de ceinture de sécurité, venant s'ajouter à l'amélioration du réseau routier, ou des normes de sécurité des véhicules et au renforcement des dispositifs de surveillance, paraissent avoir par-

mis de stopper la tendance à l'augmentation régulière et alarmante du nombre des victimes de la route. L'INED écrit : « La diminution du nombre relatif de tués ou de blessés est frappante puisque, pour une même distance parcourue un individu a eu deux fois moins de chances d'être tué ou blessé en 1973 qu'en 1963. » Le phénomène est encore plus net lorsqu'on compare la situation des quatre premiers mois de 1974 à celle des quatre premiers mois de 1973. En 1973 : 1 900 morts sur la route dans les agglomérations, 2 810 en rase campagne. En 1974 : 1 555 morts dans les agglomérations, 2 095 en rase campagne. La délégation à la sécurité routière indique, par ailleurs, que cette tendance s'est confirmée au mois de mai.

Le progrès est évident. Il n'est pas dû à la diminution du trafic, elle-même, due au renchérissement du carburant, puisque « l'indice de la circulation automobile a continué de progresser » et la réduction du nombre des accidents est la plus forte, en rase campagne. Se confirmerait-il dans l'avenir ? On ne peut pas ne pas poser la question. Mais il serait sans doute faux et dangereux de tirer argument du fait que la limitation de vitesse ou le port de la ceinture n'expliquent pas seuls l'amélioration de la sécurité routière pour abandonner ces mesures dont tout porte à croire qu'elles sont efficaces.

La crise de l'énergie, les difficultés de l'industrie automobile peuvent inciter à se faire : des automobilistes le souhaitent. Faut-il pour autant recourir à la solution de facilité adoptée il y a quelques mois lorsqu'on a assoupli la limitation de vitesse pour tenter de « sauver » certaines catégories de voitures rapides ? Apparemment sans y parvenir complètement. — J.F.S.

(1) Population et Société, janvier 1974, 21, rue du Commandeur, 75015 Paris, Cedex 14.

TRANSPORTS

● ENQUÊTE POUR LE TUNNEL SOUS LA MANCHE. — A la demande du ministre des transports, le préfet du Pas-de-Calais vient de prendre un arrêté stipulant que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (D.U.P.) du tunnel sous la Manche aura lieu du 15 juillet au 13 août prochain. Pendant cette période, tous les citoyens auront la possibi-

lité de faire connaître leurs observations sur les registres déposés à la sous-préfecture de Calais ou dans les mairies de Calais, Boulogne-sur-Mer, Compiègne, Fretton, Peuplingues et Sangatte. La D.U.P. permettra à l'administration de procéder à l'expropriation des terrains et des immeubles nécessaires à la réalisation du tunnel. — (Corresp.)

150

Le Monde aujourd'hui

Le vote à dix-huit ans

Le droit à l'enfance

« Non, franchement, mais-là ! ma place, tu trouverais ça drôle ? Dans trois ans, être une adulte complète ? Me mettre à mon compte ? Charmant ! J'aurais le cafard... Dix-huit ans, c'est bien jeune... »

« Et puis c'est exaspérant, à la fin ! Vous voudriez tous que nous soyons hommes et femmes avant l'âge. Mais est-ce qu'on ne demande pas à l'adulte de se débrouiller ? »

— Et puis c'est exaspérant, à la fin ! Vous voudriez tous que nous soyons hommes et femmes avant l'âge. Mais est-ce qu'on ne demande pas à l'adulte de se débrouiller ? »

— Et puis c'est exaspérant, à la fin ! Vous voudriez tous que nous soyons hommes et femmes avant l'âge. Mais est-ce qu'on ne demande pas à l'adulte de se débrouiller ? »

— Comment ça ?

— Elle a l'air d'une hésitation. Et puis, de l'air entendu du fin politique, et sur le ton de la confiance, elle se livre :

« Écoute, c'est évident, si le droit de vote avait été abaissé à dix-huit ans dès cette année, Mitterrand serait passé. Tout se tient, tu comprends. Ce sont les mêmes qui font de l'opposition : à leurs parents, aux profs, et qui votent à gauche. En bien moi, je ne vois pas pourquoi « changer ». La vie n'est pas mal comme ça, non ? »

— Ton candidat s'était posé comme l'homme du changement, tu sais. Et l'abaissement de l'âge de la majorité est un bouleversement d'importance.

— Ah ! Mais c'est qu'il y a changement et changement ! Le changement des « autres », c'est celui des écoles, des vacances, de la vie, quoi. Giscard n'en est pas là, quand même ! Remarque bien que ses premières décisions n'ont plutôt déçu. Mais que veux-tu, un candidat, c'est comme un mari : pour le meilleur et pour le pire... »

— Y a-t-il des mesures qu'il te plairait que Giscard prenne ?

— Je ne sais pas, moi... Je voudrais qu'il soit libéral... — Mais encore ?

— Tiens ! Qu'il supprime l'opposition. Haussement d'épaules agacé.

— Pas de la manière forte, bien sûr !... — LAURENCE COSSÉ.

Une femme à sa fenêtre

LE SEXISME, CELA N'ARRIVE QU'AUX AUTRES

LES annonces d'offres et de demandes d'emploi, c'est le cardiomètre secret de nos sociétés. Parfois, elles signalent une lésion non décelée.

Cette annonce d'offre était codée, selon le chiffre dont tout chasseur de travail a la clé : « Urg. H.C.C. ang. all. crt. esp. souh. Min. 3 a. exp. market. Ecr. avec cur. et réf. ». Sortie votée cinq --s de H.C.C. (jeunes filles), c'est-à-dire couramment les trois langues, anglais, allemand, espagnol, et à quatre ans d'expérience : de « marketing » dans une grande ville du Sud. Une rupture sentimentale l'a décidée à se perdre-dans-Paris. Selon la recette séculaire du dépaysement (ah ! ces femmes ! toujours le cœur en bandoulière ! Un homme rompt et ne pleure pas). Elle écrit donc, reçoit une convocation qui certes l'appelle « monsieur », mais qu'importe. Elle fait le voyage. L'hôtesse de l'importante entreprise lui annonce : « Notre directeur adjoint va vous recevoir », et l'introduit dans un bureau digne des photographes.

Dernière une rose dans un tube d'acier l'attend « notre directeur adjoint ». Elle qu'elle se rêve dans quinze ans : une sportive sereine, l'ensemble - pantalon adouci d'une blouse brodée, qui la dévisage avec une distante surprise. « Je ne comprends pas, mademoiselle. Votre convocation — vous l'avez bien vu — portait

« monsieur ». C'est un homme que nous cherchons. Votre curriculum était signé d'une initiale. Était-ce un piège ? » « Mon prénom vous aurait peu renseigné : je m'appelle Claude. »

Vingt fois Claude avait devant moi ridiculisé les « hystériques du M.L.F. », cent fois elle avait déclaré : « on n'opprime que celles qui y consentent », et la voilà soudain y consentant, parle de ses diplômes, connaissances, expériences et demande pourquoi, au fond, il faut nécessairement un homme pour ce poste. La sérénité de la directrice adjoint se craquelle : « Vous me regardez ? Oui, je suis femme, mais j'ai vingt ans de maison et, par ma promotion, la direction générale m'a nommé directeur de vos, mais on attend que je ne pratique pas de favoritisme. Votre candidature n'a aucune chance. Si finaliste, on me croirait contaminée par les pétroleuses M.L.F. et c'est tout. »

Claude est bouleversée pour avoir rencontré une femme chargée de prouver l'anti-sexisme par ses fonctions, mais d'examiner les œuvres du sexisme dans l'exercice de ces mêmes fonctions. Elle parle de « femme-mec ». Elle invoque les Noirs américains qu'on introduit à dose homéopathique dans la haute administration, la diplomatie et les universités. Des alibis, dit-elle, des femmes-écrans, des femmes-

paratonnerres chargés de détourner la colère anti-sexiste.

Le barrage

C'est aussi ce que m'écrit une lectrice. Elle aussi a répondu à une annonce : « On demandait un expert-comptable. Je le suis. Avec dix ans d'expérience. Je le suis. Avec liberté d'horaires variables et de déplacements en province. Viens-tu, je la possède. Mais, quand je me suis présentée, le chef du personnel — un colonel en retraite — m'a presque injuriée. N'avaient-ils pas marqué : « Dég. obl. mil. » : alors, c'était clair, une femme n'a pas d'obligations militaires ? Comment moi, femme, avais-je osé lui faire perdre son temps ? D'ailleurs, a-t-il conclu, à trente-six ans j'étais encore capable de me marier », et les épouses n'ont plus ni liberté de bouger ni liberté de se concentrer. Enfin, est-ce qu'on nous rejette parce que vous êtes née femme ? »

Eh bien ! non ; aucune loi. Celle du 1^{er} juillet 1972 interdit de refuser l'embauche en raison de la race, de l'ethnie, de la religion. Il aurait suffi d'ajouter deux mots. Un professeur de droit, J.-J. Dupeyron, l'avait aussitôt, dans ce journal, remarqué : « Les discriminations sexuelles seront sans doute plus faciles que les discriminations raciales. » Nul

n'en a tenu compte. A présent, un comité de femmes et d'hommes va demander la révision du texte et qu'on y ajoute simplement « et de son sexe ».

L'expérience et la persévérance

En attendant l'indignation générale, j'ai procédé à un sondage impressionniste, sans valeur statistique, parmi les employeurs que je connais. Dix seulement, mais très divers : industriels, publicitaires, directeurs d'entreprises de tout genre (la presse exceptée). Cinq ont répondu avec la plus simple franchise. Ils « adorent les femmes ». Leur secrétaire est et leur cerveau et leur mémoire et leur bras. Malheureusement, « à coup sûr » à cause de conditions sociales qui pourront en effet se modifier progressivement, les femmes sont « encore » assez difficilement « adaptables aux très hautes responsabilités ». Les exemples portent la patine de la tradition : mariage, enfants, d'où manque d'attention professionnelle. Un homme qui devient père se fait plus ambitieux ; une femme qui devient mère se détache de sa carrière. Un homme amoureux multiplie les efforts pour monter sa puissance ; une femme amoureuse tombe dans la rêverie. Deux P.-D.G. affirment qu'ils emploieraient volontiers un directeur femme, mais que leurs collaborateurs n'accepteraient pas ses directives. La plus lucide ajoute : « Et si moi j'y consentais, c'est que la décision finale me resterait acquise. »

Un tenant de la galanterie française soupire qu'il est coléreux et que s'il se déchaînait « en face d'un tendre visage peiné » comme devant ses directeurs, il se sentirait « un poujat », et il se juge trop vieux pour changer.

L'avant-dernier à bonne conscience : la documentation de son laboratoire est dirigée par une femme. Service fondamental : les progrès de la maison obligent à connaître toutes les recherches du secteur à l'étranger. Mais service à personnel uniquement féminin. De plus, cette « chef » ne représente pas l'entreprise, ne négocie pas les contrats et n'assiste aux congrès qu'en observateur.

Le dernier à meilleure conscience encore : « Une femme ? Tout de suite : trouvez-m'en une qui ait l'expérience, l'imagination, la persévérance nécessaires et je l'embauche demain... »

Hypocrites ? Mais non : ils croient ce qu'ils disent. Ils s'aut justifient en acceptant l'image de la femme telle que l'ont tracée les prémisses générations féminines accédant aux carrières. Métier d'appoint. Priorité des soucis familiaux (comment faire tant que l'homme ne les « partage » que de loin et rarement à part égale ?). Instabilité. Or cette image se modifie en ce moment même. Répétons, en nous fondant sur les récents écrits de G. Balandier (2), que les femmes deviennent de plus en plus un facteur du mouvement de nos sociétés. L'image de la femme change dans la mesure même où elle prend l'habitude de responsabilités accrues.

Le plus difficile, sans doute, c'est ce rôle de femme-alibi que nous jouons toutes, nous qui exerçons une profession aimée. Notre danger c'est de nous dire que le sexisme, sans refus, son poids, ça n'arrive qu'aux autres.

DOMINIQUE DESANTI.

Au fil de la semaine

TOUT est en ordre. Les vacances battent leur plein. Les mœurs de l'écologie, les fanatiques de la lutte contre la pollution sont bloqués dans les embouteillages de la Côte d'Azur ou stoppés par les bouchons de l'autoroute du Sud.

Regardez cet ardent défenseur de la nature qui fume nerveusement pour oublier qu'il n'a rien fait de bon, et tenez cigarette après l'autre, jette loin des broussailles qui bordent la route ses mégots incandescents. Écoutez, dans cette vieille 2 CV brinquebalante où s'entasse toute une famille, cet homme courtoisement protestant et fort tout à l'heure au piégo et qui maintenant proclame bien haut : « Moi, je collais un impôt maximal sur les grosses bagnoles et je doublais toutes les autoroutes. »

Ici, après un excellent déjeuner bien arrosé, suivi de savantes expertises des divers cognacs du patron, tout le monde est tombé d'accord pour dénoncer les fous du volant qui provoquent, l'alcool aidant, tant d'accidents terribles. Là, une bande joyeuse qui, vingt kilomètres plus haut, scandait spirituellement « C.R.S.-S.S. » au nez et à la barbe de deux motards de la gendarmerie, commence à s'énervier : « Est-ce qu'on va finir par avancer ou est-ce qu'on est là pour toute la nuit ? Et pas un filic, naturellement ! Ou sont-ils passés ceux-là ? C'est toujours comme cela dès qu'on a besoin d'eux pour mettre un peu d'ordre dans cette pagaille ! »

Aiors, pour passer le temps, on règle quelques comptes : les Belges, au volant, un danger public ; d'ailleurs chez eux, il n'y a pas de permis de conduire ou pratiquement pas. Les Allemands, tous les culots : grosse bagnole, toujours la priorité, gare ou je l'écrase. Les Anglais, incroyables : c'est bien simple, ils sont ailleurs, ils ne savent même pas qu'ils ont une voiture dans les mains. Et ainsi de suite. Les F méprisent les B, les G-B, les D, les NL et encore plus les E, les I et les L — c'est petit le Luxembourg. Les 13, les 59, les 69 méprisent ceux qui ne viennent pas, comme eux, de Marseille, Lille et Lyon. Ils sont méprisés à leur tour par les 91 à 95 et même par les 78, qui ont toute la marque du presque Parisien. Et les 75, qui, eux, le sont tout à fait, méprisent exactement tout le monde.

A l'hôtel, une sensation curieuse et une mauvaise surprise. Les Français se sentent comme isolés, dépossédés, frustrés.

Des touristes étrangers, il en faut, c'est entendu, pour apporter des devises. Et puis la France, c'est le pays de la liberté, un pays hospitalier où chacun se sent chez soi. Vous savez bien : « Tout homme a deux patries... » Seulement... trop, c'est trop.

Voilà que, depuis l'année dernière, aux clients qui baragouinent des langues incompréhensibles et qui demandent un verre de lait avec une entrecôte, s'ajoute un personnel qui, lui, ne comprend rien, pas un traître mot de français. Femmes de chambre espagnoles, garçons portugais, même le cuisinier est algérien et le comble, pour ouvrir la porte et porter les valises, un nègre ! On n'est plus chez soi. Ils ne savent que tendre la main, ces gens-là. Ils viennent manger notre pain et, pendant qu'il y a des chômeurs en France, ils se gobeignent à nos frais. Tous plus ou moins malades au surplus, et en avant la Sécurité sociale ! elle a bon dos, c'est pour eux qu'on la paie. Ils ont de la chance que nous ne soyons pas racistes, mais, quand même, il y a des limites...

EN VACANCES

Par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Pourtant, ce sont les vacances. Au diable les soucis, les choses sérieuses ! Heureusement, la politique fait trêve.

Les activistes de la révolution en marche sont las d'avoir tant crié dans les meetings contre le fascisme au Chili, plié dans les cortèges pour la liberté en Iran, applaudi dans les manifestations de soutien à la démocratie portugaise. Alors ils sont partis se reposer sur la Costa Brava, en Crète ou au Maroc. Le club, c'est une nation en soi. Pour le reste, le peuple n'y peut rien — et vive le soleil, vive la mer !

Leurs challenges habituels, supporters musclés du solut public et de l'ordre nouveau, n'ont pas ces scrupules. Au contraire, c'est en toute lucidité et pour affronter leurs options qu'ils visitent qu'ils la Chine, qu'ils l'Union soviétique, ou explorent les plages bulgares.

Ils y retrouvent des gens distingués, des gens comme il faut. Car on ne sait plus où aller : la Méditerranée est devenue un égoût, et puis la cohue, moi, vous savez... La Scandinavie, l'Irlande, c'était bon ! Il y a quelques années, maintenant tout le monde s'y précipite. D'ailleurs les gens n'ont qu'une idée en tête : plus loin, toujours plus loin. Songez que ma secrétaire est aux Antilles, mon chauffeur en Yougoslavie et ma femme de ménage, oui ma femme de ménage, aux Baléares ! L'année prochaine, nous irons en Corée ou dans les Ardennes, là, au moins, il n'y a pas de snobs.

Dans le flot de touristes qui investissent par vagues successives les plages tunisiennes, voire algériennes, ou que l'on expédie par paquets de cent du Caire à Louxor et d'Assouan à Abou-Simbel, on trouverait sans doute le pourcentage normal de signataires des motions en faveur des juifs d'U.R.S.S. et de la sécurité d'Israël. Au nombre des passagers de ces Boeing lourds de kérosène qui s'arrachent avec peine au ruban de ciment de la piste pour voler vers les rivages ensolés de l'Afrique lointaine, on rencontrerait aisément des partisans déterminés d'un rationnement rapide des produits pétroliers, ces produits qui sont le sang de l'industrie.

Parmi ces gastronomes avertis qui comparent, intarissables et documentés, les vertus des bouillabaisse marseillaise, longue-docienne et nicotise, avec celles des bourriches de Sète et d'Antibes, on n'aurait pas de mal à identifier une honnête proportion de membres bienfaiteurs des diverses organisations qui se sont assigné pour tâche de lutter contre la faim dans le monde. Et, de même, combien d'heureux possesseurs de piscines dont l'eau filtrée, épurée, adouci et délicatement bleutée invite au plongeon, ne seront pas les derniers à s'indigner de la corance des pays riches devant la sécheresse au Sahel.

Car les vacances ne sont pas faites pour la passion, mais pour les sentiments. Elles sont faites pour oublier. Témoin cette âme tendre qui lit, la larme à l'œil, un bien émouvant reportage sur le martyre des bébés phoques, mais se prend, par une innocente association d'idées, à songer entre deux soupirs qu'il lui faudra, sans retard, à la rentrée, faire remettre en état son manteau de fourrure. Son mari joue non loin de là avec le chien : un brave chien, bien soigné, heureux, qui n'est certainement pas de ceux qu'on traiterait comme le font ces milliers de soldats qui abandonnent leurs animaux familiers dans la rue à l'heure du départ. Non vraiment, c'est une honte, un crime, si on prétend aimer les animaux. Moi, les animaux, je les préfère aux humains, ils ne m'ont jamais déçu. Et, d'ailleurs, qui n'aimerait pas un brave chien comme celui-là, qui n'a pas son pareil — il va bien nous le montrer, n'est-ce pas mon vieux, dans quelques semaines, à l'ouverture — pour débarrasser un lapin, courir le lièvre, lever les perdreaux, et pan ! et pan ! un vrai carnage.

Où, les sentiments, il n'y a que cela de vrai. Voyez Jubin par exemple : vous savez bien, le petit gangster qui avait abattu un homme dans un bar, ennuagé et violé une femme et qui avait été condamné à la réclusion perpétuelle ; et puis qui est passé à nouveau, fin juin, devant les assises parce qu'il avait pris un juge d'instruction et sa greffière comme otages pour s'évader du Palais de Justice. Vous y êtes ? Eh bien ! Jubin, voilà un homme qui a des sentiments, tous les journaux l'ont dit. Ce n'est pas sa faute s'il a tué : c'est parce qu'il a eu une enfance malheureuse. Il se rachète. En prison, il prépare une licence ès lettres. Dans son réquisitoire, l'avocat général a rendu hommage à « son calme, son autorité et son sang-froid » et il n'a demandé qu'une peine de vingt ans de prison, ce qui de toute façon n'aurait pas grande importance pour un homme déjà condamné à perpétuité.

Il faut espérer qu'on le verra un jour à la télévision, Jubin. Il aurait été très bien aux « Dossiers de l'écran », au printemps, dans le débat qui a suivi « Casque d'or », de Jacques Becker. Quand on pense qu'il y a eu un journaliste — tenez, lisez, j'ai gardé l'article — qui a osé écrire le lendemain : « On en a ras le bol des truands à la télévision... Ces toulards recyclés dans la littérature ne sont pas tous des Jean Genet. Il y a parmi eux de sinistres andouilles, fort satisfaits de leur sort, radotant avec complaisance leurs méfaits. Ils nous rebattent les oreilles avec leur sensiblerie d'ailleurs digne des pires petits-bourgeois. Enfin nos rejets flemmards chatouillés par quelque ambition écrivassière, à la vue de tels témoignages, se persuaderont qu'il est préférable, pour faire carrière dans la littérature, de faire un casse-pluôt qu'une licence ès lettres. Ce qui n'est tout de même pas assuré malgré les efforts publicitaires de notre télévision. » (1).

Ainsi font, ainsi sont, ainsi varient les Français en vacances. La moitié d'entre eux seulement, dit-on, en prennent. Mais, à vrai dire, ils sont un peu comme cela tous et toute l'année : pétris de contradictions, celles-là et bien d'autres qu'on n'en finirait pas de relever.

Mais oublions nos soucis, puisque l'été est là, puisque les vacances battent leur plein, puisque tout est en ordre.

(1) Jean Orlé dans *France-Sol*.

(2) Ligne du droit des femmes, B.P. F.M.A. 75025 Cedex 13, Paris. (3) G. Balandier, « Anthropo-logique », (P.U.F.).

ETRANGER

Reflets du monde entier

Newsweek

La sanguinaire déesse Variolo

« Une terrible épidémie de variole a déjà fait près de quatorze mille morts dans l'Etat indien de Bihar, surtout des enfants; des milliers d'autres resteront défigurés ou aveugles », écrit l'hebdomadaire américain Newsweek.

« Chaque jour, des centaines de personnes se rassemblent avec leurs pigeons et leurs chèvres autour d'un ancien temple hindou des environs de Patna, la capitale. Elles se prosternent devant l'effigie en pierre de Sheetal Mata accroupie, la déesse de la variole, pour la supplier de prendre plutôt les âmes de leurs bêtes que celles de leurs enfants. (...) »

« Chez les quarante-cinq millions d'hindous du Bihar, la variole a en effet une importance religieuse. Ils croient que, chaque année, un certain nombre d'êtres humains doivent mourir de la « maladie sacrée », ainsi que Sheetal Mata soit heureuse. La vaccination, comme le préconisent les médecins, ne peut que provoquer la colère de la déesse. (...) »

« A Patna, raconte le reporter de Newsweek, j'ai vu des gens fermer leur porte aux médecins qui venaient vacciner leur famille. Ils donnaient toutes sortes d'excuses : « Ce n'est pas le jour propice », « Demain, je vais à un mariage et je risquerai d'être malade », « A plusieurs reprises, les médecins ont été accusés d'être des « Murkatas » (chasseurs de âmes). (...) » « Vous ne comprenez donc pas, qu'il faut laisser la déesse siffler son jour, dit une vieille femme. Pourquoi voulez-vous la contrarier ? »



Le marxisme mal enseigné ?

L'enseignement du marxisme-léninisme dans les écoles et les universités soviétiques présente fréquemment de graves déficiences, indique un texte du comité central du parti communiste soviétique, repris en éditorial par son organe la Pravda. Le comité central y critique l'insuffisance du niveau idéologique de l'enseignement à l'université de Saratov : « Les conférences faites aux étudiants sont médiocres. La critique des théories bourgeoises contemporaines n'est pas menée avec une détermination et une force de conviction suffisantes. Et il n'est pas toujours tenu compte des particularités de la situation actuelle de la lutte idéologique. Les enseignants ne savent pas organiser des discussions constructives sur les problèmes d'actualité du point de vue marxiste-léniniste. Les étudiants, pour leur part, ne savent pas réfléchir de manière autonome et ne disposent pas de bases suffisantes en matière philosophique et en économie pour pouvoir suivre les cours ».

En conclusion, le comité central souhaite que les « sciences sociales » (designations soviétique de l'idéologie) soient enseignées durant cinq ans, soit un an de plus qu'actuellement, dans les universités et qu'un examen portant sur le communisme scientifique ou sur l'histoire du P.C. soviétique soit obligatoire pour tous. Reste à savoir si ces prolongations apprendront aux étudiants à penser par eux-mêmes.



Mais mangez donc de la baleine !

« Depuis toujours, les Japonais mangent de la baleine », écrit le NIPPON KEIZAI SHIMBUN. En 1973, ils en ont consommé 12 270 tonnes. Et le quotidien de Tokyo s'interroge avec perplexité sur la décision de l'International Whales Committee, qui a proposé, le 28 juin à Londres, une sévère restriction, voire une interdiction totale de la pêche à ce cétacé.

« Les Américains et les Européens, qui n'ont pas l'habitude de manger de la viande de baleine, n'en connaissent sans doute pas la valeur nutritive. Aux Etats-Unis et en Europe, on se sert surtout de l'huile pour faire des saucisses et de la margarine, et on rejette la viande à la mer. Mais les Russes et une minorité de Norvégiens commencent à manger de la baleine, qui reste tout à fait étrangère à la table des Américains et des Européens, fidèles au bœuf et au porc. C'est à cette différence d'habitudes qu'on doit l'opinion selon laquelle « il est cruel de manger de cet animal si proche en intelligence de l'être humain ».

« Des enfants américains rendent souvent visite aux membres du gouvernement japonais pour l'organisation Project Jonas, qui compte plus de dix mille membres américains, canadiens et anglais, bombardés le premier ministre japonais de lettres implorant : « Ne mangez plus de baleine ! » Ces gens-là, souligne le quotidien japonais, confondent apparemment la baleine avec le dauphin, qui amuse les enfants dans les aquariums ! »

THE SUNDAY TIMES

Tout est à louer

La location de lords pour certains événements mondains (de 100 à 1 000 livres par jour) marche bien à Londres — surtout pour l'étranger — mais moins bien que la location de toute sorte d'autres objets rares, écrit le SUNDAY TIMES. Par exemple, « celle de montgolfières (cent livres par jour avec un équipage de quatre hommes qualifiés). Les British Airways vous proposent un Boeing-747 pour vous prélasser seul là où trois cent soixante-dix passagers s'enlèvent d'ordinaire. Un aller et retour à Hongkong dans ces conditions vous coûtera entre 65 000 et 70 000 livres.

« La location d'un train pour cinq cents passagers, avec wagon-restaurant, coûte mille livres pour la journée... Mais quelques raffinements, comme des couchettes, peuvent faire monter la note à 3 000 livres.

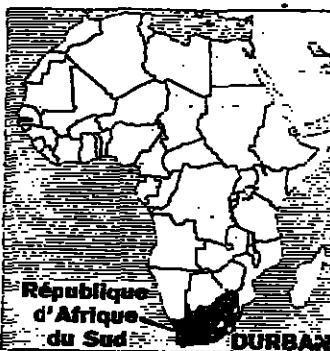
« Vous pouvez louer la célèbre salle de concert de l'Albert Hall pour 600 livres ou pour 2 000 livres si vous voulez y donner à danser à vos amis... Une seule restriction : si vous êtes chanteur « pop », le Hall ne souhaite pas votre clientèle.

« La firme Moss Bros vous procurera sans problème un chapeau à fleurs, une pelisse de fourrure ou un haut-de-forme aussi bien qu'un équipement complet pour assister à la semaine des régates de Cowes ou un habit rouge pour la chasse à courre.

« Pour « ceux qui ont tout », Gerard Hare propose des animaux empaillés : bien que les prix soient actuellement sujets à révision, on peut avancer qu'une souris blanche revient à 1 livre et demi par semaine, mais un bison va chercher dans les 25 livres. »

Lettre de Durban

« Les barons du sucre » et « l'or du Natal »



TANDIS qu'à Johannesburg, ce sont ceux que l'on appelle les Randlords, c'est-à-dire les dirigeants des grandes compagnies minières du Witwatersrand, qui dominent l'activité économique à Durban, les « barons du sucre » occupent le premier plan de la scène. Le sucre, c'est l'or du Natal, dit-on ici. Ceux qui douteraient de l'authenticité de ces propos perdent rapidement leur scepticisme en découvrant, dès leur arrivée au centre de la ville, les trois plus grands sites sucriers du monde. Ces gigantesques abris hémisphériques ont une capacité de stockage de 600 000 tonnes de sucre brut, ce qui représente un tonnage supérieur à celui de la production annuelle de l'île de la Réunion.

Aux abords immédiats de Durban commence la molle ondulation des champs de canne. Caux-ci s'étendent à perte de vue, descendant au fond des vallées, grimpant aux flancs des collines, ne cessant qu'en bordure des plages qui frangent les rives de l'océan indien. Le Natal produit 2 millions de tonnes de sucre, ce qui place l'Afrique du Sud au septième rang des producteurs mondiaux, immédiatement après la République indienne et l'archipel des Philippines. La récolte atteint 16 millions de tonnes de canne, et est effectuée, pour les trois quarts environ, par 2 500 fermiers blancs. Cependant, 1 600 indiens et 4 000 petits propriétaires noirs sont également intéressés par cette activité, et il existe quelques grandes plantations appartenant à des usiniers dont le rendement annuel à l'hectare est exceptionnellement élevé : 6 000 tonnes de canne contre 100 tonnes sur les champs africains.

immenses quartiers commerçants, indiens — axés autour de Grey Street — et européens, regroupés à proximité de West Street, tous sont également fiers du rayonnement culturel de leur ville.

La colline de Berea, qui domine le port, les banlieues industrielles, les quartiers résidentiels et leurs villas blotties au milieu d'une exubérante végétation tropicale, les gracieuses compagnies d'assurances et ses banques, est couronnée par les bâtiments massifs de l'université de Natal. Huit mille étudiants, parmi lesquels une minorité de libéraux, qui sont l'honneur de l'Afrique du Sud, travaillent sur ces campus, strictement réservés aux Blancs.

Pour rencontrer des étudiants noirs, il faut faire deux heures de route et se rendre près de Kwa-dangwe, où se trouvent leurs mille deux cents collèges de l'université du Zululand, aux destinées de laquelle préside un recteur blanc. L'université de Westville, consacrée pour les indiens, est plus proche. Elle se trouve dans la proche banlieue de Durban, et son coût de fonctionnement, élevé, paraît-il, donne bonne conscience aux Blancs. Un « baron du sucre » m'a dit à son sujet : « L'étudiant indien moyen coûte 1 065 rands par an, dont il ne paie en réalité que 400 rands, le gouvernement réglant la différence... »

La ségrégation pratiquée à l'université se retrouve, ici, comme dans toute l'Afrique du Sud, à tous les niveaux de la vie sociale. « Bathing area for coloured », (« plage pour Mulâtres »), indique un panneau d'affichage. « Ceci est nécessaire à cause du type spécial d'aménagements... », nous commente-t-on. Effectivement, on distingue ici quatre catégories de plages réservées respectivement aux Blancs, aux Mulâtres, aux Noirs et aux Indiens.

Depuis qu'un avocat indien, intelligent et opiniâtre, dénommé Gandhi, appela, au lendemain de la première guerre mondiale, ses frères de race à refuser le paiement de l'impôt pour protester contre les discriminations dont ils faisaient l'objet, la République indienne est née et s'est admise à l'O.N.U., mais l'attitude des Sud-Africains blancs à l'égard de leurs compatriotes indiens ne semble pas près d'évoluer, et ces propos d'un journaliste britannique, en reportage à Durban,

PHILIPPE DECRAENE.

Dieu est-il Samoan ?

Les pieux dimanches d'Apia

Le front de mer à Apia, c'est d'abord, c'est surtout, une succession d'églises. Les autres bâtiments comptent les — rares — vitres : deux hôtels, des agences de voyages, des maisons de commerce australiennes, des ministères.

Des églises comme on en voit partout dans le Pacifique du Sud : lourdes, laides, coûteuses, néo-gothiques, para-gothiques, crypto-gothiques. N'empruntant rien à l'art samoan.

J'étais prévenu : le dimanche, ici, est sacré. Ce n'est pourtant pas d'ailleurs qu'est convertie la baie de l'océan. Un incendie ? Des détritus que l'on brûle ? Non point. « Les gens font la cuisine », il est 8 heures. Un peu partout à côté de chaque maison, se prépare l'annuaire — le four traditionnel, « erres chauffées placées en creux dans le sol, sur lesquelles ont été déposées, enveloppées dans de larges feuilles, le taro et le van (des racines, la pomme de terre de chez nous, au dit « vivante siècle ! », les poissons et les patates douces. Le dimanche est un jour de fête : on mangera bien (ou pas trop mal), et tous ensemble. Hier, sans doute, nombre de cochons ont rendu l'âme.

Deux ou trois épiceries mises à part, toutes les boutiques sont fermées. Pas de marché. Quelques autobus circulent, de campagne à ville. Dimanche. Apia prie.

Les églises sont pleines à craquer — autant d'hommes que de femmes — et l'explosion démographique aidant — des jeunes partout. Les Apia, comme d'ailleurs tous les Samoans de l'Ouest, se sont faits beaux : les hommes ne portent pas leur lani-lani de tous les jours (il s'agit d'une pièce de tissu nouée à la ceinture, une sorte de jupe).

Beaucoup ont mis cravate. Les femmes et les fillettes ont sorti leurs jolies robes blanches, avec parfois manches de voile, et leurs chapeaux de paille. De grands parapluies noirs protègent leur teint d'un soleil pesant. Un éventail permet de survivre pendant l'office et de se consacrer sur le mûssel noir, épais comme le bréviaire d'un recteur de Bretagne.

Ici un prêtre — qui peut être un Blanc — lit l'Evangile (en samoan). Là, un pasteur méthodiste (costume écrit, chemise blanche, cravate noire) est parti pour prêcher pendant longtemps : l'art oratoire dans ce pays, n'est pas un art mineur : sa bonne pratique est une des conditions de la réussite sociale. Parfois, l'attention se relâche pendant l'exhortation à une vie sainte et pieuse. Mais quand vient le moment du cantique les murs tremblent. Dieu sait pourtant si ces cantiques sont à l'image de l'architecture, importés via Sydney ou Wellington, de l'autre siècle anglo-saxon. Les mormons ont-ils un style à eux ? Nous n'avons pas entendu leurs chants. En revanche, on se retremousse bien — va-et-vient des bras et de la cambrure des femmes — dans cette Assembly of God dont un Samoan nous dit qu'elle est d'importation récente.

Au son des cantiques

Un peu plus tard, dans les maisons — les « fale » — on se restaure (sur l'océan, les fumées se lèvent). Dans les villages proches de la capitale, les matai, les chefs de famille, s'assemblent à un sens très large du terme) autour d'un feu pour leurs discussions (le bien de la communauté — en principe du moins). Le soleil est maintenant

au plus haut. Des gosses plongent dans l'océan ou dans les rivières. L'heure de la sieste aurait-elle enfin sonné ?

Ce serait oublier que c'est dimanche. 15 heures : Apia vibre à nouveau au son des cantiques. Vêpres, saluts, autres messes, prières, robes blanches, flots de mousseline. Il faudra l'approche de la nuit — vers 18 heures — pour que se termine la sainte journée. Un tour chez l'épicier — un cornet de glace, du pain, une boîte de corned-beef — et chacun rentre chez soi.

Les Samoa sont éteints. Sur l'océan, des régates se terminent : les amateurs de voile sont des papalagi (prononcez : papalagi), des Blancs — des mécontents sans aucun doute. Un couple de Néozélandais vient en voiture faire provision de bière. Un Samoan, excellent catholique, nous dit sa fierté d'avoir six enfants de sa femme et trois autres d'une girlfriend : Samoa fait donner à fond ses ressources spirituelles et charnelles.

A la sortie d'Apia, un chantier somnolent aujourd'hui, puisque c'est dimanche. Une banque ? Une villa ? Vous n'y êtes pas. Il s'agit d'une église. En simili-gothique. Nul doute qu'on y sera pour faire assécher tout le monde.

Un prêtre (étranger) nous conte : « Les pays du Pacifique du Sud n'ont pas atteint un degré de développement économique suffisant pour qu'il y ait crise de la foi. »

Et un autre : « Une longue lettre pastorale est en préparation pour dénoncer l'injustice sociale. Aller à l'office, c'est un geste social. »

Il y a, entre l'aéroport et la ville, soixante-quinze églises. Les âmes, au moins, sont rassasiées.

JACQUES DECORNOY.

FAMINE, CONNAIS PAS

Il est des catastrophes qui ne rencontrent ici qu'indifférence. Elles sont tellement meurtrières, tellement gigantesques qu'elles passent facilement dans le territoire de la fiction ou alors dans une géographie qu'on a du mal à situer sur cette planète.

La famine dans les pays du Sahel, provoquée par la conjonction de la sécheresse et du capitalisme, a fait des dizaines de milliers de victimes. De temps en temps, on avance dans la presse un chiffre, vague et rond.

La terre féconde, les rivières de charbon, les mines d'hydroélectricité, les mines d'uranium, tout cela est là, la terre est fertile, la main-d'œuvre est bon marché, bref, la famine avec le cortège de la mort blanche, invisible, c'est loin, très loin : c'est là-bas, quelque part derrière l'horizon le plus lointain. Le mort, c'est celui des autres, ceux qui n'ont peut-être jamais vécu.

Ici, il n'y a de mort que moderne, sophistiquée, c'est-à-dire digne de siècle. On ne meurt pas de faim, mais d'insulte, de frustration, dans le choc médiatique, on voit simplement de vieillards. Alors pourquoi l'acharnement à s'occuper l'alarme, à crier, quand l'indifférence est dans l'ordre des choses, quand il n'y a aucune chance pour qu'on s'intéresse, ne serait-ce qu'une fois, sur la route de millions d'hommes.

Comment faire pour rendre à la famine ou tout autre réalité de dimension tragique, diabolique, face à une population qui s'ennuie si bien quand le sang coule dans un fait divers ?

Pour le moment des hommes continuent à mourir, simplement, systématiquement ; des régimes politiques sont renversés, d'autres menacent. Le Sahel attend le miracle : de voir des hommes, de la terre on des armes. Qu'est-ce à la société africaine, elle produit en costume ; elle fabrique des matras pour la mort violente ; elle épure sa mémoire : le pillage du tiers-monde, la colonisation, ont été jusqu'au sang de la terre, jusqu'au sang des hommes.

TAHAR BEN JELLOUN.

1974-1975

RADIO-TELEVISION

Un document

L'ANCIEN PLAN DE RÉORGANISATION DE LA PRODUCTION TÉLÉVISÉE

FAUSSE RÉALITÉ ET VRAIE FICTION

Les plus sceptiques d'entre nous, les plus méfiantes, ceux dont la hantise est de passer pour des gogos toujours prompts à écarter d'un « c'est truqué » péroratoire la moindre manifestation d'habileté ou de talent, montrez-leur des images qui bougent et vous verrez leur vigilance s'endormir à l'instant. L'esprit obscurci par des ombres, incapables de maintenir nos distances, nous collons à l'écran, nous engouffrons de confiance dans un domaine où précisément apparence et réalité ne se recouvrent jamais, où tout, enfin presque tout, est destiné à donner le change.

Il arrive de plus en plus souvent — à la formule exaltante d'ailleurs — à la mode — que l'art consiste justement à mêler à un scénario témoignages et documents, de façon à reconstruire, à l'exemple récent des « Dossiers secrets des résistances », dans son épaisseur et sa complexité le tissu d'une époque. Là, à moins d'être vraiment distrait, pas de problème. Il était facile de faire la différence, de reconnaître, grâce aux costumes, au ton, à la qualité de la pellicule, un dialogue improvisé (interview des survivants de l'affaire) et un dialogue écrit, une scène jouée et une bande d'actualités.

Moins facile — à combien ! — de distinguer le vrai du faux quand certaines séquences, insérées dans un documentaire, sont empruntées à un film. Au « Jour le plus long », s'il s'agit de reconstituer le débarquement des troupes alliées en Normandie, à « l'Espoir », si l'on veut évoquer la guerre d'Espagne. Les transitions ici sont tellement imperceptibles que, depuis près de quarante ans, des générations de compilateurs ont manipulé, avec le respect réservé aux archives, des combats disputés par des figurants et dirigés par haut-parleurs. Au demeurant, les premières bandes d'actualités elles-mêmes étaient le plus souvent truquées, ne l'oublions pas. C'est en studio et sur maquettes qu'a été filmé pour la postérité le grand tremblement de terre de San Francisco. Parce que cela faisait plus vrai. Parce que l'événement reconstitué paraissait plus parlant que l'événement enregistré.

Quel est le reportage, si réaliste soit-il, qui, sacrifiant aux exigences de la technique, n'ait été obligé de tricher de quelque façon avec la réalité. Même Flaherty exigeait de Nanook qu'il construise un igloo trois fois plus grand que la normale et capable d'abriter une famille d'Esquimaux et une équipe de cinéma. Idem pour n'importe quel reportage poussant la porte de n'importe quel bistrot à la recherche d'un « petit fait vrai ». Qu'une caméra y entre avec lui et la vie, on se fixant, se déforme.

Allons plus loin. Il arrive, juste retour, que par un curieux chassé-croisé, la vraie fiction et la fausse réalité se rejoignent en sens inverse et qu'une scène voulue suscite une scène imprévue. Je songe à la manifestation dont les mineurs du Borinage retrouvèrent les accents à la demande de Joris Ivens, accents si sincères et si bruyants qu'ils attirèrent l'attention de la police. Ainsi se trouve posée une question clé. Elle était encore soulevée dimanche dernier dans l'émission sur les mas, médusés aux États-Unis, l'envers du décor. Dans quelle mesure la télévision, au lieu de se contenter de montrer, de corser une situation donnée, ne la transforme-t-elle pas au point de la créer parfois ? Les hippies seraient-ils venus à nombreux à la convention républicaine de Miami si les trois grandes chaînes n'avaient pas été là ? Et s'il n'avait pu s'assurer les services d'un opérateur de la télévision allemande, l'écrit Günther Weirich n'aurait-il pas renoncé à s'enclencher en plein centre d'Athènes pour protester contre la situation en Grèce ? Ce geste n'avait de sens que par son effet à l'écran. Question annexes : peut-on, doit-on empêcher ce qu'on appelle outre-Rhin « l'action journalistique », le journalisme engagé, le journalisme de combat ? Ce combat livré avec des armes boomerang, ce combat dont l'issue peut se retourner de façon absolument imprévisible contre ceux qui le mènent, souvent à leur insu. C'est le rêve de Prométhée. Vieilles et nouvelles tentatives.

CLAUDE SARRAUTE.

A quoi ressemblera, demain, l'organisation de la radio-télévision en France ? La brièveté des détails imposés aux réformateurs de l'O.R.T.F. (par le gouvernement) ne leur permet pas d'entrer dans les détails. Il s'agit, sans doute, au plus, d'établir de grandes orientations, une « loi-cadre ».

Celle-ci pourrait emprunter certaines des grandes lignes au projet de décentralisation de l'Office, mis au point par M. Marceau Long, à la demande de l'ancien gouverneur M. Marceau Long fait d'ailleurs partie du groupe

d'experts réuni par le premier ministre pour la rédaction du nouveau projet de loi.

Le plan de Marceau Long envisageait la création de six établissements publics jouissant d'une large autonomie, mais gravitant autour d'un office central.

Ce nouveau plan devait être supprimé, les rapports entre les sept futurs établissements autonomes seront différents de ceux qu'avait imaginés le « plan Long ». Cependant, les pro-

blèmes que posera la production des émissions de télévision, par exemple, n'échapperont sans doute pas à l'approche réglementaire qu'en avait faite l'actuel P.-D. G. de l'O.R.T.F.

C'est ainsi que le gouvernement semble avoir retenu le clivage entre « production lourde » et « production légère », ainsi que la notion de cahier des charges. Etant en mesure de réviser aujourd'hui l'esprit de cette partie du projet de M. Long, nous venons cette pièce au dossier. — C. D.

I. — Cahiers des charges

La concurrence entre les chaînes n'était pas inscrite dans le plan de décentralisation de M. Marceau Long. Redoutant une guerre des directeurs le président-directeur général avait décidé de garantir l'harmonie des programmes par l'établissement d'un ensemble de cahiers des charges.

Chaque cahier des charges devait être rédigé en commun par l'établissement central et chaque établissement de chaîne. Il constituait, en quelque sorte, la charte de l'Office, une charte non pas octroyée mais discutée entre personnes appartenant à une même maison. Son caractère pluri-annuel devait marquer la continuité de l'action de l'Office et tenir compte des délais très longs nécessaires à la réalisation des émissions de télévision. Ce document ne se limitait pas à la définition d'objectifs vagues du style : telle chaîne sera plutôt éducative, telle autre insistera plus sur la réflexion, mais définissait des orientations assez précises pour guider les établissements dans la construction de leur

grille des programmes des années à venir.

Chaque cahier des charges entraînait l'attribution des moyens financiers et peut-être même techniques correspondant aux objectifs qu'il définissait. Les directeurs de chaîne devaient rendre compte de son exécution devant les conseils d'administration des établissements de chaînes et devant les instances centrales de l'O.R.T.F.

M. Long voulait éviter que les directeurs de chaîne aient l'œil fixé sur les sondages. Ils devaient être jugés, bien sûr, sur le succès de leurs émissions, mais dans le cadre des objectifs qui leur étaient assignés.

Le P.-D. G. disposait, en outre, d'une provision financière destinée à soutenir l'engagement de certaines opérations coûteuses ou d'une nature aléatoire, malgré leur intérêt culturel. C'est ainsi qu'il avait déjà, au sein de l'Office, adopté de l'ouvrage d'Albert Olivier, a pu être mis en chantier, bien que son budget dépasse les normes.

II. — Répartition des moyens

Le projet de M. Marceau Long définissait les critères de répartition des moyens de production entre les chaînes et les studios des Buttes-Chaumont. Il précisait, en particulier, les termes « production légère », « production lourde ».

Les émissions dramatiques et certaines productions de prestige nécessitent des moyens lourds, coûteux — grands studios, vidéo mobile, — et leur répartition entre les chaînes semblait aléatoire : les variations de la programmation risquaient de les

rendre, tantôt insuffisants, tantôt sous-employés. Le projet Long maintenait donc l'unité des Buttes-Chaumont, mais — comme le « plan Chirac » — il répartissait entre les chaînes les moyens nécessaires à la production et à la fabrication des émissions légères.

Étaient placées dans la catégorie « production légère », les émissions liées à l'actualité ou de réalisation relativement rapide et simple, c'est-à-dire, l'information et les magazines, les débats, les émissions littéraires, des

variétés du type « Méditerranée », les jeux, un certain nombre de documentaires.

La « production lourde » recouvrait les émissions qui, soit dans le domaine de la fiction (dramatiques et séries de prestige), soit dans le domaine culturel (certains documentaires, certaines émissions musicales), soit dans le domaine du divertissement (grandes émissions de variétés, grandes retransmissions), nécessitent une préparation de longue haleine et la mise en œuvre de collaborations diverses.

Dans l'esprit du projet, cette distinction devait être avant tout empirique et révisable en fonction de l'expérience. En effet, il y a de la production lourde, rapide et bon marché, et de la production légère, lente et coûteuse. Chaque émission étant un cas particulier en soi.

En revanche, M. Long attachait une grande importance aux nouveaux types de rapports qui devraient s'établir entre les chaînes et l'établissement de production. Toute émission relevant de la production lourde devait faire l'objet d'une commande passée par la chaîne à l'établissement de production. Cette commande était un document contractuel comme il en existe dans le secteur privé sur la base des rapports clients-fournisseurs : elle devait être extrêmement détaillée et comporter toutes les précisions nécessaires concernant le texte, son adaptation, le découpage technique, le choix des acteurs et du réalisateur ainsi que le prix. En outre, les commandes étaient passées à un prix définitif, les aides de réalisation pesant sur l'établissement de production, sauf, bien entendu, exigence nouvelle de la chaîne contraire au devis. Pour être acceptée par la chaîne, le produit final devait être conforme aux spécifications initiales.

Le système devait comporter des souplesses et des garde-fous : le premier de ces garde-fous était une fourchette de production lourde devant être respectée par les chaînes afin d'assurer le plein emploi des Buttes-Chaumont.

Les souplesses pouvaient jouer dans les deux sens : d'une part, l'établissement de production n'était pas un simple fournisseur pour les commandes qu'on lui passait, il était réalisateur et producteur. De plus, rien n'interdisait au responsable de l'établissement de production, et notamment aux sections de production, de susciter des projets et de les proposer aux chaînes.

A l'inverse, les chaînes pou-

vaient demander à l'établissement de production de mettre à leur disposition, c'est-à-dire de leur louer, les moyens nécessaires à la réalisation d'émissions lourdes qu'elles produiraient et réaliseraient. Cette possibilité de mise à disposition devait jouer dans des cas très particuliers où un directeur de chaîne décide de lancer une production à laquelle il est personnellement très attaché en raison de son caractère inhabituel. Cette procédure devait s'appliquer donc à des prototypes, à des coups d'essai.

Enfin, les chaînes, dans certaines limites, avaient la possibilité de passer des commandes à l'extérieur de l'Office.

III. — Relations « client » - « fournisseur »

Les procédures qui régissent les rapports de l'établissement public de production et des établissements publics de chaîne devaient correspondre à des relations du type « client à fournisseur », donc des relations contractuelles. Toute commande d'émission devait faire l'objet d'un contrat de commande passé par la chaîne à l'établissement de production.

Ce « contrat de commande », beaucoup plus détaillé que la simple « commande d'étude de production » en vigueur actuellement, devait, avant d'être signé, avoir été précédé d'une étude approfondie afin que ce contrat soit, sous tous ses aspects, artistique, technique, financier, complet et précis.

Les principales caractéristiques de l'émission, choix du sujet ou du texte, choix du support, durée, « antenne », précision, choix du réalisateur, choix des principaux interprètes, indications sur les principaux lieux de tournage et les

éventuels déplacements importants, devaient figurer dans ce contrat, ainsi bien entendu que l'enveloppe financière globale et la date de livraison de la production terminée.

D'autre part, l'adaptation du texte choisi conditionnant le choix du support (vidéo, vidéo mobile ou film), celui-ci devait faire partie des données du contrat. De même, les principaux lieux de tournage, l'importance des déplacements, le nombre de rôles et leur importance.

À partir de ce contrat, l'établissement de production assumait véritablement ses responsabilités de producteur, en particulier vis-à-vis de l'ensemble des professionnels de création artistique. En effet, à partir du moment où le contrat était signé, réalisateur, producteur, chef décorateur, directeur de la photo, ne connaissaient que l'établissement de production et n'avaient pas, comme à l'heure actuelle, à s'adresser tantôt à la direction de la chaîne, tantôt à la direction de la production, pour présenter telle ou telle demande en cours de production.

Avant de prendre livraison d'une émission, la chaîne devait la visionner. Les « conflits » mineurs — durée de l'émission, durée d'une séquence, contenu de telle ou telle séquence — étaient considérés comme des retouches (reprise éventuelle de la fabrication d'une séquence) et restaient à la charge de la production.

En cas de conflit beaucoup plus grave sur l'intégrité de l'œuvre produite — si au départ la chaîne a accepté l'adaptation écrite, si elle a donné son accord au choix d'un réalisateur — production et chaîne devaient demander l'arbitrage du président-directeur général.

En ce qui concerne les conflits relatifs au coût financier final d'une production, comme il est d'usage dans l'industrie cinématographique, le coût figurant au contrat passé entre la chaîne et la production comprenait une provision pour risques, pour aléas divers intervenant en cours de production : incidents techniques, imprévus, accidents de comédiens, retards dans le travail du réalisateur, pertes et dégâts.

La provision étant alors plus poussée, ces aléas devaient être moins nombreux qu'actuellement. Mais le prix fixé au départ était celui facturé à la chaîne. Les dépassements éventuels au-delà de ce prix, et donc au-delà de la provision pour risques, restaient à la charge de la production.

Pour son usage interne, la production continuait d'utiliser le système actuel des devis de réalisation et de la facturation interne des prestations intervenant dans la production : elle connaissait donc, en principe, le prix de revient exact des productions effectuées et les marges positives ou négatives qui existaient par rapport aux prix fixés dans les contrats avec les chaînes. C'est sa responsabilité de gestion qui, globalement, était engagée pour que, dans le cadre d'un budget annuel donné, elle produise les objectifs fixés. Mais l'engagement d'une commande à un prix ferme devait simplifier considérablement la gestion globale du budget des chaînes.

« Mozik » et « Super-Club »

Les raisins de la concurrence entre les postes périphériques

Au temps de la guerre des radios, « Salut les copains » et ses imitations avaient créé un genre : la radio gaudet pour ado-lescents. Les moments de nuit 1968, et la prise de parole de ce public inondé de « yé-yé » et de fausses idées, avaient un instant tout changé. Les postes péri-

phériques avaient changé de « cible ». Mais les impératifs de la concurrence — un mot à la mode en ce moment — les ont conduits à reprendre les idées reçues. Les auditeurs « consommateurs » d'aujourd'hui ont de douze à seize ans. De nouveaux changements économiques sont à attendre.

Il est 16 h. 30. Jean-Loup Lafont prend l'antenne d'Europe 1 jusqu'à 18 heures pour animer « Mozik » comme tous les jours depuis le 5 octobre 1972. A 17 h. 30, Sam Bernett lance le « Super-Club » sur R.T.L. L'émission aura un an en septembre. « Mozik » et « Super-Club », tous les après-midi en direct, du lundi au vendredi : deux émissions concurrentes qui s'adressent aux jeunes et qui « marchent bien ». De la musique, des jeux, un code, un langage, des interviews express de vedettes du show business. Et toujours les mêmes retrans, ceux des tubes qui se vendent, qui « marchent bien ». Soixante minutes de musique, douze minutes par heure de publicité, des flashes d'information, et un seul objectif : conquérir un public — un marché — malgré son auditoire.

Ménée à un rythme effréné et effrayant, « Mozik » et « Super-Club » n'utilisent pas les mêmes moyens pour capter l'attention. Chacun a son style et son langage. Chacun a son annonceur publicitaire. « Taille est la règle du jeu. Deux styles, et deux profils d'animateurs. Jean-Loup Lafont, énergique, efficace, joue avec les minutes, les secondes, présente « Mozik Parade », dix disques sélectionnés, fait quelques plaisanteries pour se faire plaisir, compose sept minutes de texte, interroge une vedette ou une future vedette, en trace un portrait-robot. Top, le chrono est parti. « Bonjour, tu vas bien. Dis-moi, quel est ton lieu de naissance, tes allergies, ta ville de vacances, la fleur que tu aimes le mieux... » Stop. On enchaine, on passe un autre disque, on oublie celui qui vient de parler. Jean-Loup Lafont, lui, n'oublie pas ses auditeurs, « ses chéris », il tutoie tout le monde,

tout le monde s'aime, et tout le monde aime « la mozik ». Quoi de mieux ? La cadence, le tempo coupé, haché, organisé, le verbatim. Et puis, il y a un code qui lie les « mozik », des mots spéciaux comme le « facteur », cela veut dire que le vous apporte des nouvelles. On fait des économies de temps, toujours le temps l'émission d'Europe 1, libérale, permissive, respire « la grande vie » facile. Les jeunes sont des adultes, mais on ne leur parle pas de la même façon. On les manipule, on leur fait miroiter le luxe, l'esbroufe. Jean-Loup Lafont aime la musique, l'originalité. Il vend de l'amour et de l'imagination, mais il ne les suscite pas.

La « Super-Club » est, moins ambitieux, d'abord parce qu'il est un club gratuit, qui regroupe cent mille membres. Une « grande famille », si on veut. Sam Bernett est très paternel et quitta rarement le domaine du « connu » : Sheila, Claude François, Johnny Hallyday, Frédéric François. On les entend sans cesse, le public les réclame. Les disques se vendent. Le marché établi implicitement entre les jeunes auditeurs et les agents de promotion du show business n'est pas rompu. On a quelques avantages en adhérant au « Super-Club », réductions sur le prix des places pour certains concerts, sur des électrophones, on peut assister aux avant-premières des vedettes, présider (programme qui était diffusé jusqu'au 12 juillet). Le « Super-Club » fait des cadeaux. Ils entretiennent l'amitié. « Si tu m'entends lebellet, dit Sam Bernett, tu me téléphonas tout de suite, il y a un vélomoteur tout neuf qui t'attend... j'espère que tu es contente parce qu'un vélomoteur qui arrive comme ça... » On joue pendant l'émission. Il y a le Kid Koz (il s'agit de reconnaître la voix d'un

chanteur), le télégramme, la « transisteur partie » (quatre équipes de cinq personnes jouent trois nouveautés, et les animateurs reçoivent environ cinquante nouveautés par jour), le jeu du pick-up (on donne une définition d'une chanson et de son interprète. Par exemple, « cinq stars pour une étoile, le titre est dans la question à condition de le doubler »). Toutes les réponses sont transmises par téléphone. Chaque jeu dure entre trente secondes et douze minutes. Là aussi, le temps conditionne l'organisation de l'émission, mais on le sent moins. Là aussi, un code, qui ne permet pas de jouer et écoute en amateur et on ne lit pas régulièrement les revues *Poplism*, *Salut les copains*, *Mademoiselle Age tendre*, *Tendre*.

Un univers clos, une « micro-culture », destinée à des jeunes qui achètent. Une excellente cible pour les stations périphériques — véritables entreprises commerciales — pour l'avenir assuré des maisons de disques et pour leurs instruments, les vedettes. L'important est d'être écouté pour faire vendre, pour provoquer la demande. Les jeunes veulent entendre les disques qu'ils ont achetés : en contrepartie, on leur en impose d'autres qu'ils achèteront aussitôt après les avoir écoutés dix ou vingt fois.

On manipule un certain public en lui donnant un semblant de distraction — on parle d'amour de la musique — on mettraque et on vise juste. On diffuse une publicité (revues, produits de beauté...) destinée au même public. Enfin, on invente un langage et on satisfait l'auditoire. La boucle est bouclée. « Mozik » est en tournée. « Super-Club » adopte un rythme de vacances. Rendez-vous à la rentrée.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

Du théâtre à l'écran

L'adieu de J.-P. Bisson aux zonards

A Sarcelles-sur-Mer habitent des garçons et des filles qui sont jeunes, qui voudraient échapper à l'ennui glissant des murs gris, qui voudraient pouvoir s'élever.

Sarcelles-sur-Mer, de Jean-Pierre Bisson, a été créé en 1973 à la Maison des jeunes de Nanterre. C'était le premier spectacle de « Printemps des créateurs » organisé par Pierre Laville, alors directeur, avec Pierre Debauche, du Théâtre des Amandiers. Ce fut un succès, un triomphe, un événement, dont on se souvient, vivant, gai, qui avait été romantique et l'osait avec excès. Jean-Pierre Bisson sortait de la clandestinité des petites salles marginales, des productions entre copains au pourcentage des recettes, au lieu d'être, en fait,

Sarcelles-sur-Mer est l'adieu de Jean-Pierre Bisson aux zonards, aux « loulous », ces « aristocrates de la violence », qu'il a tant aimés montrer de Matin rouge, sa première pièce (1968), à Lorenzo (1972) ou, à Agnès, Désormais, entre ses rêves et lui, il n'a besoin de personne. Un nom, parfois : Strindberg, lorsqu'il « adapte » *Mademoiselle Julie* (Théâtre des Amandiers, cette année) pour raconter le cercle vicieux de ses tyrannies amoureuses : Parvise, Césaire 50, qu'il crée au théâtre des Carmes, à Agnès, histoire de sa fascination pour Césaire Pavese, mort en 1950. Et lorsqu'il en parle :

« Manque d'engagement, incompatibilité entre son art, sa révolte, révolte perpétuelle, son acuité de créateur, face aux exigences concrètes d'un vrai militant. Ses amours nombreuses prennent souvent le nom de passion... Vision désespérée, cruelle et romantique, qui le relie au grand mal de vivre de certains romantiques du dix-neuvième siècle, à la parole de lui, tel qu'il se montre, seul face à ses créateurs, dans Sarcelles-sur-Mer. »

COLETTE GODARD.

★ Trézième chaîne. Samedi 20 juillet, 22 h. 30.

RADIO-TELEVISION

Samedi 13 juillet

CHAINE I

20 h. 30 **Dramatique** : « Un bourgeois de Paris », de J.-L. Rancoroni. Réal. A. Boudet. Avec M. Etcheverry, G. Berner.
Après la bataille de Poitiers (1356), le fils de Jean le Bon, le duc de Berry, Charles, l'opposé à Étienne Marcel, prend des marchands de Paris. Une réflexion sur le cheminement intérieur des passions.
Émission diffusée en juin 1969 sur la première chaîne.

22 h. 25 **Portrait** : Robert Nathan Wilson : « Un humaniste à l'ère atomique ? ». de D. Poul et A. Vogler.
Robert Nathan Wilson est l'inventeur d'un accélérateur de particules de 7 kilomètres de circonférence.

CHAINE II (couleur)

20 h. 35 **Jeux sans frontières** : Belgique.

21 h. 50 **Feuilleton** : Le comte Yoster a bien l'honneur. Le Jeu de la mort. Réal. J. Herms. Avec L. Amman, W. Volz, B. Romand.
Un reportage photographique permet de reconstituer son hold-up.

22 h. 40 **Jazz**.

CHAINE III (couleur)

19 h. 55 **Reportage** : Le 158^e régiment d'infanterie alpine.
20 h. 30 **Théâtre** : « Mangerot-II », de V. Hugo. Mise en scène de M. Franceschi. Avec N. Raymond, O. Hussenot, G. Moigne.
Comédie de Victor Hugo écrite en 1887 et publiée en 1898 avec d'autres œuvres sous le titre de « Théâtre en liberté ». Cette pièce fut créée à la fin du XIX^e siècle et montée en 1973 au Festival du Marais.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30 **Tout l'honneur du monde**, de J. Chouquet.
20 h. 30 « La Folie », de D. Chaillet, avec Dardas, S. Jany, M. Barthelemy, J. Calvayrac, J.-P. Clère (réal. A. Dore).
22 h. 15 **Étranger**, mon ami : Siestrup, Land, 22 h. 30, Carthage : « Comédie baroque le récit », de V. Halin et « Phébus », au théâtre Essalon.
23 h. 15 **Echos et nouvelles** (1), par M. Planche.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 55, **Magazine musical** : 18 h. 30 (S.), **Réclat de piano** : Marie Litauer : « Six variations » (Bach), « Suite, pour 14 » (Bach), « Toccata » (Schubert) ; 19 h. 5, **Jazz**, « Il vous plaît » ; 20 h. 55, **La tour du monde des auditeurs** : « Chansons méditerranéennes » (Ra-

vel), « Pour l'été » (Gris), « Le Roi Christophe II » (Sibyllus), « Valse triste » (Sibyllus) ; 21 h. 20 (S.), **Orchestre national de R.O.F.**, dir. S. Calvayrac, avec M. Arnerich, pianiste : « Alborada del gracioso » (Ravel) ; « Concerto en mineur, pour piano et orchestre », opus 54 (Schumann) ; « Roméo et Juliette » (Prokofiev) ; 23 h. 15, **Musique moderne** : 24 h. 55, **La musique française au vingtième siècle**, en compagnie de Francis Poulenc ; 1 h. 30 (S.), **Sérénades**.

FRANCE-INTER

20 h. 15, **La tribune de l'histoire**. **Inter-Variétés** : 19 h. 30, **Le petit conservatoire de la chanson** : 20 h. 10, **Inter-télévision** : 20 h. 25, **L'opéra** ; 21 h. 20, **Le grenier de Montmartre** ; 21 h. 45, **Théâtre de nuit** : « La

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER : 6 h. 50, 7 h. 55, 11 h. 55, 19 h. 55 (à 9 h., 16 h. 5 et 19 h. 55 : météo marine).
FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 45, 19 h. 50 (à 9 h. 5 le dimanche), 23 h. 25.
TELEVISION (première chaîne) : 19 h. 45 (sauf le dimanche) ; deuxième chaîne, 19 h. 57 : troisième chaîne : en fin de soirée.

Dimanche 14 juillet

CHAINE I

9 h. **Tous en forme**.
9 h. 30 **Défilé du 14 juillet**.
12 h. **La séquence du spectateur**.

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie et la constipation

12 h. 30 **Jeu** : Réponse à tout.
13 h. 20 **Variétés** : L'inconnu du dimanche.
14 h. 45 **Jeu** : Le dernier des cinq.
15 h. 30 **Police** : de Ch. Chaplin.
16 h. 50 **Sports et variétés** : Le sport au stade.
18 h. 50 **Film** : « Les Bonnes Causes », de J. Marais, Bourvil, S. Selman.
Lapardère, vaillant chevalier, sauve la fille de Philippe de Nevers, assassiné par son cousin, et la rend, avec son plus sûr, à sa mère, après être entré en lutte, sous un déguisement, avec le traître, l'illustration « épique » du roman de Paul Féval.
18 h. 40 **Magazine** : La France déguisée, de M. Péricard et L. Bériot.
19 h. 10 **Les musiciens du soir**, de S. Kaufman.
19 h. 45 **Film** : « Les Bonnes Causes », de J. Marais, Bourvil, S. Selman.
Lapardère, vaillant chevalier, sauve la fille de Philippe de Nevers, assassiné par son cousin, et la rend, avec son plus sûr, à sa mère, après être entré en lutte, sous un déguisement, avec le traître, l'illustration « épique » du roman de Paul Féval.
20 h. 45 **Documentaire** : On nait à Cracovie, pas ailleurs, de F. Chatel.

CHAINE II (couleur)

9 h. 30 **Défilé du 14 juillet**.
13 h. **Orch. philharmonique de l'O.R.T.F.**, dirigé par J. Pritchard.
« Le Châlier à la rose », première suite (Richard Strauss).
13 h. 25 **Documentaire** : On nait à Cracovie, pas ailleurs, de F. Chatel.

14 h. 55 **Film** : « La Grande évasion », de J.-B. Clark (1965). Avec P. Cardy et G. Stockwell.
Un petit garçon appartenant à une famille d'émigrants de moutons du Nouveau-Mexique doit faire ses preuves pour devenir berger.
16 h. 25 **Avec la participation de M. Maurice Druon**, ancien ministre.
16 h. 55 **Jeu** : Fennelon.
17 h. 30 **Téléports**.

VISITEZ LE MONDE DES ANIMAUX SAUVAGES AU PARC DE ST-VRAIN
à 38 km de Paris (Autoroute du Sud, sortie Evry).
Et découvrez sa savane africaine, son parc botanique, son safari bateau.
ouvert tous les jours **TEL. 492-10-80**

19 h. 30 **Documentaire** : Les animaux du monde, de F. de La Grange. « La Camargue ».
20 h. 35 **Opérette** : « La Fille de Mme Angot », de Clairville, Straudin et Koning. Musique de Ch. Lecocq. Réal. R. Kahane.
22 h. 25 **Seigneur de la guerre**, de F. Schaffner.

CHAINE III (couleur)

19 h. 40 **Tour de France**.
20 h. 10 **Variétés** : Montand de mon temps, de J.-C. Averty.
21 h. 10 **Nouvelles**, de S. Maugham. « La Femme de lettres ».

Le projet de réforme est soumis au président de la République

Dans la presse

LA DERNIÈRE PROVOCATION DE MCLUHAN

Qu'ils l'approuvent ou qu'ils la dénoncent, il n'est guère de commentateurs qui ne voient dans la prochaine réforme de l'O.R.T.F. un premier pas vers la privatisation de la radio-télévision. Dominique de Montvallon considère, par exemple, dans **LE POINT**, que les sept établissements indépendants seront autant de « lites pour le privé ».

Claude Gault confirme dans **TEMOIGNAGE CHRETIEN-HEBDO-TC** : « La publicité officielle et surtout clandestine va s'introduire partout, imaginer la bonne affaire, pour une société de production privée, qu'un reportage sur la côte d'Azur (financé par les promoteurs immobiliers, une revue de la mode « offerte » par les grands couturiers ou une émission littéraire supportée par les éditeurs. Les sociétés privées paieront sur tous les tableaux. Qui s'opposera à cette grande braderie ? »

Celle-ci paraît indiscutable dans le régime actuel à **LUTTE OUVRIÈRE** (trotskiste), dont l'éditorialiste écrit sous le titre « Du monopole de la télévision à la télévision des monopoles » : « On nous présente la gestion par l'Etat et la gestion par des capitalistes privés comme deux choses antagonistes. Mais en réalité, parce que l'Etat, dans cette société, représente les intérêts des capitalistes privés, elles ne sont pas antagonistes, mais complémentaires. »

En vérité, explique Roger Dossé dans **POLITIQUE-HEBDO**, « il s'agit en l'espèce de l'application à un domaine particulier d'une tendance générale : remettre au secteur privé ce qui est rentable dans le secteur public : P.T.T., autoroutes... On laisse l'Etat assumer les dépenses de l'infrastructure, et on s'empare ensuite de ce qui appartient à la nation pour en tirer le profit maximum ».

Liliane Ernout craint, dans **FRANCE CATHOLIQUE**, que tout ne soit soumis aux règles de la rentabilité. « La télévision, demande-t-elle, ne va-t-elle pas ainsi perdre sa mission éducative, culturelle, son rayonnement bref, tout ce qui fait la raison d'être d'un organisme d'Etat au service d'un grand pays ? »

Pour Patrice Drouin, Marie-Louise Antou et Marie-Paule Virard dans **ENTREPRISE**, « le cœur du problème n'est pas là : il concerne beaucoup plus la répartition des investissements publicitaires entre les différents médias. (...) En cas de privatisation d'une chaîne de télé-

vision, la publicité qui permettrait à cette chaîne de vivre serait retranchée des investissements publicitaires, qui se porteraient généralement vers la presse écrite ou la radio. Proposant ainsi le départ d'un grand nombre de journaux et hebdomadaires. (...) Les cinquante-deux millions de Français ont intérêt à ce que Gutenberg reçoive toujours le parade aux provocations de Mac Luhan. Le monopole de leur liberté en dépend ».

Si pour Pierre Pujol, dans **ASPECTS DE LA FRANCE**, la « remise en ordre » de l'O.R.T.F. est une des rares initiatives heureuses d'un gouvernement qui ne songe qu'à « flatter la gauche », pour Hervé Chabalier, dans **LE NOUVEAU COURRIER**, la réforme témoigne d'une « franchise hypocrite » en préparant le passage au privé « tout en prétendant garder le monopole ». Surtout, « personne ne croit que cette réforme apportera une libéralisation si souvent souhaitée. Le gouvernement nomme le P.-D.G. Les P.-D.G. choisissent leurs personnels, qu'ils peuvent mieux contrôler car l'entreprise est moins grande. Les mafias politiques de l'Etat et la gestion par des capitalistes privés exercent sur la radio et la télévision, depuis plus de quinze ans ».

Jacques Brière estime, dans **FRANCE NOUVELLE**, hebdomadaire central du P.C., que cet aspect politique est plus important que l'aspect économique.

Il est vrai que demeurent « beaucoup d'ombres », comme le souligne Jacques Ferrier dans **L'EXPRESSION** : « Pourra-t-on éviter le licenciement d'une partie du personnel jugé pléthorique depuis toujours ? Qu'adviendra-t-il du statut ? Que va devenir le patrimoine immobilier de l'O.R.T.F. ? Que fera-t-on des stocks ? Autant de questions dont les réponses pourraient provoquer la colère des syndicats. Voire la grève. »

De fait, indique Claire Muret dans **VALEURS ACTUELLES**, les syndicats ont tout lieu d'être inquiets.

« L'O.R.T.F. », explique-t-elle, « était en fait le régime de trois pouvoirs : celui des polytechniciens et ingénieurs des P.T.T. qui furent à l'origine de la télévision en France, qui la considéraient comme leur enfant et tiennent le monopole d'Etat pour un dogme intangible ; celui des producteurs et des réalisateurs ; celui des syn-

dicats (...) La réorganisation pourrait bien contribuer à démanteler la « bastille syndicale » érigée sur les seize mille agents de l'Office (dont six cents cadres et deux cents journalistes) du fait de sa centralisation. »

Jean-Paul Liégeois n'hésite pas à parler, dans **L'UNITÉ**, hebdomadaire du P.S., de « complicité ». « L'éclatement de l'Office en sept établissements, prévoit-il, va enlever à la fois du service public, le fait du service public. Entre les nouveaux établissements, ce sera la guerre. La loi de la jungle. Chaque établissement ayant ses ressources dans aucune communauté de trésorerie avec les autres, c'en est fini de la solidarité. C'est ce que voulait Valéry Giscard d'Estaing : pour lui, les questions de service public d'entreprise séparées sous-entendent la cassure de l'unité syndicale. Son projet y parvient complètement. (...) L'Office nouvelle est une véritable révolution culturelle ».

Pour **LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE** (royaliste), il en résulte que « la question centrale n'est pas posée » : Paul Maissonblanc voit en effet dans la non-privatisation de la radio-télévision une « véritable révolution culturelle ».

« La solution originale, dit-il, aurait consisté à « casser » les programmes nationaux et à mettre à l'étude des projets de télévision par câble gérés à l'échelle régionale, voire de la commune ou du quartier (ce sera demain techniquement possible) par les usagers. Ainsi ceux-ci, de spectateurs seraient redevenus participants. L'Office nouvelle pourrait être un élément de reconstruction d'une culture locale, de revitalisation de cellules sociales actuellement somnolentes. »

Mais du même coup elle cesserait d'être véhicule d'une idéologie sous-jacente, celle de la société productiviste, la source de la destruction de la société du spectacle. »

Non, le « nouveau style » n'est certainement pas compatible avec le refus de la représentation !

T. F.

Les réserves syndicales

Les experts du gouvernement, MM. André Rosal, Marcel Long, Yves Cannac et Jacques Friedmann, ont soumis, ce samedi, à l'arbitrage du président de la République, le projet de loi

Une délégation de la confédération des journalistes, conduite par M. André Bergeron, secrétaire général, a été reçue vendredi 13 juillet par M. André Rosal, porte-parole du gouvernement, et lui a fait part de ses inquiétudes au sujet de la réforme de l'O.R.T.F.

Selon la délégation, M. Rosal aurait renouvelé les engagements pris par le respect du monopole et le maintien du service public. D'autre part, le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre aurait promis de pratiquer la plus large concertation avec les organisations professionnelles représentatives au moment de l'élaboration des textes d'application de la loi.

Toutefois, le Syndicat national de radiotélévision (S.N.R.T.), présidé de proposer aux autres organisations syndicales de l'O.R.T.F. « une action de manifestation et de protestation », a offert une réception de quarante-huit heures « avant que des décisions irréversibles soient prises concernant l'Office ».

De la semaine prochaine, le S.N.R.T. (C.G.T.) organise des assemblées générales dans les centres O.R.T.F. de Paris et de province, afin de consulter le personnel sur l'engagement d'une action pour le non-démantèlement de l'Office et pour le maintien de l'intégrité des services.

Une grève des comédiens ? Le Syndicat français des artistes interprètes (C.G.T.) déclare, quant à lui, qu'il « appellera tous les artistes à la grève, à la grève avant et pendant la période où le Parlement devra décider du sort de la radiotélévision nationale ».

Télé-Liberté (Association des auteurs et téléspectateurs) estime « indispensable, comme le réclame la gauche unie, que le projet de réforme fasse l'objet d'un grand débat démocratique où l'opinion pourra être exposée au pays les motifs de leur accord ou désaccord ».

Au cas où le débat à l'Assemblée ne serait pas reporté, Télé-Liberté déclare qu'elle « exprimera ses réserves à l'Assemblée et qu'elle continuera à mener ». Enfin, l'intersyndicale O.R.T.F. de la région d'Alsace a envoyé,

sur la réorganisation de la radiotélévision. Cependant, malgré les assurances données par le porte-parole du gouvernement, le projet est mal accueilli dans les milieux syndicaux.

Le service de la radiotélévision, « garantie du monopole », « Les agents du service de la radiotélévision, déclare l'intersyndicale, ne se laisseront pas enterrer, ni même brader sans réaction. »

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la neuvième session de la grande commission soviéto-française, M. V. A. Kiriline, vice-président du conseil des ministres, a offert une réception vendredi 12 juillet.

Naissances

— Le docteur en Médecine Léon Bouffier est le père d'une petite-fille, née le 11 juillet 1974, chez leurs enfants, Dominique et Dominique Henry, Paris, le 4 juillet 1974.

Mariages

— Eliane Juillard et Michèle Barret ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 11 juillet 1974, Chateau des Vireux, Cavaillan-sur-Mer.

Une grève des comédiens ?

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Michèle Martin, pharmacienne, avec M. Rémy Souteyrand, ingénieur des Arts et Manufactures, célébré dans l'intimité le 8 juillet 1974 à Saint-Mandé, 94, avenue de l'Armée-Royale, Cavaillan.

Nécrologie

— Mme Raymond Leonard, née Jeanne Leonard, épouse de M. Raymond Leonard, décédée le 11 juillet 1974, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet 1974, 10 h. 30, en l'église Saint-François-de-Sales (13, rue Ampère, Paris-17^e), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lavallois-Perret dans le caveau n° 3, 144, rue de Tocqueville, 75017 Paris.

— M. Jean Vuillard-David, son épouse, M. et Mme Robert Vuillard-Nogues, M. et Mme Pierre Vuillard-Gros, M. et Mme Jacques Rocard.

Ses beaux-frères et belles-sœurs, ses oncles, tantes, cousins, cousines, neveux et nièces, Gauthier, Vincent, Cotet, Vuillard-Gros, Rocard, Lorge, Ravoux, Grand-Ferré, Bourgeois.

Les familles parentes, alliées et amies, ont le douleur de faire part du décès de M. Jean VUILLARD-DAVID, membre du Groupement des graphologues-conseils de France, entre dans la nuit du dimanche 7 juillet 1974 à l'âge de quatre-vingt ans au terme d'une longue et cruelle maladie.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le mercredi 10 juillet 1974 en la basilique cathédrale de Sainte-Geneviève.

Près pour elle !

Ses vœux de condoléances, de la défunte, pas de fleurs ni de couronnes, mais des dons au centre Léon-Bard, 28, rue Sedaine à Lyon-9^e, en prélevant pour la recherche contre le cancer.

— Nos érudits, bénéficiant d'une réduction sur les entrées du « Carnet de Monde », ont prié de joindre à leur carte de lecture une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

« Indian Tonic » de SCHWEPPES. Passez un moment à Londres.

150

FRANCE-CULTURE

- 7 h. 2. Musique service : 7 h. 30. Eclats de hasard : 7 h. 45. Les coups de la connaissance : Un roi sans pouvoir : 8 h. 30. Les Vikings et leurs dieux : 8 h. 50. Université révolutionnaire : 9 h. 7. L'Amour (actualité) : 11 h. 30. Les mystères d'un jour infernal : 11 h. 45. Entrées avec Christine Arthaud : 12 h. Orchestre symphonique du R.O.R.T.V. Nord-Pas-de-Calais, dirigé par Jean-Claude Arthaud : 13 h. Symphonie n° 6 en mi bémol pour orchestre à cordes : (Beethoven)
- 13 h. 30. Les arts-écrits de France
- Création, méthode par G. Charbonnier
13 h. 15. Le concert du bibliophile
« Tristan et Isolde » (Wagner), par J.
d'Arienès et Al. Dohér : 23 h. ad. Un
mélod. des normes.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 7 h. Petites pages musicales. Mélodies
françaises : 7 h. 40. 15. Actus musicaux
disque : 8 h. 25. Incognito (un repris)
14 h. 20. 26 h. 25. 23 h. : 10 h. Inscrite-

La musique une et divisible : 16 h, 10.
Ensemble polyphonique de R.O.R.T.F.

20 h. Oraleaux, émission de R. Pillaudin, enregistrée en public : « Sente et savoir », avec Paul Miller et Guy Hocquengron, présentée par Claude R. Baltz ; 21 h. L. Les grandes avenues de la science moderne, par le professeur

● FRANCE-CULTURE

- [illegible]

● FRANCE-CULTURE

- [illegible]

● **FRANCE-INTER**

- 7 h. 2. *Musique, service* : 7 h. 50, *Musique classique* ; 8 h. 15, *Les chemins de la connaissance. Regard sur la science, par H. Roetz* ; 9 h., *Avignon* ; 11 h. 30, *Les chemins de la connaissance. Regard sur la science* ; 12 h., *Avignon* ; 12 h. 15, *Avignon* ; 12 h. 30, *Avignon* ; 12 h. 45, *Avignon* ; 12 h. 50, *Avignon* ; 12 h. 55, *Avignon* ; 13 h., *Avignon* ; 13 h. 05, *Avignon* ; 13 h. 10, *Avignon* ; 13 h. 15, *Avignon* ; 13 h. 20, *Avignon* ; 13 h. 25, *Avignon* ; 13 h. 30, *Avignon* ; 13 h. 35, *Avignon* ; 13 h. 40, *Avignon* ; 13 h. 45, *Avignon* ; 13 h. 50, *Avignon* ; 13 h. 55, *Avignon* ; 14 h., *Avignon* ; 14 h. 05, *Avignon* ; 14 h. 10, *Avignon* ; 14 h. 15, *Avignon* ; 14 h. 20, *Avignon* ; 14 h. 25, *Avignon* ; 14 h. 30, *Avignon* ; 14 h. 35, *Avignon* ; 14 h. 40, *Avignon* ; 14 h. 45, *Avignon* ; 14 h. 50, *Avignon* ; 14 h. 55, *Avignon* ; 15 h., *Avignon* ; 15 h. 05, *Avignon* ; 15 h. 10, *Avignon* ; 15 h. 15, *Avignon* ; 15 h. 20, *Avignon* ; 15 h. 25, *Avignon* ; 15 h. 30, *Avignon* ; 15 h. 35, *Avignon* ; 15 h. 40, *Avignon* ; 15 h. 45, *Avignon* ; 15 h. 50, *Avignon* ; 15 h. 55, *Avignon* ; 16 h., *Avignon* ; 16 h. 05, *Avignon* ; 16 h. 10, *Avignon* ; 16 h. 15, *Avignon* ; 16 h. 20, *Avignon* ; 16 h. 25, *Avignon* ; 16 h. 30, *Avignon* ; 16 h. 35, *Avignon* ; 16 h. 40, *Avignon* ; 16 h. 45, *Avignon* ; 16 h. 50, *Avignon* ; 16 h. 55, *Avignon* ; 17 h., *Avignon* ; 17 h. 05, *Avignon* ; 17 h. 10, *Avignon* ; 17 h. 15, *Avignon* ; 17 h. 20, *Avignon* ; 17 h. 25, *Avignon* ; 17 h. 30, *Avignon* ; 17 h. 35, *Avignon* ; 17 h. 40, *Avignon* ; 17 h. 45, *Avignon* ; 17 h. 50, *Avignon* ; 17 h. 55, *Avignon* ; 18 h., *Avignon* ; 18 h. 05, *Avignon* ; 18 h. 10, *Avignon* ; 18 h. 15, *Avignon* ; 18 h. 20, *Avignon* ; 18 h. 25, *Avignon* ; 18 h. 30, *Avignon* ; 18 h. 35, *Avignon* ; 18 h. 40, *Avignon* ; 18 h. 45, *Avignon* ; 18 h. 50, *Avignon* ; 18 h. 55, *Avignon* ; 19 h., *Avignon* ; 19 h. 05, *Avignon* ; 19 h. 10, *Avignon* ; 19 h. 15, *Avignon* ; 19 h. 20, *Avignon* ; 19 h. 25, *Avignon* ; 19 h. 30, *Avignon* ; 19 h. 35, *Avignon* ; 19 h. 40, *Avignon* ; 19 h. 45, *Avignon* ; 19 h. 50, *Avignon* ; 19 h. 55, *Avignon* ; 20 h., *Avignon* ; 20 h. 05, *Avignon* ; 20 h. 10, *Avignon* ; 20 h. 15, *Avignon* ; 20 h. 20, *Avignon* ; 20 h. 25, *Avignon* ; 20 h. 30, *Avignon* ; 20 h. 35, *Avignon* ; 20 h. 40, *Avignon* ; 20 h. 45, *Avignon* ; 20 h. 50, *Avignon* ; 20 h. 55, *Avignon* ; 21 h., *Avignon* ; 21 h. 05, *Avignon* ; 21 h. 10, *Avignon* ; 21 h. 15, *Avignon* ; 21 h. 20, *Avignon* ; 21 h. 25, *Avignon* ; 21 h. 30, *Avignon* ; 21 h. 35, *Avignon* ; 21 h. 40, *Avignon* ; 21 h. 45, *Avignon* ; 21 h. 50, *Avignon* ; 21 h. 55, *Avignon* ; 22 h., *Avignon* ; 22 h. 05, *Avignon* ; 22 h. 10, *Avignon* ; 22 h. 15, *Avignon* ; 22 h. 20, *Avignon* ; 22 h. 25, *Avignon* ; 22 h. 30, *Avignon* ; 22 h. 35, *Avignon* ; 22 h. 40, *Avignon* ; 22 h. 45, *Avignon* ; 22 h. 50, *Avignon* ; 22 h. 55, *Avignon* ; 23 h., *Avignon* ; 23 h. 05, *Avignon* ; 23 h. 10, *Avignon* ; 23 h. 15, *Avignon* ; 23 h. 20, *Avignon* ; 23 h. 25, *Avignon* ; 23 h. 30, *Avignon* ; 23 h. 35, *Avignon* ; 23 h. 40, *Avignon* ; 23 h. 45, *Avignon* ; 23 h. 50, *Avignon* ; 23 h. 55, *Avignon* ; 24 h., *Avignon* ; 24 h. 05, *Avignon* ; 24 h. 10, *Avignon* ; 24 h. 15, *Avignon* ; 24 h. 20, *Avignon* ; 24 h. 25, *Avignon* ; 24 h. 30, *Avignon* ; 24 h. 35, *Avignon* ; 24 h. 40, *Avignon* ; 24 h. 45, *Avignon* ; 24 h. 50, *Avignon* ; 24 h. 55, *Avignon* ; 25 h., *Avignon* ; 25 h. 05, *Avignon* ; 25 h. 10, *Avignon* ; 25 h. 15, *Avignon* ; 25 h. 20, *Avignon* ; 25 h. 25, *Avignon* ; 25 h. 30, *Avignon* ; 25 h. 35, *Avignon* ; 25 h. 40, *Avignon* ; 25 h. 45, *Avignon* ; 25 h. 50, *Avignon* ; 25 h. 55, *Avignon* ; 26 h., *Avignon* ; 26 h. 05, *Avignon* ; 26 h. 10, *Avignon* ; 26 h. 15, *Avignon* ; 26 h. 20, *Avignon* ; 26 h. 25, *Avignon* ; 26 h. 30, *Avignon* ; 26 h. 35, *Avignon* ; 26 h. 40, *Avignon* ; 26 h. 45, *Avignon* ; 26 h. 50, *Avignon* ; 26 h. 55, *Avignon* ; 27 h., *Avignon* ; 27 h. 05, *Avignon* ; 27 h. 10, *Avignon* ; 27 h. 15, *Avignon* ; 27 h. 20, *Avignon* ; 27 h. 25, *Avignon* ; 27 h. 30, *Avignon* ; 27 h. 35, *Avignon* ; 27 h. 40, *Avignon* ; 27 h. 45, *Avignon* ; 27 h. 50, *Avignon* ; 27 h. 55, *Avignon* ; 28 h., *Avignon* ; 28 h. 05, *Avignon* ; 28 h. 10, *Avignon* ; 28 h. 15, *Avignon* ; 28 h. 20, *Avignon* ; 28 h. 25, *Avignon* ; 28 h. 30, *Avignon* ; 28 h. 35, *Avignon* ; 28 h. 40, *Avignon* ; 28 h. 45, *Avignon* ; 28 h. 50, *Avignon* ; 28 h. 55, *Avignon* ; 29 h., *Avignon* ; 29 h. 05, *Avignon* ; 29 h. 10, *Avignon* ; 29 h. 15, *Avignon* ; 29 h. 20, *Avignon* ; 29 h. 25, *Avignon* ; 29 h. 30, *Avignon* ; 29 h. 35, *Avignon* ; 29 h. 40, *Avignon* ; 29 h. 45, *Avignon* ; 29 h. 50, *Avignon* ; 29 h. 55, *Avignon* ; 30 h., *Avignon* ; 30 h. 05, *Avignon* ; 30 h. 10, *Avignon* ; 30 h. 15, *Avignon* ; 30 h. 20, *Avignon* ; 30 h. 25, *Avignon* ; 30 h. 30, *Avignon* ; 30 h. 35, *Avignon* ; 30 h. 40, *Avignon* ; 30 h. 45, *Avignon* ; 30 h. 50, *Avignon* ; 30 h. 55, *Avignon* ; 31 h., *Avignon* ; 31 h. 05, *Avignon* ; 31 h. 10, *Avignon* ; 31 h. 15, *Avignon</*

Dimanche 21 août

TELE - LUXEMBOURG : 20 h L'éducation sentimentale; 21 h, *Marriage de Mlle Beulemans*.

TELE-MONT-CARLO : 20 h, M sorcière bien-aimée; 20 h 25, *Jeu*; 21 h 10, *Une si jolie petite plage*; 21 h 15, *Allegret*.

TELEVISION SELGE : 30 h 2 *Mauregard*; 21 h 15, *Show Tonia*; 21 h 55, *Musique militaire*.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h 25, *L'ombre des potences*, film de N. Ray; 21 h 55, *Témoignage*.

Lundi 2. Juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. *Mardi*
drin : 21 h. *La Bataille de Moscou*
film de D. Costelle.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h.
Voyage au fond des mers : 21 h.
Jeu : 21 h 10. *Les Bruns et humains*
film de J. Ferry.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. *L*
vin rouge : 21 h. 20. *Milob*. *baie*
polonaise : 21 h 35. *Les Idées claires*

TELEVISION SUISSE ROMANDE
20 h. *Malaventure* : 20 h. 20 *Jeu*
Rostand : 20 h 50. *Chapeau melon*
et *botte de cuir* : 21 h. 40. *Lettre*
d'un *bout du monde* : 21 h 10

FRANCE-INTER

- 6 h 35 Inter-Sports ;
- 7 h 15 Inter-Télé ;
- 8 h 30 Le point du jour ;
- Dominique Brumberger :
- 8 h 28 Chroniques de politique
- internationale ; Edouard Sabille
- 8 h 30 Inter-Press, par Air
- Bédouat ;
- 8 h 43 Chronique économique
- par Maurice Ray ;
- EUROPE I**
- 8 h 45 Bonjour monsieur
- maître ;
- 8 h 50 Journal de Jean-François
- Kahn ;
- 8 h 15 Bulletin économique
- Pierre Meutzel ;
- R.T.L.
- 7 h 15 Politique intérieure, p.
- Philippe Alexandre ;
- 8 h 15 L'Économie, par Roger
- Crouzet ;
- 8 h 15 L'événement du jour
- par Jean Fernelot ;
- 8 h 45 La politique internati-
- onale, par Raymond Cartier.

● DÉCENTRALISATION ●

France-Culture, Avignon. — A partir du lundi 15 juillet.

Il se passe à Avignon, en un mois, autant de choses, dans le monde des arts et du spectacle, qu'en un an ailleurs. Ceci est vrai, également, pour France-Culture qui devient, pour l'occasion, une véritable radio d'actualité de création, sous l'impulsion de Guy Frismann. Débats, retransmissions, séjours de la cité des Papes, suivent avec les initiatives de l'O.R.T.F. le Théâtre musical, le Théâtre ouvert, le cycle d'opéra. Etc.

● **DRAMATIQUE** : « La

Conciliation, ou anatomie d'un otage. » — Samedi 20 juillet, première chaîne, 20 h. 30.

Alain Boudet réalisait, en juillet 1970, Anatomie d'un lausannois. Il y faisait le portrait de Jean-Jacques Laffont, un homme arrivé à tromper les experts. La Conciliation ou anatomie d'un otage est inspirée de l'affaire Jubin, mais les deux otages sont — dans l'émission — un homme et une femme en instance de divorce, qui se trouvent par hasard au même hôtel de justice pour la réunion de conciliation. Quel sera l'attitude de ce couple brusquement réuni devant cette situation ? Quels seront la vie et les rapports entre le couple de gangsters et l'autre couple ? Alain Boudet observe.

LE MONDE
VISION

Journal de 1950

REVUE DES REVUES

par Yves Florenne

IDEES

POÉTIQUES

De la poésie avant toute chose... Elle passe et naturellement la première : pour l'impression, il suffit de ces cahiers que la saison ou le hasard ramènent, rassemblent, dont la substance comme l'apparence — beauté du format, du papier, de la page, de l'image — nous surprennent toujours, mais c'est leur existence même qui émeut.

Voici Création, créée par Marie-Jeanne Dury et qui, grâce à elle, ne cesse de croître et de se dépasser. Pour quiconque met la poésie « avant toute chose », Création est désormais au nombre des lectures : lieu de création, lieu de lecture, de rencontre, de recherche, revue de poésie et de poétique (1).

Ce cinquième recueil est plus abondant encore que le précédent (si précieusement, celui-là, par les *Stèles* inédites de Segalen) : un concert de quinze poèmes en ne comptant pas l'ouverture et l'incantation finale sur quoi se reviennent, largement représentés, ce que ne puis nommer, mais il faut aller à eux tous. Les étrangers d'abord, textes et traductions, Miguel Angel Asturias, ses *Ballades des amoureux*, son *Sonnet de l'Amor enamorado*, dont la traduction par Dominique Eluard et Jean Marais est si belle dans le texte manuscrit en fac-similé : « Y sin amor de que todo sentido... ». Et s'il n'est pas d'amour, de tout se perd le sens. » Giorgio Caproni, Waldo Rojas, Alexandre Gregorian, celui-ci Roumain mais poète français, comme Viorica. Et puis les poètes français : un poète des *Labyrinthes* transparaît d'Anne Chénais, des *Lumière* nocturnes de Paulette Goddard : une suite de Marie-Claire Bancquart qui s'attache toujours au précaire précieux, *Jolie d'argile*.

Mais il n'est pas de Création sans inédits rares. Je reviens à cela que j'avais réservé, la fin d'abord — l'ensemble important des poèmes d'Elaine Vassier, avec les *Frontières* et les *Lettrées* de Madeleine Follain-Dines — et puis le commencement : des dessins de Max Jacob : de ses poèmes, où j'apprends comme des correspondances à Chagall ; trois lettres : et une autre de Jean Follain, à joindre aux *Florets*, je ne peux pas ne pas cueillir quelque chose de ce qu'a écrit dans ces pages le frère Michel Martin, poète qui vient de l'Étranger.

— dont c'est, du moins, la première imprimée. Saluons ces matines : les cornettes se dissipent les chemises et devant moi droite comme une colonne LA JOURNÉE.

Deuxième cahier d'Argile (2), égal au premier : des poèmes de Jorge Guillén, de Rosaura Waldrop, d'Eluard, de Montale, de Bernard Noël, alternent avec des dessins de Juan Gris et de Palamelo. Mais le cahier est amarré à deux moles symétriques : deux textes de Reverdy. D'abord, des « notes sur la poésie » où revient une interrogation lancinante : « Qu'est-ce que grand poète ? » et des éléments d'une réponse inépuisable. Des notations apparemment, hors de cette poésie : « Tout ce qu'on aime fait souffrir », — qui pourraient appartenir à l'autre texte. Journal des années de guerre, où la poésie « aussi sa part » : « La poésie est tout le fruit de l'insatisfaction... ».

Ainsi, les deux textes se répondent, mais dans ces *Carnets* de 1944-1945, la douleur a une couleur précise, et elle ne s'efface pas. Le poète, l'homme simplement, souffre de tout ce qu'il voit : « Y voir clair, c'est-à-dire, la plupart du temps, considérer des choses sombres ». Et trop souvent ces choses sont des hommes. La réflexion, pourtant, appliquée à l'actuel, s'efforce de s'en détacher ; de voir au-delà, sans illusion, parfois avec une lucidité, presque une brutalité, « choquantes » : « Il n'y a qu'une chose qui rende la vie vraiment supportable et agréable, c'est le privilège... ». Lui, il ose le dire : « La guerre est la guerre, et une révolution, un règlement de comptes... ».

« L'esclavage d'autrefois rachetait et se vendait une fois pour toutes et en bloc. Aujourd'hui, on se vend en détail, on se loue, et l'enchère n'est jamais arrêtée... ».

Journal d'un poète encore, ce fragment de Paul Roux, dans la *Traverse* (3). Comme *Argile*, elle donne au poète la beauté de la page vaste, l'espace des marges : Jaurès, P.A. Jourdan, P.-A. Tâche, Roger Munier et James Vercy, contemporain de Poe, natif de Salem, la ville de la chasse aux sorcières, que présente et traduit Pierre Leyris. Des proses de Follain, qui sont d'autres poèmes. Et le dialogue de deux écritures, d'une égale transparence mystérieuse : un texte d'André Dhôtel sur, pour, ces dessins d'Elisabeth Leyris qui sont sous nos yeux.

Ce dialogue du texte et de l'image est précisément l'objet même d'une nouvelle revue, *Plurielle* (4), dont le grand format carré donne à la fois proximité et distance à ce vis-à-vis, avec de larges plages blanches où se déploient de grands corps : typographie et figures. Du moins, dans ce premier cahier : à l'érotisme secret des neuf poèmes de Marie-Claire Calmus répondent les dessins de Claudine Capdeville, hachures, lacs, plis sinués, champs de sable, vagues, rivières, empennages, tout une étrange géographie et géologie — surface et coupes profondes — du corps féminin.

Minérales encore et végétales, ces femmes de pierre, de charbon, de ramures, de chevrons-racines : les dessins de José Quirga qui précèdent, dans *Civitas* (5), les sept poèmes de Yeats traduits par P.-X. Jaurès : « Si les feuilles sont nombreuses, la racine est une... ».

Après quoi, ceux des lecteurs qui suivent le remarquable effort du *Théâtre* d'Orléans, qui ont aimé la représentation du *Cycle de Cuchulain*, dans la belle traduction d'Yves de Beyer, trouveront ici un entretien avec José Quirga et Jean Bolly, dont la collaboration fut si heureuse dans ce spectacle et dans quelques autres. J'avais saisi, comme il convenait, l'appartenance de *Civitas*, qui tient ses promesses, avec ce deuxième cahier : l'« entrée » des dessins de Louis Cordeuse et du poème de Pierre

Torrelles est d'une noire beauté. Mais tout serait à citer, à commencer par le commencement : Gérard Macé, que l'on retrouve déjà dans *Syllepses* (6), et que l'on retrouvera enfin, avec ses textes, dans son prochain livre : *Le Jardin des langues*.

Deux revues nouvelles, sur lesquelles on ne laissera point passer l'été. *Succion* (7) avait négligé de dire ce qu'elle était. Son directeur, Robert Montégut, qui pensait que le lecteur le verrait bien tout seul, pressé de préciser, s'acquiesce avec un peu d'agacement ; donc « *Succion* » a la prétention de ne pas être un objet fini de consommation littéraire, mais l'occasion d'une autre lecture qui soit création. Revue de littérature, la poésie y tient une large place ; la langue d'oc aussi. On y trouve, par exemple, des poèmes tantôt de René, tantôt de René Nelli, selon qu'ils sont écrits en français ou en occitan. Dans le numéro 2, de très singulières variations photographiques de François Séguy.

Quant à *Solaire* (8), — à cheval sur l'Occitanie et sur l'Éliopolis, son titre va de soi, — nous la connaissons déjà. Voici son second numéro — double sur beau papier toujours. Illustré cette fois sur le thème de l'oiseau : entre seize poètes, Luc Bérémont : « Les mois chauds sont couplés d'orages, sur des épaules de platanes », et André Chérid, avec un bref et dense poème, art poétique de vivre : « *Enracine la durée, Dans la fête de l'instant* ».

presque inaccessibles ». A l'image de l'amour qu'ils entretiennent. Deux, entre ces quatre, ont reçu la lumière des traducteurs, mais ils l'exaltent et la changent — Guido Guinizelli fait de la femme un ange, aussi Dante l'appellera « il padre mio » — ou l'enveloppent de voiles profonds : Guido Cavalcanti, que Dante nommait, celui-là, son *primo amico*, provoque, depuis Marseille Ficin jusqu'à aujourd'hui, à une exégèse inépuisable sur ce qu'il paraît dire et penser de la nature de l'amour.

Le cahier est scellé par un « tombeau » sans solennité, tout à l'amitié, de Jean Ballard qui fonda et dirigea pendant un demi-siècle les *Cahiers du Sud*, dont *Sud* est l'héritier (9). La partie centrale réunit huit études sur « Saint-John Perse au-delà du mythe ».

Or, datée de cette année, void *Sécheresse* : « Et la terre émaciée criait son très grand cri de terre défoncée (...) » et la terre tatonnée de rousse recouvrira ses grandes roses méconnaissables, comme de folle petite pour l'enfance de Ségambie. » Et encore : « Viens le rut, viens le brème ! et l'homme encore tout abîmé se penche sans grief sur la nuit de son cœur. » Mais détacher quelque éclat du poème le déchire et le blesse. Ce grand poème qui fait à la N.R.F. de juin une magnifique ouverture.

SOMMAIRES

Dans la dernière *Revue de Belles-Lettres* (Case 216.1211, Genève 4), des proses de Follain, Michaux, Jacotet, Tortel... Et dans la précédente, des poèmes de Marianne Moore : on y retrouve P.-A. Tâche, B. Noël, P.-A. Jourdan.

Dans *Critique* (325), une poétique de Bonnefoy, par R. Munier. *Caractères* (7, rue de l'Arbalète, 5^e) a pris l'initiative d'une enquête sur la poésie : place, rôle, fonction dans le monde d'aujourd'hui.

Poésie, revue de poche (184, boulevard Saint-Germain), publie, présentées par M.-P. Fouchet, les poètes du premier « grand écoulement Poésie 1 ». Parmi ceux-ci Lydie Claude Echaron, dont *Digitale* (8, rue E. Vigne, Orléans) donne un autre beau poème.

Dans le numéro 2 d'*Exil* (Laval, 3, rue Crébillion), une prose, un poème, de Louise de Villemorin.

Surréalisme-Surréalisme (Bulzoni, Rome ; Nizet, Paris) : au bureau du surréalisme ; le surréalisme en Italie ; des études sur Artaud et P.-Albert Blot.

COLLOQUE

SCIENCE ET JUGEMENT DE VALEUR

On parle volontiers de la « pureté » de la pensée scientifique, de son « objectivité », de son « impartialité ». La science est communément la discipline qui, par excellence, rejette — et réprovoque — le jugement de valeur, pour atteindre un jugement de « réalité », une vérité qui, elle-même, est « objective », « impartiale », « hors de l'homme et, à la limite, lui devient étrangère ».

Cette appréciation est-elle fondée ? La démarche scientifique fait-elle effectivement fi de la valeur, et n'y a-t-elle jamais recours ? C'est la question que viennent de se poser, à Versailles, des chercheurs et des philosophes, réunis sous les auspices de l'Institut collégial européen (1). Venus d'horizons aussi différents que les mathématiques et la critique littéraire, ils ont présenté des analyses qui, considérées par eux comme un premier « défrichage », ont la réputation d'un travail interdisciplinaire, peuvent cependant faire l'objet d'une synthèse.

Croire à la science est un jugement de valeur. N'est-ce pas préférer l'universel au particulier ? L'universel est plus utile à la société. L'universel est plus beau, plus « satisfaisant » que le particulier. L'attitude scientifique repose sur un jugement de valeur global que l'on ne peut nier sans nier la science. Quand Jacques Monod fait la chasse aux jugements de valeur, c'est au nom d'une « morale » qui lui paraît « supérieure ». A quel titre ?

Admettons cette évidence : la science repose sur un jugement de valeur initial. Du moins, une fois franchi le cap des prémisses, retrouve-t-elle sa pureté originelle, acquiert-elle le sens qu'un voudrait lui donner : celle d'un corps de

connaissances autonome et valable pour tous. Le jugement de valeur devient synonyme de jugement non scientifique. L'analyse des différentes disciplines montre toutefois que cette opposition n'est pas aussi fondée qu'on pourrait le croire. Le jugement de valeur n'est pas rebattu en réalité tout au long de la démarche scientifique. A cet égard, la « préférence pour l'universel » s'incarne — et se dissimule — dans une préférence pour ce qui est « intéressant ».

Tout homme de science doit, par exemple, chaque semaine, faire le choix, dans les revues qui traitent de sa spécialité, des articles qui lui paraissent « intéressants ». Intéressant signifie, dans ce cas, à la fois « nouveau » (la nouveauté aux yeux du chercheur pouvant coïncider avec la nouveauté en soi, que l'on appelle « découverte ») et « utile ». Il s'agit bien d'un jugement de valeur, de caractère subjectif et non scientifique (il peut conduire à des erreurs) et pourtant essentiel au développement de la science.

Le choix de « l'objet »

D'une manière plus générale, le chercheur distingue des « objets intéressants ». A partir de l'analyse, avant la démonstration, il fait choix son objet. Un anthropologue choisit telle tribu plutôt que telle autre, et certaines caractéristiques plutôt que d'autres. Pourquoi ? Parce qu'il faut bien choisir. Mais aussi parce qu'on attend davantage, sur le plan scientifique, de tel objet plutôt que de tel autre. Est-ce avec raison ? Il n'est pas certain que le résultat permette de le démontrer.

On pourrait, certes, objecter qu'il s'agit d'anthropologie, science bien imparfaite. Mais le mathématicien lui aussi choisit ses objets. Suit-on que les mathématiques, comme ces labyrinthes de glaces qu'on trouve dans les forêts, sont, presque dans toutes les directions, des chemins qui mènent nulle part ? Alors pourquoi, au nom de quel jugement de valeur, choisir tel objet plutôt que tel autre ?

Il ne suffit d'ailleurs pas de choisir un « bon » objet. Encore

faudrait-il trouver l'outil adéquat. On peut soumettre à l'ordinateur les résultats de ses recherches sociologiques ou cliniques et obtenir une réponse satisfaisante alors qu'une réflexion simple permettrait ensuite d'en montrer la vacuité. Comme le dit le simple présentateur de l'ethnologie dans la tribu peut suffire à troubler le champ de l'expérience — et c'est aussi vrai du physicien de l'infiniment petit.

Tous ces jugements de valeur, qui viennent à chaque instant de la démarche scientifique et qui sont nécessaires, sont placés sous le signe de l'universel. Mais la preuve qu'ils y correspondent ne peut être donnée qu'a posteriori, et parfois longtemps après (plusieurs années, voire plusieurs siècles). C'est ici que la société intervient. L'entourage du chercheur, sa formation, ses maîtres, les modes spirituels ou intellectuels de son milieu ou de son époque — ou même d'une époque passée — jouent un rôle décisif. Soit que le chercheur s'y oppose, soit qu'il y adhère.

Certains objets d'étude ne présentent « pas d'intérêt » parce qu'ils sont considérés comme mépris par la communauté des chercheurs, parce que peut-être ils n'entrent pas dans les cadres de la théorie scientifique du moment. Au contraire, d'autres objets, soit parce qu'ils sont étudiés par tout le monde, soit parce qu'ils sont des « monstres », suscitent un intérêt injustifié. Peut-on nier, d'autre part, que les convictions morales ou politiques influent, dans certains cas, sur le choix de l'objet ?

En fin de compte, la recherche scientifique est une série de jugements de valeur. La motivation fondamentale est bien la quête de l'universel, mais l'universel attendu s'étend à l'ensemble des jugements de valeur. La motivation fondamentale est bien la quête de l'universel, mais l'universel attendu s'étend à l'ensemble des jugements de valeur. La motivation fondamentale est bien la quête de l'universel, mais l'universel attendu s'étend à l'ensemble des jugements de valeur.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

(1) Dirigé par Gilbert Gadoth, Louis de Montmola, et Jacques Tardieu, les participants à ce colloque : M. Allen, Mlle Bachard, Mlle Baudouin, Gauthier, Fiala, Guez, Lichtenkroner, Perroux, Schützenberger, Serres, Starobinski.

Portrait
Dorothy Day, une grande Américaine

Il peut arriver que des hommes et des femmes admirables longtemps suspectés, déniés, et même, éliminés mais, surtout méconnus, se voient soudain, de leur vivant reconnus et célébrés. Tel est le cas de Dorothy Day.

Les deux dernières années ont successivement marqué et son soixante-quinzième anniversaire et le quarantième anniversaire de la fondation du Catholic Worker — le Travailleur catholique. De tous les horizons vinrent les louanges. Protestants, juifs, athées dirent leur admiration et leur reconnaissance. La grande presse, la *New York Times*, le *New York Post*, *Time* lui consacraient des éditoriaux vibrants.

Et les catholiques furent, enfin, à l'unisson. L'université Notre-Dame lui décerna sa plus haute récompense. Son président la remercia d'avoir consacré sa vie à « conforter les affligés et à affirmer les confortables » (comforting the afflicted and affirming the comfortable).

Qui est Dorothy Day ? (1) D'origine protestante, elle fréquenta, très jeune, les milieux intellectuels de gauche, commença à écrire des articles dans des journaux d'avant-garde et fut son premier séjour en prison à la suite d'une marche pour le vote des femmes. Déjà se développait une recherche religieuse qui s'intensifia tandis qu'elle vit en union libre avec un anarchiste athée et qu'elle connaissait un grand bonheur.

Une fille naïve, mais son idéalisme spirituel devait aboutir à une rupture définitive après plusieurs séparations douloureuses. Dorothy Day entra alors dans l'Eglise catholique. Adhésion qui entraîna un autre conflit, un autre déchirement. « J'étais plus qu'un catholique qui se convertit à l'Église », dit-elle, « j'étais une fille qui se convertissait à la foi ».

Sa conversion n'est-elle pas une trahison ? C'est alors qu'apparaît « Peter Maurin, Peter le paysan français dont l'esprit et l'idée allaient dominer et influencer le reste de ma vie ». Il avait alors cinquante ans.

Quittant jeune sa Catalogne natale, il avait parcouru la France, avait émigré au Canada et s'était fixé en 1911 aux États-Unis. Apôtre solitaire « troubadour de Dieu » comme il aimait se décrire, il menait une vie de pauvreté volontaire. Il se proclamait d'abord pacifiste, mais aussi pacifiste et anarchiste aguerri. Discours infatigable, il éditait des tracts dans une prose libre, rythmée et les distribuait dans les rues. Il voulait bâtir « une société nouvelle où il soit plus facile d'être bon ».

C'est à lui que Dorothy Day doit de voir que combattre pour la justice, la paix est dans le droit fil de l'Évangile. Dès leur première rencontre, la décision de fonder un journal était prise. Il s'appela *The Catholic Worker*. Huit à douze pages petit format, mensuel sans aucune publicité. Prix : 1 cent — le centime de 1 dollar, — 5 centimes de notre monnaie. Prix qui n'a pas changé depuis la fondation en 1932. Cela aussi est un fait américain. Tirage : soixante-dix mille exemplaires.

La création des Maisons d'hospitalité suivit aussitôt. Elles ne sont pas une « bonne œuvre ». Les membres du C.W. y vivent, partagent avec les misérables les vêtements et la nourriture qui arrivent. Être pauvre, vivre avec les pauvres parce qu'on a compris leur « éminente dignité ».

Vingt ans après son entrée dans l'Eglise, Dorothy Day écrivait : « Je n'ai jamais regretté, même un minute, d'avoir franchi le pas et d'être devenue catholique... ».

Pourtant, pendant très longtemps, sa situation et celle du mouvement furent loin d'être confortables. Leurs prises de position les laissaient isolés dans un catholicisme qui se conformait trop bien aux dogmes de la « religion américaine » et y prospérait.

Ils furent les premiers catholiques américains à se prononcer contre la parascution hitlérienne des juifs. Le combat allait se poursuivre avec une sûreté et une constance inébranlables. On peut dire que le C.W. est monté sur toutes les bonnes barricades.

Leur isolement grandit encore pendant la guerre, où leur position résolument pacifiste faisait

scandale. Point discutable, certes, et Dorothy Day en est toujours convenue sans avoir jamais cessé d'être pacifiste. Elle lutta pour la reconnaissance de ce choix par les catholiques.

Pendant la triste époque du maccarthisme, de l'« hystérie rouge », ce fut la solitude absolue. Pas un prêtre, pas une seule organisation catholique n'intervint en faveur des Rosenberg, pas un prêtre pour accompagner le rabbin et le pasteur dans une ultime démarche à la Maison Blanche. Mais Dorothy Day et les membres du C.W. se sont joints aux manifestations prétendues « communistes ».

En 1949, les fossoyeurs de New-York, misérablement rétribués, se mettaient en grève. Le trop fameux cardinal Spellman mobilisa les séminaristes pour en faire des briseurs de grève ! Dorothy Day lui envoya une lettre courte mais acérée, dont les premiers mots résument ses rapports avec la hiérarchie catholique au cours des quatre décades : « Je vous écris en fille obéissante de la Sainte Église, mais en colère ».

C'est la rectitude de la foi, solide et empreinte de sève franciscaine, jointe à une rare authenticité de vie qui permet de comprendre qu'en dépit des plus graves tensions ils ne furent jamais condamnés.

Au cours de l'été dernier, une nouvelle tombait : Dorothy Day est de nouveau en prison. A Fresno, en Californie. Les gros exploitants, avec l'appui du gouverneur, employaient tous les moyens pour détruire le syndicat des immigrants mexicains. Depuis des années, le Worker les soutenait et les aidait. Des milliers d'arrestations furent opérées et les membres des pliquets de grève emprisonnés. Dorothy Day en était.

C'était la neuvième fois de sa vie.

Elle venait d'écrire un mois avant : « Aller en prison est une œuvre spirituelle de miséricorde : valoir les prisonniers sur un pied de parfaite égalité ».

LUCIEN FRAISSE.

(1) Il existe heureusement en français un ouvrage de D. Day : « La longue Solitude », éd. Cail. Autobiographie qui s'arrête en 1950. Ne pourrait-on traduire *Love and Politics* et *On Politics*, parus depuis ?

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Création :
Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Séguy.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

SOCIÉTÉ

Trente chercheurs en quête de « l'ordre du désir »

INTELLECTUELS au langage compliqué, mais obsédés par le désir de mettre en accord théorie et pratique; contestataires en marge, mais vivant des densités de l'État; analystes critiques du pouvoir et du capital, mais responsables de la gestion d'une entreprise; chercheurs passionnés de l'utopie communautaire, mais déjà liés par une histoire et des relations qui sont autant d'obstacles pour faire le saut: la trentaine de membres du CERFI (Centre d'études, de recherches et de formations institutionnelles) ne sont pas au bout des tensions, des contradictions et des évolutions. « Les mouvements d'idées ne se produisent pas en idée, mais dans la vie intellectuelle réelle, dans un déploiement d'intensité pulsionnelle et de fantasmatisations affectives, celles qui ont jalonné les grandes phases de notre histoire », expliquent en toute clarté deux membres du centre dans un numéro de la revue *Recherches*, qui compile et diffuse les résultats des travaux du CERFI.

Précédé vers 1968 par la Fédération des groupes d'étude et de recherche institutionnelles (F.G.E.R.I.), le CERFI (créé en 1967) est né de la rencontre de jeunes hommes et femmes venus de deux courants principaux. D'une part, celui de la « psychothérapie institutionnelle », qui avait trouvé à la clinique psychiatrique de La Borde à Courcheville (Loir-et-Cher), dirigée par Jean Oury et Pierre Félix Guattari, un terrain d'expérimentation permanent. L'idée maîtresse de ce mouvement est que l'institution dans son ensemble, avec ses diverses composantes et ses relations avec l'extérieur, a globalement une action thérapeutique. Ce courant s'est renforcé de l'apport des philosophes Gilles Deleuze et Michel Foucault.

L'autre courant est représenté par d'anciens étudiants en rupture de stalinisme et de révisionisme, issus de la « gauche syndicale » de l'UNEF, exclus de l'Union des étudiants communistes.

Communauté non paupériste

Depuis plus de deux ans, à la suite d'une décision brutale, la suite d'une décision brutale, le « noyau » d'une dizaine de membres du CERFI a décidé de se donner un minimum de structure, principalement une action pour trouver, dans un ressassement, de meilleures conditions de vie et de travail en groupe, mais aussi pour « gérer » l'argent qui commençait à arriver grâce aux premiers contrats de recherche avec le ministère de l'équipement. L'objectif retenu était celui d'une « communauté non paupériste ». Le pari était double et antagoniste: l'ouverture la plus large à ceux qui voulaient, individuellement ou en groupe, se « greffer » sur le CERFI, pour barrer la route à toute sclérose technocratique; mais, en même temps, le sérieux et la permanence du groupe, dont la compétence professionnelle s'est développée au fil des mois et des

années, pour se prémunir contre l'amateurisme. Ce pari semble avoir été tenu, puisque certaines études du centre font aujourd'hui autorité, et que les contrats publics sont périodiquement renouvelés ou étendus. Une nouvelle conception de la recherche « portes ouvertes » a pris corps: les chercheurs ne travaillent pas en vase clos, leurs bureaux sont ouverts au public, mais surtout l'étude même se fait avec la participation des personnes concernées par l'enquête. Ainsi, une étude sur « la vie sociale dans les grands ensembles » a amené le groupe qui l'a conduite à renforcer un réseau de relations déjà existant à Barcelone. Il est associé au travail, y compris dans la transcription de l'étude, pour laquelle on utilisera cette fois les moyens audio-visuels (magnétophone, vidéo). Il

est le départ, les groupes de la F.G.E.R.I., ouverts à tout vent, ont permis l'échange d'expériences, la dissension d'idées nouvelles. L'organisation, en 1971, au centre d'études, avec un budget, des salariés et des contrats (1), n'a pas changé cet état d'esprit. Aujourd'hui, le CERFI fonctionne comme un conglomérat de petits groupes autonomes, autour d'« objets de travail ». Il dispose, boulevard Beaumarchais, d'un appartement spacieux, mais pratique. On y travaille, on s'y rencontre. Les divers groupes ne se retrouvent au complet (vingt-cinq à trente personnes, on ne sait pas exactement) qu'à la réunion hebdomadaire du mardi après-midi, à laquelle participent le « leader » du CERFI — bien que ses membres rejettent ce terme, certains préférant le terme de « puissance » — Félix Guattari, qui est juridiquement le président. Réunion informelle, sans ordre du jour, mais où l'information circule, où les sujets épineux — y compris les relations affectives et sexuelles à l'intérieur du groupe — sont débattus. Réunion ouverte, à laquelle n'importe qui peut assister et prendre la parole.

« Vivre au plaisir », c'est travailler à son rythme; et lorsque le travail plaie, l'émotion n'est pas économisée. « Vivre au plaisir », c'est offrir la possibilité à un individu ou à un groupe qui veut « faire quelque chose » de le tenter dans une structure suffisamment souple pour qu'il soit à la fois autonome et partie intégrante d'une communauté. « Vivre au plaisir », c'est surtout essayer de réduire la coupure entre la vie professionnelle, la vie militante et la vie « familiale » ou personnelle.

Cette philosophie n'exclut pas des tensions parfois violentes, y compris dans la rédaction collective d'une étude. C'est ainsi que l'on peut lire dans un numéro de *Recherches* que « l'écriture, comme le frot ou le sexe, précipite les rapports de forces ». Ceux-ci sont arbitrés ou dominés par la personnalité de Félix Guattari, sans lequel rien d'important ne se décide et dont le leadership repose sur la stature intellectuelle comme sur la rapports affectifs qui le lient à bien des membres. Si le CERFI a pu éviter « le phénomène de constitution de centres », il n'échappe pas aux règles élémentaires de la psychologie de groupe.

Aujourd'hui, une somme importante d'énergie est jouée sur un nouveau pari. Pour réduire encore la dichotomie travail-vie, le CERFI voudrait se regrouper dans un grand local qui permettrait à la fois de loger les trois quarts des membres au moins et d'augmenter, en les diversifiant encore, les activités. La majorité souhaite, en effet, aller plus loin dans les possibilités de création.

Mais la motivation principale reste la volonté de créer un style de vie plus unifié — « les phantasmes communautaires et sexuels sont très forts » — à une échelle plus vaste que la plupart des communautés.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que ces anciens « politiques » ne cessent de rejeter loin derrière eux leur vision antérieure de la vie militante. « Notre fermeté sur les principes du marxisme », écrivent-ils, « a quelque peu faibli au cours de notre voyage, et bien plus que d'une « révolution », bien plus que d'une « critique », c'est d'un déplacement qu'il est ici question ! »

YVES AGNÈS.

(1) Les contrats sont passés avec des organismes publics, en majeure partie avec le ministère de l'équipement. Le chiffre d'affaires prévu pour 1974 est de 1,5 million de francs.

(2) Quatorze numéros de « Recherches » sont déjà publiés. Les quinze prochains seront consacrés à la programmation des équipements. Bénéficiaires au CERFI, 103, bd Beaumarchais, 75003 Paris. Tél.: 277-44-23.

le réseau d'équipements qui est créé par la collectivité ne vise pas seulement à répondre aux besoins des habitants, mais également à leur intégration, par une « normalisation » dans le cadre social établi.

Si ce secteur des études a mobilisé et mobilise encore la majeure partie des énergies du CERFI, celui-ci a diversifié de plus en plus ses activités. Un groupe, encore peu développé, organise des stages et fait des prestations de formation dans des collectivités publiques ou privées, généralement sur le thème de l'organisation de la vie collective. Un autre groupe, dont la « grille » sur le noyau initial a mis de longs mois à prendre, dispose d'un matériel vidéo et commence à s'en servir, avec, il est vrai, bien peu de « rentabilité », terme au reste prosaïque du vocabulaire du centre. Ce groupe « vidéo » est lié par un contrat à l'ONU pour une étude sur la marginalité.

« Vivre au plaisir »

S'éloignant encore davantage de l'esprit universitaire des premiers membres, un atelier de couture s'est constitué autour d'un professionnel insatisfait dans son milieu de travail. On y fabrique depuis quelques mois des vêtements « pas chers et très beaux ». Les amateurs peuvent s'y faire faire un « jean » sur mesure. Ce groupe fonctionne en dehors de toute logique de production, dans une cave aménagée; il a quelque peine encore à trouver sa place parmi les autres plus anciens.

Dans cette entreprise les salariés ne sont pas salariés: une fois les frais faits déduits, l'argent des contrats permet actuellement de verser, en moyenne 1 500 F par personne et par mois, en fonction des « besoins » définis par chacun et discutés en groupe. La notion d'embauche n'existe pas, une « greffe » prend ou ne prend pas. Il n'est exigé aucun travail — seule la pression du groupe intervient, et il ne vient à l'idée de personne de ne pas honorer les contrats conclus. En définitive, le CERFI pourrait avoir comme devise celle de « vivre au plaisir ».

« Vivre au plaisir », c'est travailler à son rythme; et lorsque le travail plaie, l'émotion n'est pas économisée. « Vivre au plaisir », c'est offrir la possibilité à un individu ou à un groupe qui veut « faire quelque chose » de le tenter dans une structure suffisamment souple pour qu'il soit à la fois autonome et partie intégrante d'une communauté. « Vivre au plaisir », c'est surtout essayer de réduire la coupure entre la vie professionnelle, la vie militante et la vie « familiale » ou personnelle.

Cette philosophie n'exclut pas des tensions parfois violentes, y compris dans la rédaction collective d'une étude. C'est ainsi que l'on peut lire dans un numéro de *Recherches* que « l'écriture, comme le frot ou le sexe, précipite les rapports de forces ». Ceux-ci sont arbitrés ou dominés par la personnalité de Félix Guattari, sans lequel rien d'important ne se décide et dont le leadership repose sur la stature intellectuelle comme sur la rapports affectifs qui le lient à bien des membres. Si le CERFI a pu éviter « le phénomène de constitution de centres », il n'échappe pas aux règles élémentaires de la psychologie de groupe.

Aujourd'hui, une somme importante d'énergie est jouée sur un nouveau pari. Pour réduire encore la dichotomie travail-vie, le CERFI voudrait se regrouper dans un grand local qui permettrait à la fois de loger les trois quarts des membres au moins et d'augmenter, en les diversifiant encore, les activités. La majorité souhaite, en effet, aller plus loin dans les possibilités de création.

Mais la motivation principale reste la volonté de créer un style de vie plus unifié — « les phantasmes communautaires et sexuels sont très forts » — à une échelle plus vaste que la plupart des communautés.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que ces anciens « politiques » ne cessent de rejeter loin derrière eux leur vision antérieure de la vie militante. « Notre fermeté sur les principes du marxisme », écrivent-ils, « a quelque peu faibli au cours de notre voyage, et bien plus que d'une « révolution », bien plus que d'une « critique », c'est d'un déplacement qu'il est ici question ! »

YVES AGNÈS.

(1) Les contrats sont passés avec des organismes publics, en majeure partie avec le ministère de l'équipement. Le chiffre d'affaires prévu pour 1974 est de 1,5 million de francs.

(2) Quatorze numéros de « Recherches » sont déjà publiés. Les quinze prochains seront consacrés à la programmation des équipements. Bénéficiaires au CERFI, 103, bd Beaumarchais, 75003 Paris. Tél.: 277-44-23.

ENTRE CANTON ET HONGKONG

Douche chinoise

ÉTRANGE douche écossaise... Chinoise peut-être ? Ce contraste brutal au passage entre la République populaire de Chine et la colonie chinoise britannique de Hongkong serait-il voulu ?

Canton : dernière étape traditionnelle des pèlerins en Chine populaire, point de retour vers le monde capitaliste. L'étranger, déjà habitué aux multiples contraires d'identité et d'itinéraire qu'on lui fait subir, ne songe plus guère à se former. Même l'itinéraire « ange gardien » qui l'escorta depuis son entrée dans le pays ne le dérange presque plus : il arrive à apprécier l'efficacité poile de cet imperméable « fils de ciel » qui résout tant de problèmes. L'univers des Chinois lui est ouvert et même, mais ce qu'il ne sait pas encore, c'est qu'il s'est adapté sans s'en apercevoir à son rôle d'étranger en Chine.

Ajouté au pied de l'express Canton-Hongkong, on le lâche avec ses bagages, sans guide et sans formalités (il en a fallu assez pour arriver là...) dans un confortable wagon climatisé : vastes sièges, agrémentés de repose-tête brochés à la main et fraîchement blanchis. Le bord de la voie ferrée est bien soigné, et, tandis que défilent des rizières verdoyantes, des paysans aux pieds noirs pour leurs champs, quelques maisons et deux grands villages, Hua Xian et Shao Guan, qui sont loin de déshonorer la Chine de Mao, les hôtes ont deux heures pour servir le thé à la mode adéquate et s'assurer que chaque voyageur se sent à l'aise. En attendant, vous distribuez la manne. Il ne faudra plus cesser de le faire. A peine débarqués, les marchands vous haranguent en ce paradis du commerce international hors taxes.

Alors, au pied de l'express Canton-Hongkong, on le lâche avec ses bagages, sans guide et sans formalités (il en a fallu assez pour arriver là...) dans un confortable wagon climatisé : vastes sièges, agrémentés de repose-tête brochés à la main et fraîchement blanchis. Le bord de la voie ferrée est bien soigné, et, tandis que défilent des rizières verdoyantes, des paysans aux pieds noirs pour leurs champs, quelques maisons et deux grands villages, Hua Xian et Shao Guan, qui sont loin de déshonorer la Chine de Mao, les hôtes ont deux heures pour servir le thé à la mode adéquate et s'assurer que chaque voyageur se sent à l'aise. En attendant, vous distribuez la manne. Il ne faudra plus cesser de le faire. A peine débarqués, les marchands vous haranguent en ce paradis du commerce international hors taxes.

Alors, au pied de l'express Canton-Hongkong, on le lâche avec ses bagages, sans guide et sans formalités (il en a fallu assez pour arriver là...) dans un confortable wagon climatisé : vastes sièges, agrémentés de repose-tête brochés à la main et fraîchement blanchis. Le bord de la voie ferrée est bien soigné, et, tandis que défilent des rizières verdoyantes, des paysans aux pieds noirs pour leurs champs, quelques maisons et deux grands villages, Hua Xian et Shao Guan, qui sont loin de déshonorer la Chine de Mao, les hôtes ont deux heures pour servir le thé à la mode adéquate et s'assurer que chaque voyageur se sent à l'aise. En attendant, vous distribuez la manne. Il ne faudra plus cesser de le faire. A peine débarqués, les marchands vous haranguent en ce paradis du commerce international hors taxes.

Alors, au pied de l'express Canton-Hongkong, on le lâche avec ses bagages, sans guide et sans formalités (il en a fallu assez pour arriver là...) dans un confortable wagon climatisé : vastes sièges, agrémentés de repose-tête brochés à la main et fraîchement blanchis. Le bord de la voie ferrée est bien soigné, et, tandis que défilent des rizières verdoyantes, des paysans aux pieds noirs pour leurs champs, quelques maisons et deux grands villages, Hua Xian et Shao Guan, qui sont loin de déshonorer la Chine de Mao, les hôtes ont deux heures pour servir le thé à la mode adéquate et s'assurer que chaque voyageur se sent à l'aise. En attendant, vous distribuez la manne. Il ne faudra plus cesser de le faire. A peine débarqués, les marchands vous haranguent en ce paradis du commerce international hors taxes.

JACQUELINE GRAPIN.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

LES VIEUX DE LA VIEILLE

Colomiers. — N'était-il pas imprudent d'annoncer que Raymond Poulidor, « aîné » par la réputation, participerait à son douzième et dernier Tour de France ? Le doyen du peloton s'estime encore trop jeune, à trente-huit ans passés, pour faire ses adieux à une épreuve qui lui a valu de cruelles déceptions, mais qui lui a procuré aussi des joies exceptionnelles et qui, en tout état de cause, confirme son étonnante verdure. Si l'on excepte sa défaillance au Galibier, il apparaît que Poulidor a fait face dans les secteurs essentiels de la compétition, qu'il s'est mêlé aux combats décisifs et qu'il a même inquiété Eddy Merckx à différentes reprises.

Le champion de la popularité qu'il est aurait donc tort d'abréger une carrière qui peut encore lui réserver de grandes satisfactions, puisqu'il reste jusqu'à preuve du contraire le plus représentatif des routiers français.

Le Tour de France fait d'ailleurs ressortir d'une manière générale la supériorité des anciens sur les jeunes. Deux équipiers de Poulidor, qui ont l'un et l'autre trente-quatre ans — est-ce une coïncidence ? — viennent d'obtenir deux succès significatifs. Après le Britannique Barry Hoban, vainqueur à Montpellier, Jean-Pierre Genet a remporté, vendredi 13 juillet, l'étape Lodève-

De notre envoyé spécial

Colomiers, longue de 248 kilomètres et disputée par une chaleur torride, victoire de l'opiniâtreté et de l'intelligence. Genet, qui excelle dans son rôle d'équipier, sans être un simple comparse, a réussi grâce à son courage, au terme d'une course épuisante, une performance propre à inspirer les routiers de la nouvelle génération.

Alors que le sport de la bicyclette a servi de banc d'essai à la lutte anti-dopage, il faut bien constater que les cyclistes battent les records de longévité. Et pourtant, cette discipline est l'une des plus exigeantes qui soient.

14. STARE Lodève-Colomiers (248,5 km)
1. Genet (Fr.), 1 h. 12 min. 30 sec. (avec bonif. : 7 h. 12 min. 30 sec.); 2. Doleval (Belg.), à 20 sec. (avec bonif. : 7 h. 12 min. 50 sec.); 3. Di Loreto (It.), à 1 min. 10 sec. (avec bonif. : 7 h. 13 min.); 4. Martos (Esp.), à 1 min. 15 sec. (avec bonif. : 7 h. 13 min. 15 sec.); 5. De Meyer (Belg.), à 26 sec.; 6. Baert (Belg.); 7. Dierckx (Belg.); 8. Molnar (Fr.); 9. Zurano (Esp.); 10. Bortone (Fr.); 11. 18. Hoban (G.-B.), à 1 min. 14 sec.; 20. Korten (Pays-Bas); 21. Van Ruyck (Pays-Bas); 22. Minikiewicz (Fr.); 23. Esclausan (Fr.); 24. Monieux (Fr.), à 1 min. 15 sec.; 25. Martinez

(Fr.), à 1 min. 11 sec.; 26. Weltsmael (Belg.); 27. Merckx (Belg.); 28. Pélissier (Fr.); 29. Aja (Esp.), à 1 min. 11 sec. ctc.

Classement général
1. Merckx (Belg.), 78 h. 2 min. 43 sec.; 2. Aja (Esp.), à 2 min. 43 sec.; 3. Carril (Esp.), à 2 min. 20 sec.; 4. Merckx (Belg.), à 5 min. 20 sec.; 5. Agostino (Port.), à 5 min. 50 sec.; 6. Galois (Esp.), à 7 min. 1 sec.; 7. Poulidor (Fr.), à 7 min. 37 sec.; 8. Santy (Fr.), à 10 min. 14 sec.; 9. Martinez (Fr.), à 11 min. 33 sec.; 10. Van Springel (Belg.), à 11 min. 49 sec.; 11. Pinson (Fr.), à 13 min. 21 sec.; 12. Pélissier (Belg.), à 13 min. 26 sec.; 13. Doleval (Belg.), à 15 min. 53 sec.; 14. Pélissier (Fr.), à 16 min. 21 sec.; 15. Bruyère (Belg.), à 16 min. 26 sec.

● Le pilote automobile Jean-Pierre Schlesser, vingt-sept ans, de Paris et M. Paul-Louis Nicolle, trente-trois ans, garagiste Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Gap (Hautes-Alpes) à 2 000 F d'amende chacun pour outrages, injures et incitations de nuisance à la déobédience. Le 28 janvier dernier, MM. Schlesser et Nicolle avaient pris à partie les soldats du poste de garde en faction à Gap, devant la caserne du 159^e régiment d'infanterie alpine.

BASKET-BALL

ÉTATS-UNIS ET YOUGOSLAVIE POUR LE TITRE DE CHAMPION DU MONDE

Les États-Unis, qui ont battu le Brésil (102 à 89), et la Yougoslavie, qui a battu le Canada (102 à 89, après prolongations), restent les seules équipes invaincues du championnat du monde qui se disputent à Porto-Rico. Ces deux équipes devaient se rencontrer ce 13 juillet.

De son côté, l'U.R.S.S. a battu Porto-Rico par 87 à 78 et Cuba a battu l'Espagne par 84 à 75.

NATATION

PAS DE CONTRÔLE ANTI-DOPAGE AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

Dans un bulletin officiel d'information, le Comité d'organisation des XIII^e Championnats d'Europe, qui auront lieu en Autriche, à Vienne, du 18 au 26 août, a annoncé qu'aucun contrôle antidopage ne serait effectué. C'est la Ligue européenne de natation (LEN) qui a pris cette décision.

HIPPIQUE

L'ENQUÊTE SUR LE TIERS DU PRIX « BRIDE ABATTUE »

Le jockey Pierre Costes est suspendu

C'est un singulier et tonitruant pétard de 14 juillet qui a éclaté dans le monde des courses jeudi soir à Auteuil avec le retrait de licence frappant le jeune jockey Pierre Costes, 24 ans, cravache d'or de l'obstacle en 1973.

Un retrait pur et simple de licence, sans que soient précisés autrement les motifs de la sanction, est en France une mesure extrêmement rare.

Elle correspond à l'interdiction d'exercer la profession de jockey ou d'entraîneur.

La confiance trahie

Les faits qui ont provoqué une aussi grave sanction ? Un communiqué de la Société des steeplechasses fait référence au tiers du Prix Bride abattue, couru le 9 décembre 1973 à Auteuil (1) et estime que « les faits observés et leur interprétation donnée par le jockey Pierre Costes sont incompatibles avec l'exercice normal des fonctions d'un professionnel bénéficiant de la confiance des propriétaires, des entraîneurs et du public ».

Frontes les jumelles quelque peu aguerries avaient bien eu le sen-

timent le 9 décembre que cette confiance avait été trahie. Sur les vingt-quatre partants du tiers du Prix Bride abattue, quinze, dont plusieurs favoris, avaient parié se désintéresser complètement de la course. Le premier des quinze à se trouver hors de combat avait été Time Square, monté par Pierre Costes, entraîné par René Pélissier, et qui était resté au poteau de départ. Les soupçons qu'on avait pu avoir au vu de la course se trouvaient confirmés, quelques heures plus tard quand on apprenait que des parieurs trop avisés avaient dissimulé dans cent cinquante bureaux de P.M.U. de quatre grandes villes de province des jeux pour un total de 600 000 F exécutant totalement les quinze chevaux steeplechasses. Les 600 000 F en rapportaient 5 millions. Mais le P.M.U. refusait de payer et une information judiciaire était ouverte pour tentative d'escroquerie.

Pierre Costes, cependant, assure qu'il ne comprend pas la sanction qui le frappe.

(1) Voir l'article paru dans « Le Monde » du 15 décembre 1973 : « Le tiers suspect d'Auteuil ».

150

EDUCATION

TRAVAIL INDÉPENDANT DANS DEUX ÉTABLISSEMENTS BOURGUIGNONS

« Es una flor de vida... »

De notre correspondant

Dijon. — « Ce travail nous intéresse parce qu'il est volontaire. On peut créer, se servir d'un magnétophone, choisir soi-même un morceau de musique. » Cet élève du lycée Montchapet est convaincu des vertus du travail indépendant. Celui-ci consiste à donner dans l'enseignement une place importante à des recherches plus libres — individuelles ou en groupe — sur des documents divers (photos, dessins, journaux, revues, etc.) et à des travaux sur des sujets choisis par les élèves en marge du programme et des exercices scolaires traditionnels.

Dans son cas, cette affirmation correspond bien à une réalité. En guise de travail indépendant, il a composé pour la classe d'espagnol, avec ses camarades, un recueil de poèmes intitulé *Encuentro*. On peut y lire ces vers qu'il a écrits :

« ... Es una flor de vida
Una flor variscina
Que esta bailando
En la noche oscura.
Representa la libertad
De la gente española... »

Poème qui, dira le professeur, manifeste à la fois une recherche de vocabulaire et de rythme.

Même son de cloche à propos des sciences naturelles, où l'enseignement est complété par des expériences réalisées dans un mini-laboratoire : « Nous faisons des choses impossibles à réaliser dans le cadre traditionnel », disent les élèves. Nous nous sentons responsables des animaux que nous avons ici : nous veillons à leur nourriture, nous leur donnons à boire, nous surveillons la température de la pièce... »

Dans ce lycée de deux mille élèves, qui vient de recevoir le statut d'établissement expérimental, ce n'est certes pas la révolution. Le lycée a déjà connu diverses expériences pédagogiques depuis son ouverture en 1964, notamment en matière de « vie scolaire ». Aussi, pour lancer à la rentrée 1973 le « travail indépendant », la nouvelle directrice, Mme Litovsky, qui avait déjà mené dans le collège d'enseignement secondaire qu'elle dirigeait une expérience de pédagogie de « soutien », n'a pas eu de mal à faire accepter l'idée. Les bons résultats de fin d'année (73,4 % de succès au bac en 1973, alors que la moyenne académique a été de 66,8 % et la moyenne nationale 66,4 %) ont consolidé l'impression : pour les Dijonnais, le lycée Montchapet est un établissement « où l'on travaille ».

Mme Litovsky n'a pas eu de mal non plus à trouver des enseignants volontaires : une quarantaine s'y sont mis. A l'heure du premier bilan, ils ne sont pas déçus.

« Grâce au travail indépendant l'ensemble de ma classe ne badoche plus et les cours sont beaucoup plus vivants », déclare avec enthousiasme un professeur de sciences économiques. Son collègue professeur d'histoire estime de son côté que « cette méthode permet aux élèves de développer davantage leur esprit critique et de se préparer ainsi à l'enseignement supérieur ». Le professeur d'espagnol est tout aussi enthousiasmé : « Je remarque chez les élèves une grande volonté de création, une bonne recherche de vocabulaire. Il existe un peu d'anarchie, mais pour nous le programme signifie progression... Il faut aussi préparer les élèves au travail indépendant... » Pour le professeur de français enfin, la formule permet d'aborder parfois des sujets plus difficiles, grâce au travail en petits groupes.

Après, il y a le bac...

Mais ce travail de groupe, les élèves du lycée Mathias de Chalon-sur-Saône (1 800 élèves), où l'on pratique aussi le « travail indépendant », en ont découvert aussi les difficultés. « Je sais bien, nous dit une lycéenne, qu'une certaine solidarité doit régner. Mais, à l'avenir, j'aimerais à me mettre avec telle ou telle personne. On vient on travaille tous ensemble ou alors cela ne vaut pas la peine de traîner des « pots » derrière soi ».

La communication entre les groupes n'a pas été facile non plus. « On porte peu d'intérêt à ce que font les autres », explique un professeur. Le travail indépendant aura fait comprendre aux élèves et aux professeurs la nécessité d'un apprentissage de la communication.

A cela s'ajoute, pour les professeurs, la difficulté de chaque élève. « C'est facile de voir ce qu'a fait le groupe », dit-il. « C'est plus difficile de juger l'apport personnel. Mettre des notes n'est pas notre fonction essentielle. Mais il est de notre devoir d'évaluer le travail des élèves. » A l'inverse, il faudrait aussi adapter les examens au travail indépendant. Car, « après, il y a le bac... », comme le souligne un élève.

Ces difficultés et ces inquiétudes ne diminuent pas la satisfaction des professeurs, des élèves. Les parents eux-mêmes y ont été gagnés. « Pourquoi ne ferait-on pas du travail indépendant dès la maternelle ? », suggère l'un d'eux. Et un autre ajoute : « C'est comme l'autodiscipline... »

CHARLES MARQUES.

POUR COMBLER SON DÉFICIT

La Mutuelle nationale des étudiants reçoit des avances de la Caisse nationale d'assurance-maladie

La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), qui est aux prises avec de graves difficultés financières, va recevoir de la Caisse nationale d'assurance-maladie des avances de 200 millions de francs. Cette somme correspond au déficit actuel de la MNEF. La Caisse nationale a déjà avancé 2,5 millions de francs à la MNEF en 1973.

En contrepartie, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAAM) pose trois conditions aux étudiants qui élisent la MNEF. Elle leur demande de nommer un directeur administratif, non étudiant, ce qui vient d'être fait ; d'appliquer le plan de redressement voté par l'Assemblée générale de la MNEF (le Monde du 7-8 juillet), qui prévoit notamment de réduire de moitié le budget de la gestion étudiante, de supprimer certaines œuvres sociales, et de réduire les effectifs du personnel ; enfin, le directeur administratif devra déposer avant la fin de l'année un rapport sur le fonctionnement de la MNEF.

Au gouvernement, la Caisse nationale demande de publier le décret et l'arrêté prévoyant un nouveau système de financement de la MNEF, selon lequel la cotisation étudiante de Sécurité sociale (qui est actuellement de 28 francs par an) servirait uniquement à financer les dépenses de gestion. La subvention de l'Etat et les remises de gestion versées par la Caisse nationale d'assurance-maladie, en contrepartie du service rendu par la MNEF, couvriraient les pres-

tations, alors qu'actuellement toutes ces sommes sont confondues. En cas de mauvaise gestion, les étudiants gestionnaires, estime-t-on à la CNAAM, devraient alors prendre leurs responsabilités. C'est ainsi qu'il leur reviendrait éventuellement d'augmenter la cotisation de Sécurité sociale.

En tant que mutuelle, la MNEF doit déjà, à la rentrée, augmenter la cotisation mutualiste, qui passait de 40 à 65 francs par an.

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) proteste, dans un communiqué, contre l'absence de crédits supplémentaires pour la rentrée 1974, alors que M. Fontanet avait déclaré au moment du vote du budget que la rentrée 1974 ne pourrait être assurée sans un très important collectif budgétaire. Le SNES a donc demandé au ministre de l'Éducation nationale de ne pas avoir fait passer les examens selon les procédures réglementaires.

M. René Louvain sera « jugé » le 31 juillet. — M. René Louvain, directeur de la section de sociologie de l'université de Poitiers, comparaitra devant la commission disciplinaire de cette université le mercredi 31 juillet à 15 heures. Rappelons qu'il est reproché de ne pas avoir fait passer les examens selon les procédures réglementaires.

PENDANT CINQ SEMAINES

Un tour de France des partisans de l'avortement libre

Porte d'Orléans : spectacle habituel, un vendredi soir, que celui d'un groupe d'inconditionnels du « Jeunisme », sac à dos, barbe et longues tresses... Une file domine un instant le bruit de fond de la circulation. Mais ceux-là n'attendent pas l'automobiliste de bonne volonté qui les achèvera à bon port. Ils prendront un grand autobus l'ambulant chargé de matériel vidéo, de tracts et de banderoles : le « Karman ».

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (M.L.A.C.) part en campagne pour un tour de France. Cinq semaines durant, ses militants se relaieront pour « populariser » la cause qu'ils défendent sur les routes des vacances. « Il faut élever le débat », dit l'un d'eux, « et profiter de la disponibilité des gens pour les rencontrer. Nous organiserons le plus possible de débats notamment sur les plages... »

L'autocar fera escale partout où il risque de trouver un écho à son appel : à Cannes (Var) pour commencer, et à lieu durant le week-end au rassemblement antinataliste. Au Larzac pour finir du 16 au

18 août. Entre-temps, dans les villes où le M.L.A.C. est vivace : Grenoble, Saint-Etienne ; dans d'autres qui ont fait la preuve de leur « capacité de mobilisation » : Rouen, Besançon ; en Avignon, à cause du Festival ; dans des stations de vacances de Royan à Arcachon ; et à Tours : « en manière de défi... » L. C.

RELIGION

● L'abbé Pierre Telec, qui vient d'être nommé animateur diocésain de la pastorale liturgique à Paris (le Monde du 9 juillet), demeure responsable du centre Jean-Bart.

● Le thème choisi pour la prochaine Journée mondiale de la paix (1^{er} janvier 1975) est « La réconciliation, voie de la paix », ont annoncé, le 11 juillet, au cours d'une conférence de presse, à Rome, les Pères Bernard Lalonde (France) et Ramon Torrella Casante (Espagne). — (A.F.P.)

Deuxième accident de ce genre en six mois

Une malade meurt ébouillantée dans un hôpital psychiatrique de la Loire

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le parquet de Saint-Etienne a ouvert une information à la suite du décès, le 6 juillet, d'une malade en traitement à l'hôpital psychiatrique de Saint-Jean-Bonnefonds, près de Saint-Etienne. Dans la nuit du 29 au 30 juin, Mme Marthe Cros, âgée de soixante-neuf ans, a été, semble-t-il, ébouillantée sur son lit par un autre malade hospitalisé en service libre. Elle fut transportée à l'hôpital Edouard-Herriot, à Lyon, où elle succomba quelques jours plus tard des suites de ses brûlures.

C'est la deuxième fois en six mois qu'à l'hôpital psychiatrique de Saint-Jean-Bonnefonds un malade meurt ébouillanté. Le 11 janvier dernier, M. Antoine Pinay, président du conseil général de la Loire, avait signalé au conseil qu'un malade mentale de vingt-trois ans était mort à la ville de Noël après avoir été ébouillanté dans une baignoire. M. Pinay avait rappelé à cette occasion qu'il y avait déjà en plu-

sieurs accidents mortels dans cet établissement ouvert en 1971. Pour expliquer « ces incidents qui se répètent un peu trop souvent », il avait mis en cause certaines thérapeutiques de la psychiatrie moderne. Le docteur Brisson, médecin-chef de l'hôpital, avait répondu en déclarant : « Nous pourrions donner des calmants. Nos pensionnaires somnoleraient, et tout le monde serait content... » Les malades mentaux ont droit au respect comme chacun d'entre nous et à la liberté. Selon le médecin-chef, c'était avant tout l'insuffisance de personnel qui ne permettait pas d'assurer la sécurité des malades. Il n'était pas question pour lui de pallier cette carence par des verrous et une « camisole chimique » (voir le Monde des 14 et 15 janvier 1974).

Rappelons d'autre part que le 17 janvier, à l'hôpital psychiatrique de Chateau-Picon à Bordeaux, une malade de soixante-six ans était morte noyée dans une baignoire.

FEUILLETON

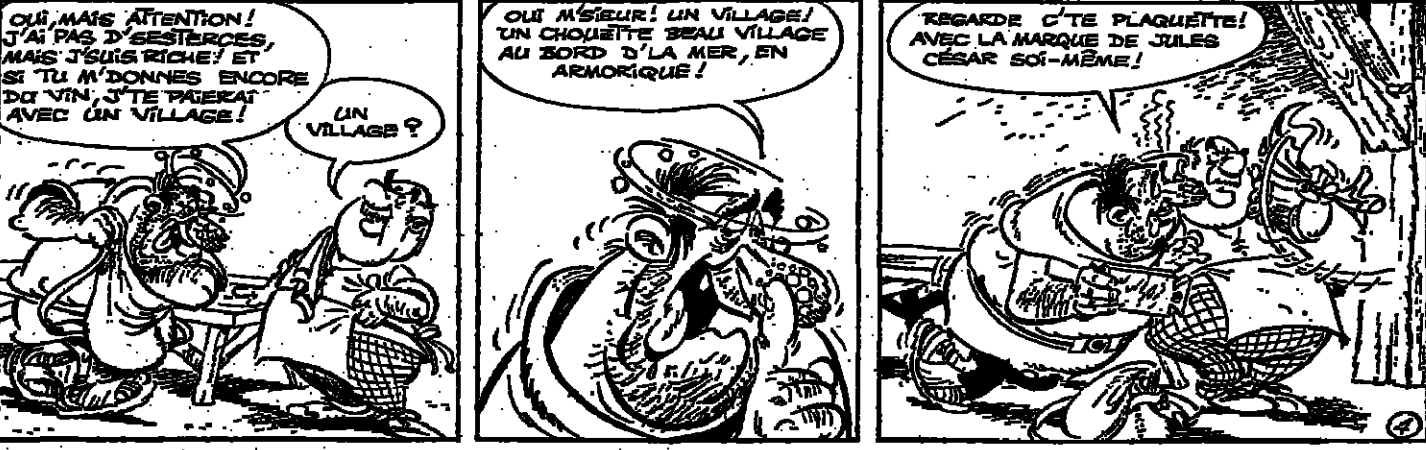
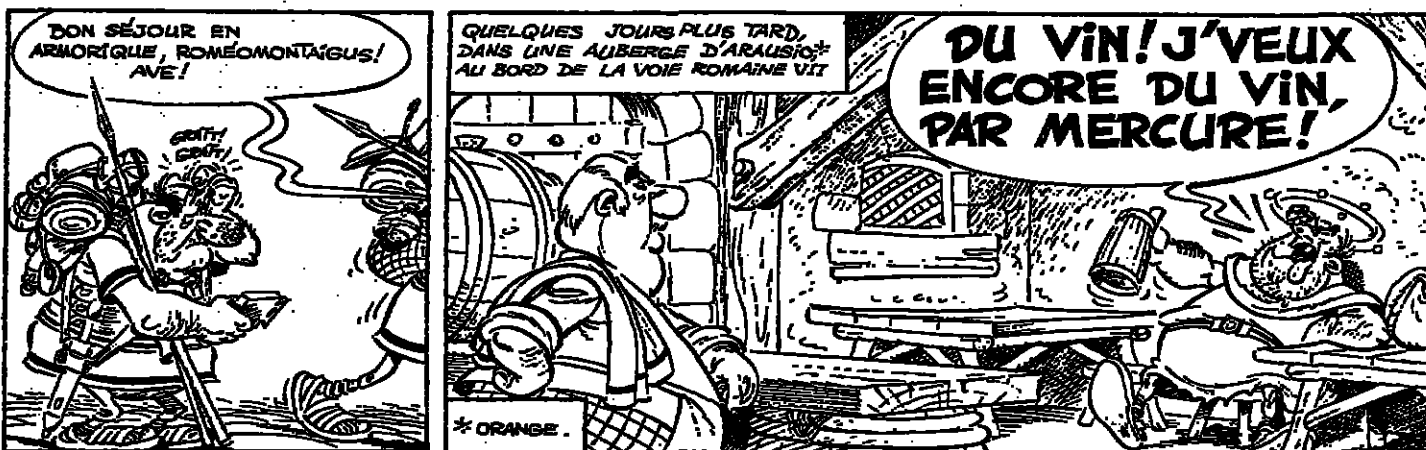
NUMERO 4

Une aventure d'Astérix le Gaulois

LE CADEAU DE César

Texte
de René Goscinny
Dessins
d'Albert Uderzo

Roméo-montaignis, légionnaire connu pour sa passion pour le vin, se voit offrir par César à l'issue de ses vingt ans de service militaire un cadeau : un village gaulois en Armorique.



(Copyright 1974 Dargaud Édition et Le Monde.)

(A suivre.)

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

Vers un nouveau « week-end chaud » dans les campagnes

Un nouveau « week-end chaud » dans les campagnes ? Tous les États-majors paysans le laissent entendre. Mais sans en dire beaucoup plus : la « base » donne le branle à l'agitation qui se développe un peu partout en France. En effet, les organisations nationales ne semblent pas disposées à organiser une manifestation uni-

taire de grande ampleur sur des problèmes aussi divers que la chute des cours des animaux, l'arrêt des importations de pêches, l'augmentation du prix des engrais. La dégradation du revenu n'est pas une motivation suffisante, car elle est différenciée selon les régions et les types de production.

Aussi, les centrales paysannes laissent-elles la bride sur le cou à leurs fédérations départementales ou spécialisées, qui donnent libre cours à leurs imaginations : du purin sur les marchés des préfectures, des porcs égorgés en pleine rue, des carcasses de viande arrosées de mazout brûlé, des animaux lâchés sur les places... Mais aussi, des trains bloqués en rase campagne, des commerces « visités », des tracteurs en travers de la route des vacances, des poteaux télégraphiques arrachés, des arbres abattus.

Ces manifestations sont comme les sacrifices d'un rite payen : aux cris d'inquiétude des paysans au bord de la ruine se mêle la rancœur contre le citoyen qui a fait interdire la construction de porcheries, contre le voisin « qui fait de mauvaises affaires », contre les pouvoirs publics « qui n'y connaissent rien », contre les responsables professionnels « qui ne font pas leur travail ». Heureusement, les manifestations ne se font pas encore à violence ouverte. Mais pour combien de temps ?

Les pouvoirs publics ont passé avec quelque maladresse leurs « onguents ». Les déclarations de MM. Chirac et Bonnet (voir ci-dessous) les propos du ministre de l'agriculture recueillis par le *Figaro* n'ont finalement fait qu'irriter les exploitants. D'autant que, pour la première fois depuis de longs mois, leurs États-majors ne sont pas directement associés à l'élaboration du plan de sauvegarde préparé sous la houlette du premier ministre. Le secret qui entoure les préparatifs n'arrange rien. La montagne risque, une fois encore, d'accoucher d'une souris, craignent les professionnels.

Comme des conspirations

Pas de retour au calme tant que les revenus ne seront pas effectivement améliorés, a avéré la Fédération nationale des exploitants. Quant au président des Jeunes agriculteurs, M. Lauga, il s'apprête à faire « des déclarations tracassantes ».

Sur le terrain, les manifestations se préparent comme des conspirations. Notre correspondant de Limoges indique que la fédération des exploitants de la Haute-Vienne a demandé à ses adhérents de ne plus répondre aux enquêtes de po-

lice. Il s'agit de ne pas trouver des cars de gendarmes sur les lieux de manifestations, « qui pourront être que nous avions considéré jusqu'à présent comme regrettable et avoir lieu de jour comme de nuit », indique un communiqué de cette fédération. Même tactique dans l'Ille-et-Vilaine, où des barrages de route ont été dressés à l'ouest de Morlaix, à quelques kilomètres de Vitré et d'Antrain, ainsi que près de Fougères. En certains endroits, les manifestants ont distribué des fleurs aux automobilistes. Effet de surprise également dans la Somme, où des paysans ont réveillé, à 4 heures du matin, préfet et sous-préfets du département.

En revanche, les manifestations de Tours et de Parthenay étaient annoncées. La ville chère à M. Royer

a été sillonnée vendredi par des défilés d'agriculteurs qui ont visé les abattoirs, le marché de gros, les services vétérinaires et les magasins à grande surface. Le scénario était grosso modo le même dans les Deux-Sèvres. Deux mille paysans ont achevé leur défilé en emplant sur les marchés de la sous-préfecture des caisses d'abats. C'est un autre ton pris par les viticulteurs alsaciens. Notre correspondant de Strasbourg indique qu'ils étaient près d'un millier réunis vendredi à Sélestat (Bas-Rhin) pour demander l'abrogation de la loi obligeant la mise en bouteille des vins d'origine. Ils estiment qu'elle est à l'origine des difficultés actuelles d'écoulement d'une récolte qui avait été particulièrement abondante. — A. G.

M. Bonnet : les mesures agricoles respecteront les principes fondamentaux de la C.E.E.

Le « plan » du gouvernement français en matière de revenu agricole, qui doit être définitivement arrêté dimanche 14 juillet, sera officiellement présenté le mercredi suivant, son dispositif devant théoriquement compléter les mesures qui seront prises par les Neuf, lundi et mardi à Bruxelles.

Dans une interview accordée à notre confrère le *Figaro*, M. Bonnet, ministre de l'agriculture, en précise le cadre, sans en dévoiler le contenu. Les mesures actuellement étudiées seront prises « totalement dans l'arsenal des mesures qui sont possibles dans le respect des principes fondamentaux de la Communauté ». Cela donne des mesures fiscales, sociales et de crédit.

Écartant à son tour la dévaluation du « franc vert », le ministre note « la tenue et le redressement du franc sur les marchés rendent d'ailleurs une telle mesure discutable dans son principe, si cette évolution doit se poursuivre ».

M. Bonnet assure que « le gouvernement demandera une actualisation des prix (agricoles) », et il estime que, « d'ores et déjà, un certain nombre de pays de la Communauté partagent notre préoccupation. Ce n'est évidemment pas celle des Anglais ». Le ministre de l'agriculture affirme ensuite qu'il n'assume pas la responsabilité des calculs faits par les professionnels sur l'ampleur du manque à gagner des agriculteurs en 1974 (8 mil-

liards de francs) : « Nous ne nous braguons pas sur un chiffre qui n'a jamais, à aucun moment, été considéré par le premier ministre ou par moi-même ».

Enfin, M. Bonnet souhaite alléger les procédures « outrageusement lourdes » du conseil des ministres des Neuf, et il estime : « Le conseil n'est pas un organe de gestion des marchés, d'autant que cette gestion ne doit pas faire l'objet d'un compromis politique ».

ASSURANCE MALADIE

LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS MÉDICAUX PROTESTE CONTRE L'ARBITRAIRE ET DÉSAPOUVE LES PRATICIENS NE RESPECTANT PAS LES ACCORDS.

La C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français) a précisé vendredi sa position au sujet de la décision de la Caisse d'assurance maladie parisienne de dégrader une partie des honoraires de la convention sur les honoraires médicaux. Elle ne peut, déclare-t-elle dans un communiqué, « supporter l'attitude arbitraire qui manifeste la décision de dégrader des médecins sans que soient respectées les clauses prévues dans de tels cas par la convention nationale (communication du dossier à l'inspecteur, transmission des dossiers à la commission médicale départementale) ». Dans la période où l'insuffisante réévaluation des honoraires provoque l'insubordination des médecins, l'attitude des caisses paraît ambiguë et suspecte, comme si l'on cherchait délibérément à provoquer un conflit avec le corps médical. Toutefois, la C.S.M.F. souligne qu'elle n'a plus à démontrer qu'elle défend depuis de nombreuses années le régime conventionnel et qu'elle ne peut approuver les médecins qui, pour conservation personnelle, ne respectent pas les accords acceptés par la quasi-totalité du corps médical.

Faits et chiffres

- LA C.G.C. a approuvé, le 12 juillet, l'accord sur les salaires dans la fonction publique.
- TRENTÉ-QUATRIÈME ACCIDENT MORTEL À FOS-BELMER. — Un jeune ouvrier de vingt ans, Jean-Pierre Almanza, a été tué le 12 juillet.
- LES SOIXANTE-QUINZE OUVRIÈRES DE LA SOCIÉTÉ DE CONFECTION CHÉRIE ALLAN ont accepté, vendredi soir, d'évacuer les locaux de leur entreprise. Depuis mardi, à l'initiative de la C.G.T., ces ouvrières, occupant les locaux de l'entreprise, qui fabrique des pantalons, La production avait continué, en dépit de la « disparition » du P.-D. G. Un administrateur judiciaire a été nommé. La société pourra être reprise en gérance libre.

(1) Les « Documents du CERC », n° 2, à la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris-7. Prix : 10 F.

CONJONCTURE

LES CHAMBRES DE COMMERCE DEMANDENT UN ENCADREMENT DU CRÉDIT SÉLECTIF

« L'encadrement du crédit est une opération sauvage, qui, appliquée sans aucune efficacité, est d'une totale ineptie », a déclaré M. Léon Pelton, nouveau président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), en présentant le 12 juillet à la presse la position des organisations consulaires vis-à-vis du plan de lutte contre l'inflation. Tout en reconnaissant la nécessité d'une politique restrictive « énergique », il s'est attaché à souligner l'insuffisance d'un système d'encadrement des crédits aussi peu adapté que possible qui incite les entreprises à se procurer des liquidités « par tous les moyens », favorisant ainsi les plus fortes, aux dépens des plus faibles et parfois des plus dynamiques.

S'indignant de ce qu'on puisse, dans certains milieux administratifs, en particulier, parler de sang-froid, de faillites probables, il a rappelé que les entreprises n'étaient pas plus responsables de l'inflation, « péché collectif », que les banques par exemple qui en distribuant un peu à la légère plus de crédits qu'il ne leur était permis, ont « encouragé le mouvement ».

Il a demandé au nom de l'A.P.C.C.I. que « la norme d'encadrement du crédit de 12 % puisse être appliquée progressivement et étendue sur trois mois », que des dispositions particulières de sélectivité des crédits soient appliquées à certains secteurs, et que la liste conjoncturelle de 1974 soit portée à la fin de l'année « en ce qui concerne les facilités de règlement ».

AFFAIRES

M. DE LESTRADE NOMMÉ A LA PRÉSIDENCE DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS (U.A.P.) ET M. COTIER A CELLE DE LA BANQUE FRANÇAISE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR (B.F.C.E.).

M. René de Lestrade, âgé de soixante ans, précédemment directeur général de la Caisse nationale des marchés, a été nommé à la présidence de la société nationalisée Union des assurances de Paris (U.A.P.), premier groupe d'assurances françaises, en remplacement de M. Dominique Léca, qui prend sa retraite à soixante-huit ans après avoir été prolongé exceptionnellement au-delà de soixante-cinq ans.

Cette nomination a été assez inattendue : l'on pensait plutôt à M. Estève, quarante-neuf ans, inspecteur des finances et directeur général de l'U.A.P., considéré comme le dauphin de M. Léca.

D'autre part, M. Jean Cottier, âgé de soixante et un ans, inspecteur général des finances, a été nommé président de la Banque française pour le commerce extérieur (B.F.C.E.), en remplacement de M. Jacques Châtel, qui vient d'être appelé à la tête du Crédit lyonnais.

PREMIER BÉNÉFICIAIRE DEPUIS SEPT ANS POUR L'ENTREPRISE MINIÈRE ET CHIMIQUE

L'entreprise minière et chimique (E.M.C.), un des tout premiers producteurs mondiaux de potasse et de sel, numéro deux en France pour les engrais, annonce, pour la première fois depuis sa création, un bon résultat. Le compte d'exploitation équilibré en 1973. Pour les quatre premiers mois de l'exercice en cours, le groupe est parvenu à dégager 73,5 millions de bénéfices avant impôts pour un chiffre d'affaires de 1 406 millions de francs (+ 44,1 %).

Pour M. Jean Prada, qui a pris la présidence du directeur de l'E.M.C. en octobre dernier, la guerre du Kippour a joué en faveur du groupe. « Prudent » comme il se doit, mais aussi « confiant » sur l'avenir, il ne pense pas que le fait pour son groupe de réaliser 75 % de son chiffre d'affaires avec l'agriculture soit un handicap. « Le bilan global de la fertilisation encourage les agriculteurs à ne pas renoncer aux engrais », L'E.M.C. envisage de diversifier son activité vers quatre secteurs où elle possède déjà une certaine maîtrise : l'ammolique, le méthanol, l'acide phosphorique et le sel.

LE COQ SPORTIF a décidé de faire appel du jugement rendu le 8 juillet par le tribunal de commerce de Paris homologuant le plan de redresse-

ment présenté par la société Adidas. La cour statuera dans les deux mois sur la demande de Mme Goussery, ancien P.-D. G. du Coq sportif.

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront régulièrement dans les rubriques immobilières de nos pages d'annonces classées des offres exclusives destinées à rendre plus efficaces leurs recherches. Pendant quarante-huit heures (deux parutions), ces propositions de vente ou de location sont publiées uniquement par *Le Monde*.

appartem. vente villas

Paris EXELMANS 4 P. 75 m. tout confort. Sur rue, 330.000 F. 25-44-46.

appartem. vente domaines

Paris FACE BOIS VINCENNES 100 m. et 200 m. de ch. sur 40 m. de large. 100 m. de ch. sur 40 m. de large. 100 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. CARDINAL-LEMOINE 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ODEON 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. CAMBRONNE 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-JACQUES 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-GERMAIN-DES-PRÉS 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-GERMAIN-DES-PRÉS 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-GERMAIN-DES-PRÉS 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-GERMAIN-DES-PRÉS 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

Paris M. ST-GERMAIN-DES-PRÉS 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large. 40 m. de ch. sur 40 m. de large.

SELON UNE ÉTUDE DU CERC

Les prix des produits laitiers à la production et à la consommation ont augmenté au même rythme depuis dix ans

Le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) vient de publier une étude sur l'évolution des prix des produits laitiers au cours des dix dernières années (1). Cette étude est un élément d'un ensemble de travaux consacrés à l'analyse des prix, dont le but est de rechercher, produit par produit, les causes spécifiques de chaque hausse.

Trois points se dégagent de la description de l'évolution des prix de détail du lait de 1963 à 1973 : — L'indice des prix a augmenté de 4,8 par an en moyenne, rythme comparable à celui de l'ensemble des produits alimentaires.

— Contrairement à une opinion largement répandue, cette évolution est identique pour les prix de détail des produits laitiers et les prix du lait à la production.

— Des différences sensibles existent dans l'augmentation des prix selon les produits : 6,3 % par an pour les fromages ; 5,4 % pour le lait ; 3,2 % pour le beurre.

Quelles sont les raisons de ces hausses ? En premier lieu, l'augmentation du prix du lait à la production. Deux facteurs semblent commander cette évolution : d'une part, la France fixe, depuis 1968, le niveau des prix de ses produits laitiers en fonction de la réglementation du Marché commun ; d'autre part, la hausse du prix du lait tient aux structures des exploitations laitières françaises, de petite taille, moins rentables que leurs homologues étrangères et que les exploitations agricoles françaises pratiquant l'agriculture générale. Or les revenus étant d'autant plus faibles que les exploitations sont petites, les producteurs poussent naturellement à la hausse des prix à la production.

Le CERC insiste ensuite sur le fait que la hausse du lait, loin

d'être amortie tout au long de la chaîne, se répartit à chacun de ses échelons. Au niveau de l'industrie : l'évolution du prix du lait à la ferme commande en grande partie celle des prix de détail. Mais à ce stade, le CERC souligne que « l'augmentation des prix est due à la hausse du prix du lait à la ferme, et non à la hausse du prix du lait à la consommation ». — La marge d'auto-financement — est restée stable en pourcentage du chiffre d'affaires. Celui-ci ayant augmenté fortement (13 à 14 % par an en moyenne), la « marge » en volume s'est rapidement développée. Cela a permis aux industriels de payer à la fois le lait et le beurre, et de se moderniser, note l'étude. Le comportement de la distribution, c'est-à-dire le commerce de détail, a été analogue : stabilité des marges en pourcentage du chiffre d'affaires, mais forte augmentation en volume, en raison de l'accroissement des ventes. Le CERC remarque que les produits dont la commercialisation a été assurée par des magasins à grande surface ont relativement moins augmenté que les autres.

Le rôle de la demande, enfin, paraît des plus complexes : stable, elle peut freiner la hausse des prix (beurre) ; en progression, elle peut soit susciter des progrès de productivité (yaourt, fromage frais), soit entraîner des « dérapages » lorsque les structures de production sont relativement rigides (fromage traditionnel). Quant à la réglementation des prix, elle exerce une influence qui ne doit pas être sous-estimée : alors que des produits qui, comme les fromages à pâte molle, ne sont pas réglementés, ont augmenté de 6,7 % par an de 1963 à 1973, le lait, le beurre, les fromages strictement « encadrés » n'ont augmenté respectivement que de 2,5 %, 4,1 % et 3,8 %. L'effet stabilisateur de l'organisation des marchés apparaît là clairement.

(1) Les « Documents du CERC », n° 2, à la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris-7. Prix : 10 F.

demandes d'emploi

Garde-malades 24 heures, nuit ou jour. 70-13-48.

enseignement

Dés octobre 1974 IBO S.A. - INSTITUT BORLAT Institut pour la formation des futurs Directeurs

offres d'emploi

Recherchons J.F. ou J. Hme libéré obligations multiples, ayant connaissances juridiques.

LA PROTECTEUR Service du Personnel, 45, rue de Clugnot, PARIS-7.

CHIEF DE SERVICE TECHNICO-COMMERCE

autos-vente

TRIUMPH MK-4 1973, 681 neut. - 254-11-33.

